

BULLETIN OFFICIEL DU CNRS

Recherche
Actes administratifs
Règlementation
Actes de recherche

Unités de recherche
Enseignants-chercheurs
Personnel
Fonctionnaires
Statutaires
Dispositions
Procédure
Dons et legs
Administration de la recherche
Budget, finances, comptabilité
Ordonnateur, Comptable

N°3

MARS 2020



www.cnrs.fr

Table des matières

02. L'organisation générale du CNRS

02.10 Les instances consultatives

02.10.03 Les conseils scientifiques d'institut

Décision modifiant la décision DEC183080SGCN du 10 décembre 2018, portant nomination des membres du Conseil scientifique de l'institut de physique - 10/02/2020 - - DEC200467SGCN.....
p.18

Circulaire relative à la procédure de gestion des violations de données à caractère personnel au CNRS - 17/01/2020 - - CIR200460PDT..... p.19

04. Personnels

04.02 Recrutement

04.02.03 Personnels contractuels de droit public

Décision DEC200245DRH du 29/01/2020 portant modification du barème des rémunérations forfaitaires des personnels contractuels du CNRS annexé à la circulaire n° CIR130864DRH du 12 mars 2013 - 29/01/2020 - - DEC200245DRH..... p.37

07. Mesures particulières du CNRS

07.01. Décisions de nomination, cessation de fonction

Administration centrale

2019

Décision portant fin de fonctions et nomination de Mme Martina Knoop aux fonctions de directrice de la mission pour les initiatives transverses et interdisciplinaires (MITI) - 14/01/2020 - - DEC193215DAJ..... p.40

2020

Décision portant renouvellement de M. Jacques MALEVAL aux fonctions de directeur du bureau du CNRS à Tokyo au Japon (DERCI) - 20/02/2020 - - DEC200557DERCI..... p.41

Décision nomination de Mme Béatrice Paczuszyński aux fonctions de responsable du département Outils de collaboration et patrimoine informationnel à la Direction des systèmes d'information (DSI) - 13/02/2020 - - DEC200520DAJ..... p.42

Décision portant renouvellement de M. Srinivas-Venkatesh KAVERI aux fonctions de directeur du bureau du CNRS en INDE (DERCI) - 13/01/2020 - - DEC193282DERCI..... p.43

DR01 - Paris-Villejuif

2019

Décision portant nomination de Mme Sandrine EL MARHOMY aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité mixte UMR8003 intitulée Institut des Neurosciences Paris Saint-Pères (SPPIN) - 29/07/2019 - - DEC200922DR01..... p.44

Décision portant nomination de M. Mehdi Jacquin aux fonctions de responsable du service patrimoine immobilier de la délégation Ile-de-France Villejuif - 01/09/2019 - - DEC200868DR01..... p.46

2020

Décision portant nomination de Mme Carole Léon aux fonctions de responsable adjoint du pôle formation du Service mutualisé d'Ile-de-France (IFSeM) - 05/03/2020 - - DEC200833DR01..... p.47

Décision portant nomination de M. Jean-Marc Gillion aux fonctions de responsable adjoint du pôle patrimoine et logistique du Service mutualisé d'Ile-de-France (IFSeM) - 01/01/2020 - - DEC200832DR01..... p.48

Décision portant nomination de M. Jean-Philippe Castelli aux fonctions de responsable adjoint du pôle achats du Service mutualisé d'Ile-de-France (IFSeM) - 01/01/2020 - - DEC200831DR01..... p.49

Décision portant nomination de Mme Sophie Vassilaki aux fonctions de directrice par intérim et de Mme Isabelle Léglise et M. Stéfano Manfredi aux fonctions de directeurs adjoints par intérim de l'unité mixte de recherche n°8202 intitulée « Structure et Dynamique des Langues - SeDYL » . - 27/12/2019 - - DEC193178INSHS..... p.50

DR02

2020

Décision portant nomination de Mme Emmanuelle Porcher, aux fonctions de directrice par intérim de l'unité mixte de recherche UMR7204 intitulée « Centre d'Ecologie et des Sciences de la Conservation (CESCO) » - 13/03/2020 - - DEC200589INEE..... p.51

Décision portant renouvellement de la nomination de Madame Pascale MASSIANI JUPILLE aux fonctions de chargée de mission 2020 - 20/02/2020 - - DEC200524DERCI..... p.52

DR04

2020

Décision portant nomination de Mme Julie KOLSKI aux fonctions de responsable du service des ressources humaines de la délégation Ile-de-France Gif-sur-Yvette - 25/02/2020 - - DEC200676DR04..... p.53

Décision portant nomination de Mme Jacqueline LEROY aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité mixte UMR9010 intitulée Centre Giovanni Borelli - 07/02/2020 - - DEC200506DR04..... p.54

Décision portant nomination de Mme RENE Brigitte aux fonctions de chargée de mission - 04/03/2020 - - DEC193234INSB..... p.55

Décision portant nomination de Monsieur Jérôme FAURE aux fonctions de directeur adjoint par intérim de l'unité mixte de recherche UMR7639 intitulée Laboratoire d'Optique Appliquée (LOA) - 27/02/2020 - - DEC200547INP..... p.56

DR05

2020

Décision portant nomination de Mme Céline Menant aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR8174 intitulée centre d'économie de la Sorbonne. - 22/01/2020 - - DEC200192DR05..... p.57

Décision portant nomination de M. Pascal Simier aux fonctions de responsable du service logistique et technique de la délégation Ile-de-France Meudon - 02/03/2020 - - DEC200837DR05..... p.59

DR06

2019

Décision portant cessation de fonctions de M. Laurent Petrini, assistant de prévention (AP) au sein de l'unité UMR6174 intitulée FEMTO-ST - 17/12/2019 - - DEC200763DR06..... p.60

2020

Décision portant nomination de M. Anthony Dumontet, aux fonctions de chargé(e) de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR6298 intitulée ARTEHIS - 17/02/2020 - - DEC200597DR06..... p.61

Décision portant nomination de M. Julien Pergaud, aux fonctions de chargé(e) de sécurité des systèmes d'information (CSSI) adjoint de l'unité UMR6282 intitulée Biogéosciences - 10/02/2020 - - DEC200555DR06..... p.62

Décision portant nomination de Mme Christine Weil-Miko aux fonctions de chargée de mission - 19/04/2019 - - DEC191222DIST..... p.63

DR07

2019

Décision portant nomination de M. Saïd TBATOU aux fonctions de personne compétente en radioprotection de l'UMR5822 intitulée "Institut de Physique des 2 Infinis de Lyon" - 04/09/2019 - - DEC192400DR07..... p.65

Décision portant nomination de M. Vincent DOLIQUE aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR5672 intitulée "Laboratoire de Physique de l'ENS de Lyon" - 20/06/2019 - - DEC191561DR07..... p.66

2020

Décision portant nomination du régisseur et du mandataire suppléant auprès de la régie d'avances auprès de l'UMR 5824 GATE Groupe d'analyse et de Théorie économique Lyon St Etienne - 28/02/2020 - - DEC200563DR07..... p.67

Décision portant nomination de Mme Gabrielle Richard aux fonctions de directrice de l'unité mixte de service UMS3602 intitulée Persée - 12/03/2020 - - DEC200720DIST..... p.70

DR08

2020

Décision portant nomination de M. Stéphane BILA aux fonctions de directeur de l'unité mixte de recherche UMR7252 intitulée XLIM. - 20/12/2019 - - DEC193043INSIS..... p.71

Décision portant nomination de Mme Sophie BRASSELET aux fonctions de directrice par intérim de l'unité mixte de recherche UMR7249 intitulée Institut Fresnel. - 20/12/2019 - - DEC193144INSIS..... p.72

DR11

2019

Décision portant nomination de Monsieur Philippe CHOLER aux fonctions de chargé de mission institut (CMI). - 13/01/2020 - - DEC193045INSU..... p.73

Décision portant nomination de Madame Helle PEDERSEN aux fonctions de chargée de mission institut (CMI) à INSU. - 22/01/2020 - - DEC193025INSU..... p.74

2020

Décision portant nomination de Mme Evelyne Garçon aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR5821 intitulée Laboratoire de Physique Subatomique et de cosmologie (LPSC). - 15/01/2020 - - DEC192532DR11..... p.75

DR12

2020

Décision portant nomination de M. Eric ROLLEE, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7288 intitulée Institut de Biologie du Développement de Marseille - 04/03/2020 - - DEC200750DR12..... p.76

Décision portant nomination de M. Armand ROTEREAU, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité FR3098 intitulée Ecosystèmes Continentaux et Risques Environnementaux - 04/03/2020 - - DEC200751DR12..... p.77

Décision portant nomination de M. Jean-Marc SANTONI, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7346 intitulée Centre de physique des particules de Marseille - 04/03/2020 - - DEC200752DR12..... p.78

Décision portant nomination de M. Didier SIRI, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7273 intitulée Institut de Chimie Radicalaire - 05/03/2020 - - DEC200753DR12..... p.79

Décision portant nomination de M. Bruno VINCENDON, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7031 intitulée Laboratoire de mécanique et d'acoustique - 06/03/2020 - - DEC200755DR12..... p.80

Décision portant nomination de Mme Emilie VOLPI, aux fonctions de chargée de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité FR3621 intitulée Agorantic Cultures, Patrimoines et Sociétés Numériques - 03/03/2020 - - DEC200756DR12..... p.81

Décision portant nomination de M. Didier ZEVACO, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7330 intitulée Centre européen de recherche et d'enseignement de géosciences de l'environnement - 09/03/2020 - - DEC200760DR12..... p.82

Décision portant nomination du régisseur et du mandataire suppléant auprès de la régie de recettes ou d'avances de l'UMS 3470 Pythéas - Département Observatoire de Haute Provence - désigné "OHP" - 20/02/2020 - - DEC200595DR12..... p.83

Décision portant nomination de M. Frédéric AUGIER, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7325 intitulée Centre Interdisciplinaire de Nanoscience de Marseille - 26/02/2020 - - DEC200699DR12..... p.87

Décision portant nomination de M. Djelani BABA, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7280 intitulée Centre d'immunologie de Marseille-Luminy - 27/02/2020 - - DEC200700DR12..... p.88

Décision portant nomination de M. Pascal BENISTANT, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR3495 intitulée Modèles et simulations pour l'Architecture et le Patrimoine - 28/02/2020 - - DEC200701DR12..... p.89

Décision portant nomination de M. Manuel BERTRAND, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7020 intitulée Laboratoire d'Informatique et Systèmes - 03/03/2020 - - DEC200702DR12..... p.90

Décision portant nomination de Mme Emmanuelle BILLON, aux fonctions de chargée de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7265 intitulée Institut Biosciences et Biotechnologie d'Aix- Marseille - 02/03/2020 - - DEC200703DR12..... p.91

Décision portant nomination de M. Cyril BLANPAIN, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMS3470 intitulée OSU Institut PYTHEAS - 03/03/2020 - - DEC200707DR12..... p.92

Décision portant nomination de M. Olivier CHABROL, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7373 intitulée Institut de Mathématiques de Marseille - 28/02/2020 - - DEC200709DR12..... p.93

Décision portant nomination de Mme Marie Goretti DEJEAN DE LA BATIE, aux fonctions de chargée de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMS822 intitulée Centre international de rencontres mathématiques - 28/02/2020 - - DEC200711DR12..... p.94

Décision portant nomination de M. Antoine CAMPANA, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR6134 intitulée Sciences Pour l'Environnement - 02/03/2020 - - DEC200727DR12..... p.95

Décision portant nomination de M. Stéphane DJAOUI, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7246 intitulée Matériaux Divisés, Interfaces, Réactivité, Electrochimie - 02/03/2020 - - DEC200731DR12..... p.96

Décision portant nomination de M. Stéphane DUFAU, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7290 intitulée Laboratoire de psychologie cognitive - 02/03/2020 - - DEC200732DR12..... p.97

Décision portant nomination de M. Thomas FENOUILLET, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7326 intitulée Laboratoire d'Astrophysique de Marseille - 02/03/2020 - - DEC200733DR12..... p.98

Décision portant nomination de M. Frédéric FORESTIER, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7249 intitulée Institut Fresnel - 02/03/2020 - - DEC200734DR12..... p.99

Décision portant nomination de M. Jörg HERMANN, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7341 intitulée Laboratoire lasers, plasmas et procédés photoniques - 03/03/2020 - - DEC200737DR12..... p.100

Décision portant nomination de Mme Nathalie MASIA, aux fonctions de chargée de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7287 intitulée Institut des sciences du mouvement - Etienne-Jules Marey - 02/03/2020 - - DEC200741DR12..... p.101

Décision portant nomination de M. Vincent MOURET, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMS3367 intitulée Centre d'immunophénomique -

04/03/2020 - - DEC200742DR12..... p.102

Décision portant nomination de M. Jean-Valère NAUBRON, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité FR1739 intitulée Fédération des Sciences Chimiques de Marseille - 04/03/2020 - - DEC200743DR12..... p.103

Décision portant nomination de Mme Marie-Pierre OULIE, aux fonctions de chargée de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7310 intitulée Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman - 02/03/2020 - - DEC200744DR12..... p.104

Décision portant nomination de M. Denis PATRAT, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7257 intitulée Architecture et fonction des macromolécules biologiques - 04/03/2020 - - DEC200746DR12..... p.105

Décision portant nomination de M. Pascal RAGE, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR8562 intitulée Centre Norbert Elias - 03/03/2020 - - DEC200748DR12..... p.106

Décision portant nomination de M. Frédéric RODRIGUEZ, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7342 intitulée Institut de recherche sur les phénomènes hors équilibre - 04/03/2020 - - DEC200749DR12..... p.107

Décision portant nomination de M. Tanguy Van Ypersele aux fonctions de directeur de l'Ecole AMSE et de directeur adjoint de l'unité mixte de recherche n°7316 intitulée « Aix-Marseille Sciences Economiques » (AMSE). - 27/12/2019 - - DEC193099INSHS..... p.108

DR14

2019

Décision portant nomination de Monsieur Mehrez ZRIBI aux fonctions de DUA par intérim de l'unité mixte de recherche n°5126 intitulée « Centre d'études spatiales de la biosphère » (CESBIO). - 30/01/2020 - - DEC193290INSU..... p.109

2020

Décision portant nomination de M. Olivier EICHWALD aux fonctions de directeur et M. Xavier ROBOAM aux fonctions de directeur adjoint de l'unité mixte de recherche UMR5213 intitulée Laboratoire Plasma et Conversion d'Energie (LAPLACE). - 20/12/2019 - - DEC193039INSIS..... p.110

DR15

2020

Décision portant cessation de fonctions de M. Jean-Hugues CODARBOX, assistant de prévention (AP) au sein de l'UMR5298 intitulée Laboratoire photonique, numérique et nanosciences (LP2N) - 04/02/2020 - - DEC200428DR15..... p.111

Décision portant cessation de fonctions de M. Bruno Maureille et nomination de Mme Isabelle Cartron aux fonctions de directrice par intérim de la fédération de recherche n°3383 intitulée Fédération des Sciences Archéologiques de Bordeaux (FSAB), à compter du 1er janvier 2020 - 24/03/2020 - - DEC200393INSHS..... p.112

DR16

2019

Décision portant nomination de M. Cyrille Thieffry aux fonctions de chargé de mission - 14/01/2020 - - DEC192925IN2P3..... p.114

2020

décision de nomination de Mme Agnès Deboulet aux fonctions de directrice à l'USR3123 - 20/02/2020 - - DEC200448INSHS..... p.115

nomination de M..Sébastien Fath aux fonctions de directeur de l'UMR8582 GSRL à compter du 1er août 2019 - 25/02/2020 - - DEC200480INSHS..... p.116

Décision portant nomination de M. Pascal Loisel aux fonctions de chargé de mission - 06/02/2020 - - DEC200254DRH..... p.117

nomination de Sophie Dulucq aux fonctions de directrice adjointe de l'usr3336 Afrique au Sud du Sahara UMIFRE25 - 20/02/2020 - - DEC200398INSHS..... p.119

DR17

2020

Décision portant modification du dispositif partenarial de l'unité mixte de recherche UMR 6629 intitulée Laboratoire de Mathématiques Jean Leray (LMJL) - suppression du partenaire : Ecole Centrale de Nantes. - 12/03/2020 - - DEC200770INSMI..... p.120

Décision portant nomination de M. Thibault REYNALDO, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR6226 intitulée INSTITUT DES SCIENCES CHIMIQUES DE RENNES (ISCR) - 04/02/2020 - - DEC200244DR17..... p.121

DR18

2020

Décision portant nomination de M. Laurent OTT, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR9193 intitulée Laboratoires sciences cognitives et sciences affectives (SCALab). - 01/01/2020 - - DEC200534DR18..... p.122

Décision portant nomination de M. Jean-Jacques LEDEE, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR8522 intitulée Physicochimie des Processus de Combustion et de l'Atmosphère (PC2A). - 01/01/2020 - - DEC200535DR18..... p.123

Décision portant nomination de M. Mohammed KHABZAOU, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR8524 intitulée Laboratoire Paul Painlevé (LPP). - 01/01/2020 - - DEC200533DR18..... p.124

Décision portant nomination de M. Philippe NOTEZ, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR8187 intitulée Laboratoire d'océanologie et de géosciences (LOG). - 01/01/2020 - - DEC200532DR18..... p.125

Décision portant nomination de Mme Christine AUBRY, aux fonctions de chargée de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR8529 intitulée Institut de Recherches Historiques du Septentrion (IRHis). - 01/01/2020 - - DEC200530DR18..... p.126

Décision portant nomination de M. Laurent RENAULT, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7352 intitulée Laboratoire Amiénois de mathématique fondamentale et appliquée (LAMFA). - 01/01/2020 - - DEC200531DR18..... p.127

DR19

2019

Décision portant nomination de M. Philippe Laborie aux fonctions de chargé de mission - 14/01/2020 - - DEC192924IN2P3..... p.128

Nomination autres instances

2020

Décision portant nomination de M. Laurent Chazaly aux fonctions de secrétaire général par intérim du Comité national de la recherche scientifique - 11/03/2020 - - DEC200782DAJ..... p.129

07.02. Décisions - délégations de signature

Administration centrale

2020

Décision portant délégation de signature ponctuelle à M. Jérôme Rohmer - 24/02/2020 - - DEC200773DAJ..... p.130

Décision portant délégation de signature à M. Laurent Chazaly, secrétaire général par intérim du Comité national de la recherche scientifique (CoNRS) - 11/03/2020 - - DEC200783DAJ..... p.131

DR01 - Paris-Villejuif

2017

Décision portant délégation de signature à Monsieur Violaine SEBILLOTTE, Directeur de l'unité UMR8210 intitulée Anthropologie et Histoire des Mondes Antiques (ANHIMA), par la déléguée régionale par intérim en sa qualité d'ordonnatrice secondaire - 01/04/2017 - - DEC171151DR01..... p.132

2020

Décision portant délégation de signature à Monsieur Nordin Felidj, directeur du GDR2090 intitulé « Plasmonique active », par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/01/2020 - - DEC200813DR01..... p.134

Décision portant délégation de signature à Madame Patricia Kannouche, directrice de l'UMR9019 intitulée « Intégrité du génome et cancers », par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/01/2020 - - DEC200845DR01..... p.136

Décision portant délégation de signature à Monsieur Jean-Marc Laheurte, directeur de l'UMR9007 intitulée « Laboratoire électronique, système de communication et microsystèmes » (ESYCOM), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/01/2020 - - DEC200841DR01..... p.138

Décision portant délégation de signature à Madame Céline Leonard-Destaudau, directrice de l'UMR8208 intitulée « Modélisation et simulation multi-échelle » (MSME), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/01/2020 - - DEC200824DR01..... p.140

Décision portant délégation de signature à Monsieur Louis Bruno, directeur de l'ERL7000 intitulée « Biomécanique & Appareil Respiratoire » (BAR), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/01/2020 - - DEC200812DR01..... p.142

Décision portant délégation de signature à Monsieur Yannick L'Horty, directeur de la FR2042 intitulée « Théorie et Evaluation des Politiques Publiques » (TEPP), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/01/2020 - - DEC200816DR01..... p.144

DR02

2020

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR3347 intitulée Signalisation, radiobiologie et cancer - 20/02/2020 - - DEC200653DR02..... p.146

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7225 intitulée Institut du Cerveau et de la Moelle épinière - ICM - 25/02/2020 - - DEC200578DR02..... p.147

Décision portant délégation de signature à Madame Marie-Jeanne Gaudoin et Madame Isabelle Barten cas d'absence ou d'empêchement de Madame Véronique DEBISSCHOP, déléguée régionale de la circonscription Paris-Centre - 02/03/2020 - - DEC200537DR02..... p.148

DR04

2019

Décision abrogeant la décision DEC190888DR04 portant délégation de signature à Madame Nadine PEYRIERAS, directeur de l'unité USR3695 intitulée BioEmergences, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/11/2019 - - DEC192826DR04..... p.149

2020

Décision portant délégation de signature à M. Philippe MARTIN, directeur de l'unité ERL9000 intitulée Laboratoire interactions, dynamiques et lasers, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/01/2020 - - DEC200171DR04..... p.150

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité ERL9000 intitulée Laboratoire interactions, dynamiques et lasers - 01/01/2020 - - DEC200172DR04..... p.152

Décision portant délégation de signature à M. Denis SERVENT, directeur de l'unité ERL9004 intitulée SIMOPRO, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/01/2020 - - DEC200177DR04..... p.154

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité ERL9004 intitulée SIMOPRO - 01/01/2020 - - DEC200178DR04..... p.156

Décision portant délégation de signature à Mme Véronique AUBIN, directrice de l'unité UMR8579 intitulée Laboratoire de mécanique des sols, structures et matériaux, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/01/2020 - - DEC200183DR04..... p.157

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR8579 intitulée Laboratoire de mécanique des sols, structures et matériaux - 01/01/2020 - - DEC200184DR04..... p.159

Décision portant délégation de signature à Mme Jacqueline SHYKOFF, directrice de l'unité FR3284 intitulée Institut diversité, écologie et évolution du vivant, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/01/2020 - - DEC200200DR04..... p.161

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité FR3284 intitulée Institut Diversité, écologie et évolution du vivant - 01/01/2020 - - DEC200201DR04..... p.163

Décision portant délégation de signature à Mme Laurence REZEAU, directrice de l'unité FR2040 intitulée Plasmas à Paris, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 27/01/2020 - - DEC200247DR04..... p.164

Décision portant délégation de signature à M. Tiberiu MINEA, directeur de l'unité UMR8578 intitulée Laboratoire de physique des gaz et des plasmas, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 28/01/2020 - - DEC200336DR04..... p.166

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR8578 intitulée Laboratoire de physique des gaz et des plasmas - 28/01/2020 - - DEC200337DR04..... p.168

Décision portant délégation de signature à M. Fabrizio PARISELLI, directeur de l'unité UPS831 intitulée Prévention du risque chimique, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 10/02/2020 - - DEC200543DR04..... p.170

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UPS831 intitulée Prévention du risque chimique - 01/02/2020 - - DEC200544DR04..... p.172

Décision portant délégation de signature à Mme Chantal CAILLET-CLAUD, directrice de l'unité UMS3342 intitulée Observatoire des sciences de l'univers de l'UVSQ, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 10/02/2020 - - DEC200545DR04..... p.173

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMS3342 intitulée Observatoire des sciences de l'univers de l'UVSQ - 10/02/2020 - - DEC200546DR04..... p.175

Décision portant délégation de signature à Mme Maryse BRESSON, directrice de l'unité USR3683 intitulée Maison des sciences de l'homme Paris-Saclay, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 25/02/2020 - - DEC200691DR04..... p.176

Décision portant modification de la décision DEC180330DAJ du 25 janvier 2018 portant délégation de signature à Mme Marie-Hélène Papillon, déléguée régionale de la circonscription Ile-de-France Sud (DR04) - 03/03/2020 - - DEC200717DAJ..... p.178

Décision donnant délégation de signature en matière de protection du potentiel scientifique et technique (PPST) à des personnels de la délégation Ile-de-France Gif-sur-yvette, en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie-Hélène PAPIILLON, déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette - 05/03/2020 - - DEC200836DR04..... p.180

Décision portant délégation de signature à M. François RAVETTA, directeur de l'unité UMR8190 intitulée Atmosphères, milieux, observations spatiales, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/01/2020 - - DEC192970DR04..... p.181

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR8190 intitulée Atmosphères, milieux, observations spatiales - 01/01/2020 - - DEC192971DR04..... p.183

Décision portant délégation de signature à M. Yves SIROIS, directeur de l'unité UMR7638 intitulée Laboratoire Leprince-Ringuet, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/01/2020 - - DEC192972DR04..... p.185

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7638 intitulée Laboratoire Leprince-Ringuet - 01/01/2020 - - DEC192973DR04..... p.187

Décision portant délégation de signature à M. Thomas PINO, directeur de l'unité UMR8214 intitulée Institut des sciences moléculaires d'Orsay, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/01/2020 - - DEC192975DR04..... p.189

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR8214 intitulée Institut des sciences moléculaires d'Orsay - 01/01/2020 - - DEC192976DR04..... p.191

Décision portant délégation de signature à M. Paolo BORTOLOTTI, directeur de l'unité UMR137 intitulée Unité mixte de physique CNRS/Thalès , par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/01/2020 - - DEC192977DR04..... p.193

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR137 intitulée Unité mixte de physique CNRS/Thalès - 01/01/2020 - - DEC192978DR04..... p.195

Décision portant délégation de signature à M. Stéphane SEBBAN, directeur de l'unité UMR7639 intitulée Laboratoire d'optique appliquée, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/01/2020 - - DEC192979DR04..... p.197

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7639 intitulée Laboratoire d'optique appliquée - 01/01/2020 - - DEC192980DR04..... p.199

Décision portant délégation de signature à M. Thierry BODINEAU, directeur de l'unité UMR7641 intitulée Centre de mathématiques appliquées, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/01/2020 - - DEC192981DR04..... p.201

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7641 intitulée Centre de mathématiques appliquées - 01/01/2020 - - DEC192982DR04..... p.203

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR8628 intitulée Laboratoire de mathématiques d'Orsay - 01/01/2020 - - DEC192984DR04..... p.205

Décision portant délégation de signature à Mme Myriam TAVERNA-BONVENTO, directrice de l'unité UMR8612 intitulée Institut Galien Paris Sud , la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/01/2020 - - DEC192987DR04..... p.207

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR8612 intitulée Institut Galien Paris Sud - 01/01/2020 - - DEC192988DR04..... p.209

Décision portant délégation de signature à M. Gilles GREGOIRE, directeur de l'unité FR3510 intitulée Fédération de chimie physique de Paris Saclay, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/01/2020 - - DEC192993DR04..... p.211

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité FR3510 intitulée Fédération de chimie physique de Paris

Saclay - 01/01/2020 - - DEC192994DR04.....	p.213
Décision portant délégation de signature à M. Boris VAUZEILLES, directeur de l'unité UPR2301 intitulée Institut de chimie des substances naturelles, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/01/2020 - - DEC192999DR04.....	p.215
Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UPR2301 intitulée Institut de chimie des substances naturelles - 01/01/2020 - - DEC193000DR04.....	p.217
Décision portant délégation de signature à M. Eric DEPRez, directeur de l'unité UMR8113 intitulée Laboratoire de biologie et pharmacologie appliquée, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/01/2020 - - DEC193003DR04.....	p.219
Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR8113 intitulée Laboratoire de biologie et pharmacologie appliquée - 01/01/2020 - - DEC193004DR04.....	p.221
Décision portant délégation de signature à Mme Christine DILLMANN, directeur de l'unité UMR8120 intitulée Génétique quantitative et évolution - Le Moulon, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/01/2020 - - DEC193005DR04.....	p.222
Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR8120 intitulée Génétique quantitative et Evolution - Le Moulon - 01/01/2020 - - DEC193006DR04.....	p.224
Décision portant délégation de signature à M. Thomas SIMONSON, directeur de l'unité UMR7654 intitulée Bases moléculaires et régulation de la biosynthèse protéique, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/01/2020 - - DEC193007DR04.....	p.226
Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7654 intitulée Bases moléculaires et régulation de la biosynthèse protéique - 01/01/2020 - - DEC193008DR04.....	p.228
Décision portant délégation de signature à M. Patrick WINCKER, directeur de l'unité UMR8030 intitulée Génomique métabolique, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/01/2020 - - DEC193019DR04.....	p.230
Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR8030 intitulée Génomique métabolique - 01/01/2020 - - DEC193020DR04.....	p.232
Décision portant délégation de signature à M. Frédéric BOCCARD, directeur de l'unité UMR9198 intitulée Institut de biologie intégrative de la cellule, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/01/2020 - - DEC193057DR04.....	p.234
Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR9198 intitulée Institut de biologie intégrative de la cellule - 01/01/2020 - - DEC193058DR04.....	p.236
Décision portant délégation de signature à Mme Laure KAISER-ARNAUD, directrice de l'unité UMR9191 intitulée Évolution, génomes, comportement et écologie, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/01/2020 - - DEC193063DR04.....	p.238
Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR9191 intitulée Évolution, génomes, comportement et écologie - 01/01/2020 - - DEC193064DR04.....	p.240
Décision portant délégation de signature à M. Emmanuel DE LANGRE, directeur de l'unité UMR7646 intitulée Laboratoire d'hydrodynamique, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/01/2020 - - DEC193067DR04.....	p.242
Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7646 intitulée Laboratoire d'hydrodynamique - 01/01/2020 - - DEC193068DR04.....	p.244

Décision portant délégation de signature à M. Bruno LE PIOUFLE, directeur de l'unité FR3242 intitulée Institut d'Alembert, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/01/2020 - - DEC193069DR04..... p.246

Décision portant délégation de signature à M. Andrei CONSTANTINESCU, directeur de l'unité UMR7649 intitulée Laboratoire de mécanique des solides, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/01/2020 - - DEC193075DR04..... p.248

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7649 intitulée Laboratoire de mécanique des solides - 01/01/2020 - - DEC193076DR04..... p.250

Décision portant délégation de signature à M. Pierre-François LAVALLEE, directeur de l'unité UPS851 intitulée Institut du développement et des ressources en informatique scientifique, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/01/2020 - - DEC193087DR04..... p.251

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UPS851 intitulée Institut du développement et des ressources en informatique scientifique - 01/01/2020 - - DEC193088DR04..... p.253

Décision portant délégation de signature à Mme Sophie ROSSET, directrice de l'unité UPR3251 intitulée Laboratoire d'informatique pour la mécanique et les sciences de l'ingénieur, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/01/2020 - - DEC193120DR04..... p.254

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UPR3251 intitulée Laboratoire d'informatique pour la mécanique et les sciences de l'ingénieur - 01/01/2020 - - DEC193121DR04..... p.256

Décision portant délégation de signature à M. Jacques DE MAILLARD, directeur de l'unité UMR8183 intitulée Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/01/2020 - - DEC193123DR04..... p.258

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR8183 intitulée Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales - 01/01/2020 - - DEC193124DR04..... p.260

Décision portant délégation de signature à M. Achille STOCCHI, directeur de l'unité UMR9012 intitulée Laboratoire de physique des 2 infinis - Irène Joliot-Curie, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/01/2020 - - DEC193137DR04..... p.262

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR9012 intitulée Laboratoire de physique des 2 infinis - Irène Joliot-Curie - 01/01/2020 - - DEC193138DR04..... p.264

Décision portant délégation de signature à M. Emmanuel ULLMO, directeur de l'unité UMR9009 intitulée Laboratoire Alexander Grothendieck, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/01/2020 - - DEC193151DR04..... p.266

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR9009 intitulée Laboratoire Alexander Grothendieck - 01/01/2020 - - DEC193152DR04..... p.268

Décision portant délégation de signature à M. Nicolas VAYATIS, directeur de l'unité UMR9010 intitulée Centre Giovanni Borelli, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/01/2020 - - DEC193154DR04..... p.270

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR9010 intitulée Centre Giovanni Borelli - 01/01/2020 - - DEC193155DR04..... p.272

Décision portant délégation de signature à M. Claude MARCHAND, directeur de l'unité UMR8507 intitulée Génie électrique et électronique de Paris, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/01/2020 - - DEC200043DR04..... p.274

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR8507 intitulée Génie électrique et électronique de Paris - 01/01/2020 - - DEC200044DR04..... p.276

Décision portant délégation de signature à M. Giancarlo FAINI directeur de l'unité UMR9001 intitulée Centre de nanosciences et de nanotechnologies, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/01/2020 - - DEC200058DR04..... p.278

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR9001 intitulée Centre de nanosciences et de nanotechnologies - 01/01/2020 - - DEC200059DR04..... p.280

Décision portant délégation de signature à M. Denis ULLMO, directeur de l'unité UMS2005 intitulée Institut Pascal, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/01/2020 - - DEC200120DR04..... p.282

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMS2005 intitulée Institut Pascal - 01/01/2020 - - DEC200122DR04..... p.284

Décision portant délégation de signature à M. Sylvain RAVY, directeur de l'unité UMR8502 intitulée Laboratoire de physique des solides , par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/01/2020 - - DEC200135DR04..... p.285

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR8502 intitulée Laboratoire de physique des solides - 01/01/2020 - - DEC200136DR04..... p.287

Décision portant délégation de signature à M. Victor ETGENS, directeur de l'unité USR3461 intitulée Institut photonique d'analyse non-destructive européen des matériaux anciens, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/01/2020 - - DEC200140DR04..... p.289

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité USR3461 intitulée Institut photonique d'analyse non-destructive européen des matériaux anciens - 01/01/2020 - - DEC200141DR04..... p.291

DR05

2020

Décision portant délégation de signature à M. Pascal Simier, responsable du service logistique et technique, en cas d absence ou d empêchement de M. Philippe Cavelier, délégué régional de la délégation Ile-de-France Meudon - 02/03/2020 - - DEC200838DR05..... p.292

Décision portant délégation de signature à Mme Christine Cadot, directrice de l'unité UMR7217 intitulée Centre de recherches sociologiques de Paris (CRESPPA), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/01/2020 - - DEC200601DR05..... p.293

Décision portant délégation de signature à Mme Jane Freedman, M. Thomas Brisson, Mme Delphine Naudier, et Mme Sandra Nicolas pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7217 intitulée Centre de recherches sociologiques de Paris (CRESPPA) - 01/01/2020 - - DEC200602DR05..... p.295

DR06

2019

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR5584 intitulée Institut de Mathématiques de Bourgogne(IMB)

- 16/12/2019 - - DEC193313DR06..... p.296

Décision portant délégation de signature à M. Abderrahim Jourani, directeur de l'unité UMR5584 intitulée Institut de Mathématiques de Bourgogne, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

- 18/12/2019 - - DEC193312DR06..... p.298

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité FR2011 intitulée Fédération Bourgogne Franche Comté Mathématiques(BFC-Mathématiques)

- 05/12/2019 - - DEC193317DR06..... p.300

Décision portant délégation de signature à M. Christian Le Merdy, directeur de l'unité FR2011 intitulée Fédération Bourgogne Franche Comté Mathématiques, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

- 05/12/2019 - - DEC193316DR06..... p.302

2020

Décision portant délégation de signature à M. Christophe Couteau, directeur de l'unité ERL7004 intitulée Lumière, nanotechnologies et nanomatériaux, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

- 02/01/2020 - - DEC200592DR06..... p.304

DR07

2020

Décision portant délégation de signature à M.Jean-Christophe Geminard, directeur de l'unité UMR5672 intitulée Laboratoire de Physique de l'ENS de Lyon, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 16/03/2020 - - DEC200895DR07..... p.306

Décision portant délégation de signature à Mme Christine Detrez, directrice de l'unité UMR5283 intitulée Centre Max Weber, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/03/2020 - - DEC200929DR07..... p.308

Décision portant délégation de signature ponctuelle à M. Frédéric Faure, délégué régional de la circonscription Rhône Auvergne - 27/02/2020 - - DEC200608DAJ..... p.310

Décision portant délégation de signature à M.Laurent Schaeffer, directeur de l'unitéUMR5310 intitulée Institut Neuromyogène, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 12/03/2020 - - DEC200874DR07..... p.311

Décision portant délégation de signature à M. Sofiane Amzane, directeur de l'unité GDR2078 intitulée Matériaux de construction BioSourcés (MBS), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 05/03/2020 - - DEC200877DR07..... p.313

Décision portant délégation de signature à M. Teva Vernoux, directeur de l'unité UMR5667 intitulée Reproduction et Développement des Plantes (RDP), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 12/03/2020 - - DEC200878DR07..... p.315

Décision portant délégation de signature à M. Dominique Pallin, directeur de l'unité UMR6533 intitulée Laboratoire de Physique de Clermont (LPC), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 16/03/2020 - - DEC200881DR07..... p.317

DR10

2020

Décision portant délégation de signature à M. Matthieu BOILEAU, directeur de l'unité GDR3275 intitulée Calcul, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 04/03/2020 - - DEC200759DR10..... p.319

DR11

2020

Décision portant délégation de signature ponctuelle à M. Jérôme Paret, délégué régional de la circonscription Alpes (DR11) - 10/03/2020 - - DEC200695DAJ..... p.321

Décision portant délégation de signature à M. Denis DAUVERGNE, directeur de l'unité GDR2917 intitulée Outils et méthodes nucléaires pour la lutte contre le Cancer (MI2B), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 21/02/2020 - - DEC200014DR11..... p.322

DR12

2020

Décision portant délégation de signature ponctuelle à Mme Ghislaine Gibello, déléguée régionale de la circonscription Provence et Corse

- 28/02/2020 - - DEC200550DAJ..... p.324

DR13

2020

FRE3724- Délégation de signature M. Yves DESDEVISES - 06/03/2020 - -

DEC200834DR13..... p.325

PRM - UMR5175 - Délégation signature Mme Marie Laure NAVAS - 04/02/2020 - -

DEC200461DR13..... p.327

UMR5508- Délégation signature M. Stéphane PAGANO - 11/03/2020 - - DEC200865DR13..... p.328

DR17

2020

Décision portant délégation de signature à M. David Renault, directeur de l'unité GDR3647 intitulée Invasions biologiques (InvaBio), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 03/05/2020 - - DEC200820DR17..... p.330

Décision portant délégation de signature à Mme Anne-Cécile Orgerie, directrice de l'unité GDS3524 intitulée ECOINFO, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 05/03/2020 - - DEC200817DR17..... p.332

DR19

2020

Décision portant délégation de signature à M. Gérard BELLANGER pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité FR3624 intitulée Réseau national de spectrométrie de masse FTICR à très hauts champs magnétiques - 13/02/2020 - - DEC200560DR19..... p.334

Décision portant délégation de signature à M. Carlos AFONSO, directeur de l'unité FR3624 intitulée Réseau national de spectrométrie de masse FTICR à très hauts champs magnétiques, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 13/02/2020 - - DEC200559DR19..... p.335

07.03. Décisions - création et renouvellement de structures

Décisions collectives

2020

Décision portant modification du dispositif partenarial de l'unité mixte de recherche UMR7318 intitulée Droits international, comparé et européen (DICE) - 20/02/2020 - - DEC200639DGDS..... p.337

Décision portant modification de la décision DEC191246DGDS portant notamment renouvellement de l'unité de service et de recherche USR3077 intitulée "Institut de recherche sur le Maghreb contemporain" - 20/02/2020 - - DEC200657DGDS..... p.338

Décision portant modification du dispositif partenarial de l'unité mixte de recherche UMR7330 intitulée Centre européen de recherche et d'enseignement de géosciences de l'environnement (CEREGE) - 20/02/2020 - - DEC200646DGDS..... p.339

Décision portant modification du dispositif partenarial de l'unité mixte de recherche UMR5026 intitulée INSTITUT DE CHIMIE DE LA MATIERE CONDENSEE DE BORDEAUX (ICMCB) - 20/02/2020 - - DEC200629DGDS..... p.340

Décision portant modification du dispositif partenarial de l'unité mixte de recherche UMR6021 intitulée Micro et Nanomédecines Translationnelles (MINT) - 20/02/2020 - - DEC200630DGDS..... p.341

Décision portant modification du dispositif partenarial de l'unité mixte de recherche UMR6249 intitulée CHRONO-ENVIRONNEMENT - 20/02/2020 - - DEC200631DGDS..... p.342

Décision portant modification du dispositif partenarial de l'unité mixte de recherche UMR5505 intitulée Institut de Recherche en Informatique de Toulouse (IRIT) - 20/02/2020 - - DEC200636DGDS..... p.343

Décision portant modification du dispositif partenarial de l'unité mixte de recherche UMR7020 intitulée Laboratoire d'Informatique et Systèmes (LIS) - 20/02/2020 - - DEC200637DGDS..... p.344

Décision portant modification du dispositif partenarial de l'unité mixte de recherche UMR7316 intitulée Aix-Marseille Sciences Economiques (AMSE) - 20/02/2020 - - DEC200638DGDS..... p.345

Décision portant modification du dispositif partenarial de l'unité mixte de recherche UMR5271 intitulée LABORATOIRE D'OPTIMISATION DE LA CONCEPTION ET INGÉNIERIE DE L'ENVIRONNEMENT (LOCIE) - 20/02/2020 - - DEC200640DGDS..... p.346

Décision portant modification du dispositif partenarial de l'unité mixte de recherche UMR5219 intitulée Institut de mathématiques de Toulouse (IMT) - 20/02/2020 - - DEC200642DGDS..... p.347

Décision portant modification du dispositif partenarial de l'unité mixte de recherche UMR7539 intitulée Laboratoire Analyse, Géométrie et Applications (LAGA) - 20/02/2020 - - DEC200643DGDS..... p.348

Décision portant modification du dispositif partenarial de l'unité mixte de recherche UMR5275 intitulée Institut des Sciences de la Terre (ISTERRE) - 20/02/2020 - - DEC200644DGDS..... p.349

Décision portant modification du dispositif partenarial de l'unité mixte de recherche UMR6538 intitulée Laboratoire Géosciences Océan (LGO) - 20/02/2020 - - DEC200645DGDS..... p.350

DR04

2020

Décision modifiant la décision DEC de renouvellement des UMR et portant sur la direction de l'UMR8085 Laboratoire PRINTEMPS (Professions, Institutions, Temporalités) - 02/03/2020 - - DEC200134INSHS..... p.351

DR10

2020

Décision portant prolongation de la formation de recherche en évolution FRE2033 intitulée Chimie Médicinale - 12/03/2020 - - DEC200660INC..... p.352

DR12

2020

Décision portant institution d'une régie de recettes et d'avances auprès de l'UMS 3470 Pythéas-Département Observatoire de Haute Provence - Désigné "OHP". - 20/02/2020 - - DEC200598DR12..... p.353

07.04. Décisions tarifaires

DR04

2020

Décision relative au tarif des produits l'Institut des Sciences Moléculaires d'Orsay (UMR8214) - Plateforme FIB - 06/02/2020 - - DEC200499DR04..... p.358

DR14

2020

Décision relative aux tarifs de prestations d'infographie-photographie de la FR3743 intitulée Centre de Biologie Intégrative - (CBI) - 27/02/2020 - - DEC200719DR14..... p.360

Décision relative aux tarifs de prestations de la plateforme Caractérisation du de l'UPR538001
intitulée Laboratoire d'Analyse et d'Architecture des Systèmes - (LAAS) - 27/02/2020 - -
DEC200718DR14..... p.362

07.06. Autres décisions

Administration centrale

2019

Décision portant modification de la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux
conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité
d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription - 16/01/2020 - -
DEC190909DAJ..... p.364

Décision portant modification de la décision DEC152436DAJ du 21 décembre 2015 portant création
de la commission permanente des achats (CPA) du CNRS - 16/01/2020 - - DEC190897DAJ.....
p.368

Décision portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes
responsables des marchés au CNRS

-
- 16/01/2020 - - DEC190902DAJ..... p.373

DR01 - Paris-Villejuif

2020

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'UMR8049 « Laboratoire
d'Informatique Gaspard-Monge » (LIGM) - 24/02/2020 - - DEC200856DR01..... p.377

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'UMR9018 « Aspects métaboliques
et systémiques de l'oncogénèse pour de nouvelles approches thérapeutiques » (METSU) -
30/01/2020 - - DEC200855DR01..... p.378

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'UMR9007 « Laboratoire
Electronique, Systèmes de communications et Microsystèmes » (Esycom) - 28/01/2020 - -
DEC200844DR01..... p.379

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'UMR7538 « Laboratoire de
physique des lasers » (LPL) - 01/01/2019 - - DEC200442DR01..... p.380

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'UMR7182 Institut de Chimie et des
Matériaux Paris-Est (ICMPE) - 20/01/2020 - - DEC193261DR01..... p.381

DR02

2020

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR7225 intitulée Institut du
Cerveau et de la Moelle épinière - ICM - 02/03/2020 - - DEC200765DR02..... p.382

Décision portant modification de la composition du conseil de laboratoire de l'unité UMR7371
intitulée Laboratoire d'Imagerie Biomédicale - LIB - 05/03/2020 - - DEC200792DR02..... p.383

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR7588 intitulée Institut des
NanoSciences de Paris - INSP - 02/03/2020 - - DEC200768DR02..... p.384

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR3348 intitulée Intégrité du
génom, ARN et cancer - 05/03/2020 - - DEC200781DR02..... p.385

DR04

2020

Décision portant règlement de l'indemnité de responsabilité au mandataire suppléant de la régie de
recettes de l'Institut de Physique Nucléaire d'Orsay (IPNO UMR8608) - 20/02/2020 - -
DEC200671DR04..... p.386

Décision portant règlement de l'indemnité de responsabilité au régisseur de la régie de recettes de
l'Institut de Physique Nucléaire d'Orsay (IPNO UMR8608) - 20/02/2020 - - DEC200672DR04.....
p.388

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité FRE2038 intitulée Laboratoire Aimé Cotton - 02/03/2020 - - DEC200725DR04..... p.390

Décision portant règlement de l'indemnité de responsabilité au régisseur de la régie de recettes de l'Institut de Physique Nucléaire d'Orsay (IPNO UMR8608) - 20/02/2020 - - DEC200670DR04..... p.391

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR9198 intitulée Institut de biologie intégrative de la cellule - 25/02/2020 - - DEC200654DR04..... p.393

Décision portant suppression de la régie de recettes instituée auprès de l'Institut de Physique Nucléaire (IPN UMR8608) et cessation des fonctions du régisseur - 01/01/2020 - - DEC200651DR04..... p.394

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR8506 intitulée Laboratoire des signaux et systèmes - 27/01/2020 - - DEC200157DR04..... p.396

Décision portant règlement de l'indemnité de responsabilité au mandataire suppléant de la régie de recettes de l'Institut de Physique Nucléaire d'Orsay (IPNO UMR8608) - 20/02/2020 - - DEC200669DR04..... p.397

DR05

2019

Décision fixant le nombre de sièges auxquels ont droit les organisations syndicales au sein du comité régional d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de la délégation régionale Ile-de-France Meudon - 09/01/2019 - - DEC190148DR05..... p.399

2020

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR8051 intitulée Equipes traitement de l'information et systèmes (ETIS) - 04/03/2020 - - DEC200785DR05..... p.401

DR07

2020

Décision portant institution d'une régie d'avances auprès de l'UMR 5824 GATE Groupe d'analyse et de Théorie économique Lyon St Etienne - 28/02/2020 - - DEC200562DR07..... p.402

DR11

2020

Décision portant création d'un conseil de service au sein de la délégation régionale Alpes - 24/02/2020 - - DEC200664DR11..... p.406

DR12

2020

Décision portant modification du dispositif partenarial de la fédération de recherche FR 2291 intitulée « Fédération de recherche des unités de mathématiques de Marseille » (FRUMAM). - 12/03/2020 - - DEC200779INSMI..... p.408

DR16

2020

Décision relative à la nomination des experts des jurys d'admissibilité des concours de recrutement de chercheurs ouverts au titre de l'année 2020 - 24/02/2020 - - DEC200556SGCN..... p.409

Décision relative à la vacance d'un siège au sein d'une section du Comité national de la recherche scientifique. - 11/03/2020 - - DEC200849SGCN..... p.410

Décision relative à la vacance de sièges au sein de sections et commissions interdisciplinaires du Comité national de la recherche scientifique. - 20/03/2020 - - DEC200612SGCN..... p.412

Instituts

2020

Décision fixant les situations d'emplois et/ou activités pouvant ouvrir droit à l'indemnisation et/ou à la compensation des sujétions et astreintes au titre de l'année 2020 dans les unités de l'Institut des sciences biologiques (INSB). - 12/03/2020 - - DEC200870INSB..... p.414

DEC200467SGCN

Décision modifiant la décision DEC183080SGCN du 10 décembre 2018, portant nomination des membres du Conseil scientifique de l'institut de physique.

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu, le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président-directeur général du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC100003SGCN du 22 février 2010 fixant la composition, le mode d'élection et le fonctionnement des Conseils scientifiques d'institut ;

Vu la décision DEC183078SGCN du 10 décembre 2018, portant nomination des membres du Conseil scientifique de l'institut des sciences biologiques;

Vu la décision DEC183103DAJ du 21 décembre 2018 portant nomination de M. Alain Schuhl aux fonctions de directeur général délégué à la science (DGD-S) ;

Vu la décision DEC183105DAJ du 21 décembre 2018 portant délégation de signature à M. Alain Schuhl, directeur général délégué à la science (DGD-S) ;

Vu l'avis du Conseil scientifique du CNRS du 28 janvier 2020,

DECIDE :**Art. 1^{er}**

L'article 1^{er} de la décision du 18 décembre 2018 susvisée est modifié comme suit :

« Madame Carine DOUARCHE, Maître de conférence » en remplacement de Madame Cécile SYKES, Directrice de recherche, démissionnaire.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du Centre national de la recherche scientifique.

Fait à Paris, le



Circulaire CIR200460PDT relative à la procédure de gestion des violations de données à caractère personnel au CNRS

PRÉAMBULE

La réglementation relative à la protection des données personnelles en vigueur dans l'Union européenne encadre strictement la mise en œuvre de traitements de données à caractère personnel.

En cas de violation de données à caractère personnel, c'est-à-dire une violation de sécurité pouvant entraîner une perte de confidentialité, d'intégrité ou de disponibilité de ces données, la réglementation impose le suivi de la procédure suivante afin de protéger la vie privée des personnes concernées :

- des mesures immédiates sont prises pour remédier à l'incident de sécurité source de la violation et minimiser les conséquences sur la vie privée des personnes,
- elle est documentée et inscrite dans un registre,
- en cas de risque pour les droits et libertés des personnes concernées la violation est notifiée dans les 72 heures à l'autorité de contrôle à partir du moment où le responsable de traitement en a eu connaissance,
- et, dans les cas d'atteinte importante aux droits et libertés des personnes, la violation est communiquée dans les meilleurs délais aux personnes concernées.

La présente circulaire et ses annexes fixent la procédure de gestion des violations de données personnelles pour les entités dont le délégué à la protection des données est celui du CNRS et décrivent le rôle des services compétents en cas de violation.

1. Objectifs de la procédure de gestion des violations de données personnelles

La procédure de gestion des violations de données personnelles permet au CNRS :

- de définir les acteurs du processus, de décrire leurs responsabilités et les actions qu'ils doivent mettre en œuvre,
- de prendre les mesures pour stopper et remédier à la violation de données,
- de définir les conditions conduisant à l'alerte et à l'implication de la cellule de crise du CNRS, à la notification d'une violation de données à l'autorité de contrôle et à l'information des personnes concernées,
- de consolider les données de l'incident en vue de mettre à jour le registre des violations et tirer les enseignements de l'incident quand il a été résolu.

Elle comprend un dispositif d'alerte, une permanence et un coordinateur de gestion des violations. Ce dispositif s'articule avec la procédure de gestion de crise au CNRS¹ qui se substitue à la coordination de la procédure de

¹ Circulaire n°CIR1500001FSD-EXT du 22 juillet 2015.

gestion des violations de données à caractère personnel quand il y a une potentialité d'atteinte grave aux droits et libertés des personnes.

Ce dispositif s'appuie sur l'expertise de la déléguée à la protection des données du CNRS (DPD), de son service (SPD), du réseau des correspondants et correspondantes du service protection des données (CorSPD), du responsable de sécurité des systèmes d'information du CNRS (RSSIC), du réseau des RSI/RSSI/CSSI des structures de l'organisme, du fonctionnaire de sécurité de défense (FSD), de la direction des affaires juridiques du CNRS (DAJ) et des dispositifs de veille et d'alerte mis en place par les délégués régionaux et déléguées régionales dans leur circonscription, par les directeurs et directrices d'unités dans leur unité et par les directeurs fonctionnels et directrices fonctionnelles dans leur direction.

2. Le dispositif national de gestion des violations de données à caractère personnel

2.1. Le dispositif d'alerte

Le dispositif de gestion des violations de données à caractère personnel centralise l'information au niveau de la déléguée à la protection des données afin de permettre la coordination de l'évaluation d'une violation de données à caractère personnel sur le plan de la gravité des atteintes aux droits et libertés des personnes, sa documentation et le suivi de son traitement au regard des obligations de l'organisme vis-à-vis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) et des personnes dont les données sont concernées.

Une violation de données à caractère personnel peut être signalée par toute personne confrontée à un incident de sécurité, par la personne dont les données sont collectées, par le gestionnaire d'un traitement de ces données, par un sous-traitant à qui des données ont été confiées, par la cotutelle d'une UMR, par l'autorité de contrôle (CNIL) ou encore par une information publiée par un média ou sur un réseau social.

Toute alerte est consignée dans le registre des violations de données à caractère personnel tenu par la DPD qui documente la violation de données. La tenue de ce registre est une obligation légale. Il peut être utilisé par la CNIL pour contrôler la conformité avec la réglementation par l'organisme et les unités ayant désigné la DPD du CNRS.

2.1.1. Qui peut signaler une violation de données à caractère personnel ?

Quiconque, au sein de l'organisme, a connaissance d'une violation de données à caractère personnel doit la signaler dans les plus brefs délais au responsable de sa structure (ou en son absence son représentant ou un agent désigné pour cette tâche) qui en informe la déléguée à la protection des données du CNRS.

Certaines personnes de par leur fonction sont susceptibles d'être informées en priorité d'une violation de données à caractère personnel et doivent en conséquence s'organiser pour informer leur responsable hiérarchique :

- L'agent qui utilise les données et/ou celui qui gère la sécurité du matériel où sont stockées et traitées les données
 - pour les unités : le technicien, l'ingénieur ou le chercheur qui utilise des données à caractère personnel pour ses travaux, l'ASR et le CSSI de l'unité, le RSSI en délégation, les RSSI des co-tutelles, le RSSI du CNRS ;

- pour l'organisme : les agents des directions fonctionnelles opérant le traitement concerné et/ou de la direction des systèmes d'information et/ou le RSSI du CNRS ;
- pour les traitements sous-traités : les agents du service spécifié comme interlocuteur du sous-traitant en cas d'incident selon les termes du contrat de sous-traitance

- Les agents du service qui reçoit les demandes des personnes dont les données sont collectées (contact public indiqué dans les mentions d'information du traitement concerné)
- Le responsable de traitement qui peut être contacté par la CNIL suite à une plainte ou dans le cadre d'un contrôle ou par la cotutelle dont les services ont constaté une violation de données.

Si l'incident concerne une unité de recherche ou de service, le directeur d'unité informe conjointement le délégué régional dont il dépend et le délégué à la protection des données de son unité ainsi que le FSD du CNRS et la ou les cotutelles au titre de la protection du potentiel scientifique et technique.

2.1.2. Quand alerter ?

La rapidité de réaction est essentielle pour mettre fin à la violation et pour que la déléguée à la protection des données et la direction du CNRS évaluent la gravité des conséquences de cette violation et décident des actions à mettre en œuvre vis-à-vis de l'autorité de contrôle et des personnes concernées par la compromission de leurs données.

Tout agent constatant ou étant informé d'une violation de données à caractère personnel réelle ou supposée doit en informer sans délai le directeur de sa structure ou à défaut son supérieur hiérarchique direct qui :

- Vérifiera rapidement les faits,
- Alertera la déléguée à la protection des données sur la violation de données en lui transmettant les éléments circonstanciels connus à ce moment-là,
- Si l'incident concerne une unité de recherche ou de service, informera conjointement le délégué régional dont il dépend, et également le FSD pour les unités concernées par la PPST et l'existence de Zones à Régime Restrictif (ZRR) dans leur unité,
- Prendra immédiatement des mesures de protection techniques et organisationnelles appropriées pour remédier à la faille de sécurité à l'origine de la compromission des données et pour garantir que celle-ci ne se reproduise pas.

La procédure d'alerte d'urgence

S'il apparaît au responsable de la structure concernée, en son absence son représentant ou un agent désigné pour cette tâche que, de façon évidente et sans complément d'enquête, les données compromises peuvent avoir des conséquences graves sur la vie privée des personnes et/ou pour l'organisme, il alerte sans délai et par téléphone conjointement la déléguée à la protection des données et la permanence du dispositif national de gestion de crise.

2.1.3. Comment alerter ?

- **Procédure d'alerte ordinaire**

- **Alerter directement la DPD**

Par email : dpd.demandes@cns.fr

- les incidents de sécurité dans les unités qui sont déclarés dans l'outil de gestion des incidents de sécurité du RSSI du CNRS font l'objet d'une première qualification par les CSSI et les RSSI et génèrent une alerte qui est transmise directement à la DPD si le champ « données à caractère personnel » est coché.

- **Procédure d'alerte d'urgence**

Lorsqu'une violation de données est susceptible d'avoir des conséquences graves sur la vie privée des personnes et/ou lorsque celle-ci a été signalée par le biais d'un media, d'un réseau social, de la CNIL ou de la tutelle.

- **Alerter directement la DPD**

- Par téléphone: 06 77 85 89 90

- **Alerter conjointement la permanence du dispositif national de gestion de crise**

Par téléphone en semaine et pendant les heures ouvrables, soit de 8 heures du matin à 20 heures du soir : **06 71 90 67 17**

Par téléphone le week-end ou hors heures ouvrables soit de 20 heures du soir à 8 heures du matin : **01 45 20 02 51**

2.2. Évaluation du niveau de gravité de la violation et mesures à prendre

Quelle que soit la gravité de la violation des mesures techniques ou organisationnelles doivent être prises immédiatement pour stopper la violation.

La CNIL caractérise la gravité d'une violation par l'un des niveaux suivants : négligeable, limité, important ou maximal en fonction des conséquences potentielles de cette violation sur la vie privée des personnes.

- **Négligeable** : les personnes concernées ne seront pas impactées ou pourraient connaître quelques désagréments sans difficulté (perte de temps pour réitérer des démarches ou pour attendre de les réaliser, simple contrariété...)
- **Limité** : les personnes concernées pourraient connaître des désagréments significatifs, qu'elles pourraient surmonter malgré quelques difficultés (trais

supplémentaires, refus d'accès à des prestations et services, peur, affection physique ou psychologique mineure ...)

- o **Important** : les personnes concernées pourraient connaître des conséquences significatives, qu'elles pourraient surmonter, mais avec de sérieuses difficultés (détournement d'argent, interdiction bancaire, dégradation de biens, perte d'emploi, assignation en justice, affection physique ou psychologique grave...)
- o **Maximal** : les personnes concernées pourraient connaître des conséquences significatives, voire irrémédiables, qu'elles pourraient ne pas surmonter (péril financier tel que des dettes importantes ou une impossibilité de travailler, affection physique ou psychologique de longue durée ou permanente, décès...)

Le niveau de gravité d'une violation s'apprécie au regard de la sensibilité des données compromises, de l'importance du nombre des données compromises et de la vulnérabilité éventuelle des personnes concernées.

Une évaluation rapide du niveau de gravité de la violation peut être faite par la personne qui a reçu le signalement de la violation en fonction de son expérience et des éléments qu'elle a pu recueillir. Avec les éléments portés à sa connaissance ou par une enquête complémentaire la déléguée à la protection des données du CNRS confirme le niveau de gravité de la violation ou la requalifie si besoin.

Quand le niveau de gravité est qualifié de « maximal » la permanence du dispositif national de gestion de crise est obligatoirement alertée.

La qualification finale du niveau de gravité de la violation est du ressort de la déléguée à la protection des données et de la direction du CNRS, en lien avec le FSD au titre de la protection du potentiel scientifique et technique.

Dans tous les cas, la déléguée à la protection des données et son service complètent la déclaration de violation de données à caractère personnel par une enquête qui la documentera et qui évaluera avec les personnes compétentes qui seront sollicitées en fonction des caractéristiques de l'incident (RT, CSSI, RSSI-DR et/ou RSSI-C, DAJ, FSD, etc.) le niveau de gravité potentiel pour les droits et libertés des personnes concernées.

Le service protection des données dispose d'outils permettant d'évaluer le niveau de gravité du risque pour les personnes dont une grille d'enquête (cf. annexe 3).

2.3. Les services compétents en cas de violation de données à caractère personnel

2.3.1. Le rôle des personnes qui alertent

Un responsable d'une entité CNRS (en son absence son représentant, ou un agent désigné pour cette tâche) qui est informé d'une violation de données à caractère personnel avérée ou potentielle alerte sans délai la déléguée à la protection des données du CNRS avec tous les éléments d'information qui lui ont été fournis ou qu'il a pu collecter.

Lorsque la violation concerne une unité de recherche ou de service, le directeur ou la directrice de la structure alerte conjointement le délégué régional ou la déléguée régionale dont il ou elle dépend et le DPD de son unité. Si l'unité est concernée par la PPST et comporte des ZRR, il ou elle informe les FSD des tutelles de l'unité.

Dans les cas où la violation est qualifiée de niveau de gravité maximale (ou soupçonné comme tel ou si le signalement de la violation provient de la CNIL, d'une cotutelle ou par une information publiée par un média ou sur un réseau social), la permanence du dispositif national de gestion de crise du CNRS et la déléguée à la protection des données du CNRS doivent être alertées conjointement.

2.3.2. Le rôle de la déléguée à la protection des données du CNRS

La déléguée à la protection des données du CNRS est la coordonnatrice des violations courantes des données à caractère personnel. Dans les cas de violation de niveau maximal, elle participe à la cellule de gestion de crise qui prend en charge ce type de violation.

• Prévention et maîtrise des risques

- Elle prépare l'établissement et les unités propres ou mixtes dont elle est la DPD à faire face à la situation d'une violation de données et à répondre à ses obligations. À ce titre, elle sensibilise le personnel de l'organisme aux obligations réglementaires en matière de protection des données à caractère personnel. Elle peut fournir des outils d'analyse et d'appréciation du niveau de gravité d'une violation aux experts internes (notamment les correspondants SPD, les RSSI) qu'elle peut mobiliser si besoin ;
- Elle est destinataire de toutes les alertes de violation de données à caractère personnel présumées ou avérées. Elle a organisé le service protection de données pour qu'en cas d'indisponibilité de sa part un de ses collaborateurs puisse évaluer le niveau de gravité de la violation et alerter si besoin la permanence de gestion de crise.

• En cas de violation

- Pour une structure dont elle est la DPD (organisme, directions, délégations régionales, unités de recherche et de service l'ayant désignée)
 - o Si besoin, elle diligente une enquête complémentaire pour obtenir les éventuelles informations manquantes nécessaires à l'analyse de la violation (voir document en annexe 3).
 - o Elle mobilise les compétences techniques et juridiques internes pour qualifier le niveau de gravité de la violation.
 - o Elle suit la gestion de la violation des données à caractère personnel et conseille le responsable de traitement² et la direction du CNRS sur les actions à mener vis-à-vis de la CNIL et des personnes concernées par la violation.
 - o Elle se coordonne avec le délégué régional ou la déléguée régionale et le directeur ou la directrice d'unité qu'elle tient informés de l'évolution de la gestion de la violation quand celle-ci est intervenue dans une unité et en concertation avec les partenaires de l'établissement quand ils sont concernés.
 - o Elle informe le FSD de la violation afin d'analyser les mesures spécifiques éventuelles à prendre.
 - o Elle participe à la cellule nationale de crise quand elle est activée pour gérer une violation de niveau maximal.
- Pour une unité mixte dont elle n'est pas la DPD

² Responsable de traitement : le directeur de la structure (unité, délégation, institut, direction) qui a mis en œuvre le traitement dont les données à caractère personnel ont été compromises.

- Elle alerte le ou la DPD de l'unité et le délégué régional ou la déléguée régionale concerné/e si elle a été informée directement de la violation.
- Elle informe le FSD de la violation afin d'analyser les mesures spécifiques éventuelles à prendre.
- Elle interagit si besoin avec le ou la DPD de l'établissement partenaire en lien avec le délégué régional ou la déléguée régionale pour la gestion de la violation, en particulier dans le cas de violation grave.

- **Traçabilité**

- Elle documente le registre de violation des données à caractère personnel ;
- Elle vérifie avec le responsable de traitement et le responsable de sécurité des systèmes d'information de l'établissement ou de la délégation concernée l'efficacité des mesures de sécurité et de protection mises en œuvre pour remédier à l'incident de sécurité origine de la violation.
- Elle établit un bilan de gestion de la violation pour les cas ayant impliqué la cellule nationale de crise et propose le cas échéant des mesures d'amélioration du dispositif.
- Elle établit un rapport sur la gestion des violations des données à caractère personnel pour le président-directeur général du CNRS.

2.3.3. Le rôle du délégué régional et de la déléguée régionale

Le délégué régional et la déléguée régionale ont la responsabilité d'informer, de mettre en œuvre et d'appliquer le dispositif de gestion des violations de données personnelles dans le périmètre de la circonscription de la délégation en concertation avec les partenaires du CNRS et la DPD du CNRS. Il ou elle est assisté(e) dans cette tâche par le RSSI et le correspondant du service protection des données (CorSPD) de la délégation.

Au titre de cette responsabilité et dans le cas d'une violation de données à caractère personnel intervenue dans sa circonscription et pour les unités dont le DPD est la DPD du CNRS, il ou elle s'assure que les mesures techniques et organisationnelles appropriées ont été prises au plus tôt pour remédier à la faille de sécurité source de compromission des données et que l'information sur la violation a été transmise à la DPD avec une évaluation rapide de son niveau de gravité.

Il ou elle informe la DPD du CNRS et le FSD des violations graves de données à caractère personnel qui surviennent dans les unités mixtes dont le ou la DPD n'est pas la DPD du CNRS afin qu'elle puisse tenir informée la direction générale du CNRS, et échanger si besoin avec le ou la DPD de l'unité des mesures à prendre.

Pour les unités mixtes dont le/la DPD n'est pas la DPD du CNRS.

Avant qu'une violation de données se produise le délégué régional et la déléguée régionale doivent s'assurer auprès du directeur ou de la directrice de l'unité et de la co-tutelle principale qu'un/e DPD a bien été désigné/e et qu'il/elle assumera sa fonction pour l'unité.

En particulier, il ou elle vérifiera dans le cas de violation de données à caractère personnel que le/la DPD a mis en place une procédure pour qualifier la gravité de ces violations, notifier la violation à la CNIL, informer les personnes concernées si nécessaire, prendre les mesures techniques et organisationnelles pour protéger les personnes et remédier à la faille de sécurité et le/la tenir informé.

Le délégué régional et la déléguée régionale informent la DPD du CNRS et le FSD de toute violation de données à caractère personnel dont il ou elle a eu connaissance dans ces unités afin que si besoin et dans les cas graves une concertation sur les mesures à prendre puisse être menée avec le/la DPD de l'unité et le FSD des cotutelles.

2.3.4. Le rôle du directeur et de la directrice d'unité

Le directeur ou la directrice d'unité est responsable des traitements de données mis en œuvre dans l'unité. À ce titre, il ou elle est responsable au sens de la réglementation européenne et française sur la protection des données de la sécurité des données à caractère personnel qui lui sont confiées. Il ou elle joue un rôle déterminant dans la prévention des risques de violation de la sécurité de ces données et prépare l'unité à y faire face pour y remédier et protéger les personnes des conséquences sur leurs droits et libertés.

Il ou elle s'assure en particulier que pour les données hébergées ou traitées par un prestataire ou un établissement de tutelle autre que le CNRS, il ou elle soit informé(e) sans délai des violations de données, des circonstances de ces violations et des mesures prises pour y remédier.

En cas de violation de données personnelles dont il ou elle a connaissance, il ou elle informe sans délai le délégué régional ou la déléguée régionale du CNRS, la déléguée à la protection des données de l'unité et il ou elle vérifie que des mesures techniques et organisationnelles appropriées ont été prises pour remédier à la faille de sécurité source de compromission des données. Si l'unité relève de la PPST et comporte des ZRR, il ou elle informe le FSD des cotutelles. Il ou elle vérifie que l'incident de sécurité à l'origine de la violation de données a fait l'objet d'une déclaration dans l'outil de gestion des incidents de sécurité dans les unités du CNRS.

2.3.5. Le rôle d'un directeur fonctionnel ou une directrice fonctionnelle

Le directeur ou la directrice d'une direction fonctionnelle est responsable des traitements de données mis en œuvre dans la direction. À ce titre, comme le directeur d'unité, il ou elle est responsable au sens de la réglementation européenne et française sur la protection des données de la sécurité des données à caractère personnel qui lui sont confiées. Il ou elle joue un rôle déterminant dans la prévention des risques de violation de la sécurité de ces données et il ou elle prépare le service à y faire face pour y remédier et protéger les personnes des conséquences sur leurs droits et libertés.

Il ou elle s'assure en particulier que pour les données hébergées ou traitées par un prestataire ou un établissement de tutelle autre que le CNRS, il ou elle soit informé(e) sans délai des violations de données, des circonstances de ces violations et des mesures prises pour y remédier.

En cas de violation de données à caractère personnel dont il ou elle a connaissance, il ou elle en informe sans délai le RSSI du CNRS, le FSD et la déléguée à la protection des données du CNRS. Il ou elle vérifie que des mesures techniques et organisationnelles appropriées ont été prises pour remédier à la faille de sécurité source de compromission des données.

Une direction fonctionnelle peut aussi être alertée d'éventuelles violations de données gérées par une autre structure du CNRS ou semblant impliquer le CNRS. Le directeur et la directrice doivent sensibiliser les agents à prendre en compte ces alertes et à en informer sans délai la déléguée à la protection des données du CNRS et le responsable de la structure concernée.

2.3.6. Le rôle des CSSI et des RSSI régionaux

Les CSSI des unités et les RSSI des délégations disposent d'un espace de déclaration et de suivi des incidents de sécurité géré par le RSSI du CNRS avec diffusion aux principales instances concernées (DU, RSSI régional, RSSI CNRS, (RSSI co-tutelle éventuellement), FSD, DPD, DAJ).

Si des données personnelles sont compromises les CSSI et RSSI concernés ont la responsabilité de prendre sans délai les mesures techniques et organisationnelles pour remédier à la violation, de faire une évaluation du niveau de gravité, de l'indiquer dans la fiche incident et de la documenter.

2.3.7. Le rôle de la cellule nationale de crise

Quand le niveau de gravité d'une violation de données personnelles est évalué comme maximal, la gestion de la violation des données est prise en charge par la cellule nationale de crise qui est activée dans ce cas. La déléguée à la protection des données lui apporte son expertise.

Fait à Paris le

17 JAN. 2020

Le président – directeur général



Annexes à la circulaire relative à la procédure de gestion des violations de données à caractère personnel au CNRS

Annexe 1 Définitions

- **Données à caractère personnel** : « toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable ; est réputée être une « personne physique identifiable » une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale » (Article 4 du RGPD)
- **Données « sensibles »** : données à caractère personnel dont la compromission entraînerait des conséquences importantes ou maximales dans la vie des personnes concernées. Peuvent être considérées comme données « sensibles » : les documents officiels ou leurs copies (passeports, pièces d'identité, etc.), l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les opinions philosophiques ou religieuses, l'appartenance syndicale, l'orientation sexuelle, les données de santé, les données biométriques, les données génétiques, les données relatives à des infractions, des condamnations, des mesures de sûreté, le NIR (numéro de sécurité sociale), les données relatives à des informations financières et économiques, des données d'identification directe ou indirecte en soi non « sensibles » mais qui dans un contexte particulier peuvent avoir des conséquences graves sur la vie des personnes si elles sont compromises.
- **Fichier** : « tout ensemble structuré de données à caractère personnel accessibles selon des critères déterminés, que cet ensemble soit centralisé, décentralisé ou réparti de manière fonctionnelle ou géographique » (Article 4 du RGPD)
- **Personnes « vulnérables »** : peuvent être considérées comme personnes vulnérables sans que cela soit exhaustif : les enfants mineurs, les personnes âgées, les femmes enceintes, les personnes atteintes de maladie, d'une infirmité, d'une déficience physique ou psychique.
- **Responsable du traitement (RT)** : « Le responsable d'un traitement de données à caractère personnel est, sauf désignation expresse par les dispositions législatives ou réglementaires relatives à ce traitement, la personne, l'autorité publique, le service ou l'organisme qui détermine ses finalités et ses moyens. » (Article 4 du RGPD)
Au CNRS sont considérés comme RT de la structure dont ils sont responsables : le directeur d'unité, le délégué régional, le directeur fonctionnel et le directeur d'institut.
- **Sous-traitant** : « La personne physique ou morale, l'autorité publique, le service qui traite des données personnelles pour le compte, sur instruction et sous l'autorité d'un responsable de traitement » (Article 4 du RGPD)
- **Traitement de données personnelles** : « toute opération ou tout ensemble d'opérations effectuées ou non à l'aide de procédés automatisés et appliquées à des données ou des ensembles de données à caractère personnel, telles que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou toute autre

forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, la limitation, l'effacement ou la destruction. » (Article 4 du RGPD)

ANNEXE N°2 - Exemples de violations de données et de conséquences sur les personnes

- **Vol de l'iPhone 6S pro d'un délégué régional** => Risque négligeable car smartphone chiffré. Alerte ordinaire (DPD du CNRS).
- **Perte d'une clé USB non chiffrée avec les CV d'étudiants d'un master et des doctorants travaillant dans une UMR** => Risque limité car ces données sont souvent déjà publiées par les personnes concernées sur leur site personnel. Alerte ordinaire (DPD du CNRS).
- **Perte d'un disque dur non chiffré avec un fichier des utilisateurs des voitures de service d'une délégation et leurs données de géolocalisation sur une semaine.** => Risque limité car les personnels de la délégation ont été informés que les véhicules sont géolocalisés et l'utilisation privée du véhicule n'est pas autorisée. Alerte ordinaire (DPD du CNRS).
- **Envoi par erreur des certificats de présence de chercheurs d'une circonscription à une formation (nom, prénom, organisme de rattachement) et des fiches d'évaluation des formateurs par les participants à une personne extérieure au CNRS et à l'organisme de formation.** => Risque important, car les contenus des fiches d'évaluation peuvent impacter la vie professionnelle des formateurs de l'organisme extérieur. Alerte ordinaire (DPD du CNRS).
- **Vol d'un pc non chiffré contenant un fichier d'enquête SHS sur des terroristes repentis .**=> Données sensibles. Risque maximal car risque physique et psychologique. Alerte d'urgence (DPD du CNRS et Cellule de crise par téléphone).
- **Constatation que l'armoire contenant les dossiers des personnes suivies par l'assistante sociale étaient restée ouverte pendant la pause déjeuner et la porte du bureau non fermée à clé.**=> Risque important pouvant être maximal car données de personnes vulnérables même si la violation effective n'est pour l'instant que potentielle. Alerte d'urgence (DPD du CNRS et Cellule de crise par téléphone).
- **Perte d'une carte corporate** => Risque important car la carte corporate est liée à sa carte bancaire personnelle. Alerte ordinaire (DPD du CNRS).
- **Vol d'un pc chiffré laissé allumé dans une chambre d'hôtel avec des sessions ouvertes sur des espaces Core et la messagerie professionnelle du chercheur.**=> Risque variable selon les services en ligne ouverts, le contenu des messages et la qualité des contacts de la messagerie. Risque à estimer après analyse des logs de connexion des services. Alerte ordinaire dans un premier temps (DPD du CNRS).
- **Vol d'un disque dur non chiffré contenant dans le cadre d'un projet de recherche un fichier anonymisé fourni par un réseau social avec des données personnelles de 100 000 inscrits : Profil (genre, date de naissance, lieu d'emploi et fonction, scolarité, ville d'habitation), lien avec les profil anonymisés des « amis », titre des publications « likées » avec le type de « like ».**=> Risque maximal car le traitement de ces données de type big data permet d'identifier indirectement les personnes et d'analyser finement leurs comportements. (DPD du CNRS et Cellule de crise par téléphone).
- **Modification frauduleuse d'une page de site web d'un laboratoire avec injection inclusion, de code ou de type XSS sur les CMS.**=> Risque important à maximal si le site collecte ou publie des données à caractère personnel car violation peut permettre de collecter des données sensibles. Alerte ordinaire dans un premier temps (DPD du CNRS).
- **Vol d'un PC contenant les copies de carte d'identité d'étudiants d'un master** => Risque maximal car potentialité d'usurpation d'identité et fraude financière. (DPD du CNRS et Cellule de crise par téléphone).
- **Une perte de disponibilité de données personnelle est considérée par la CNIL comme une violation de données** => elle peut se produire en cas de perturbation majeure du service normal d'une organisation, par exemple dans le cas d'une panne de courant ou d'une attaque par déni de service rendant les données à caractère personnel indisponibles. Risque à évaluer en fonction des conséquences du service interrompu. Alerte ordinaire (DPD du CNRS).
- **La divulgation d'une adresse physique n'a pas à priori de conséquences graves sauf si la personne concernée est recherchée par exemple par une organisation terroriste.** => Dans ce cas le risque de limité

passer à maximal. Alerte ordinaire dans un premier temps (DPD du CNRS) ou alerte d'urgence si risque grave sur une ou plusieurs personnes.

- **Piratage du serveur et disparition du fichier contenant les emails de tous les agents du CNRS et leur affectation.** => Risque maximal car nombre de données importantes et risque de spamming et usurpation d'identité. (DPD du CNRS et Cellule de crise par téléphone).

D'une manière générale :

Une violation de sécurité peut être consécutive à
<ul style="list-style-type: none"> > L'exploitation d'une faille ou vulnérabilité de sécurité, > un accident (incendie, panne matérielle, séisme, etc.), > une erreur (de saisie, de manipulation, dans la conception de systèmes, de destinataire de fichier etc.) ; > une perte de support de données > une malveillance (phishing, vol de matériel, fraude externe ou interne, accès frauduleux, manipulation de données, bombe logique, logiciels malveillants, défiguration de sites, etc.).

Impact sur les données en cas de perte de confidentialité
> Les données ont été diffusées plus que nécessaire et ont échappé à la maîtrise des personnes concernées
> Les données peuvent être corrélées avec d'autres informations relatives aux personnes concernées
> Les données peuvent être exploitées à d'autres fins que celles prévues et/ou de manière non loyale
Nature des impacts potentiels pour les personnes
> Perte de contrôle sur leurs données personnelles
> Limitation de leurs droits
> Discrimination
> Usurpation d'identité
> Fraude
> Levée non autorisée de pseudonymisation
> Pertes financières
> Atteinte à la réputation
> Danger pour la sécurité physique, la santé corporelle ou psychique
> Perte de la confidentialité de données protégées par un secret professionnel

Questionnaire sur les données à caractère personnel concernées par une violation

Est considérée comme une violation (compromission) de donnée à caractère personnel une violation de sécurité entraînant, de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation ou l'accès non autorisé à des données à caractère personnel transmises, conservées ou traitées d'une autre manière, ou l'accès non autorisé à de telles données)

Est considérée comme donnée à caractère personnel toute information se rapportant à une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, des données de connexion à un service en ligne, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale, etc.

Les données personnelles de l'utilisateur du support lui-même, à qui a été confié un (e) (ordinateur personnel, disque dur, clé USB, serveur etc.) ne sont pas concernées.

Nous vous remercions de répondre rapidement à quelques questions ci-dessous pour nous permettre d'évaluer approximativement le niveau de gravité conformément aux exigences de la réglementation sur la protection des données et de le renvoyer au demandeur.

Informations requises pour répondre au complément d'enquête sur un incident de sécurité

Nom de référence donnée à la violation de données ou Numéro de l'incident de sécurité fourni par l'outil de déclaration du RSSI-C

Code de l'unité concernée par la violation

Demandeur de l'enquête (nom, prénom, email, tel.)

Déclarant (nom, prénom, email, tel.)

Y avait-il des données personnelles dans le support compromis autres que celles du propriétaire ou utilisateur du matériel violé ?

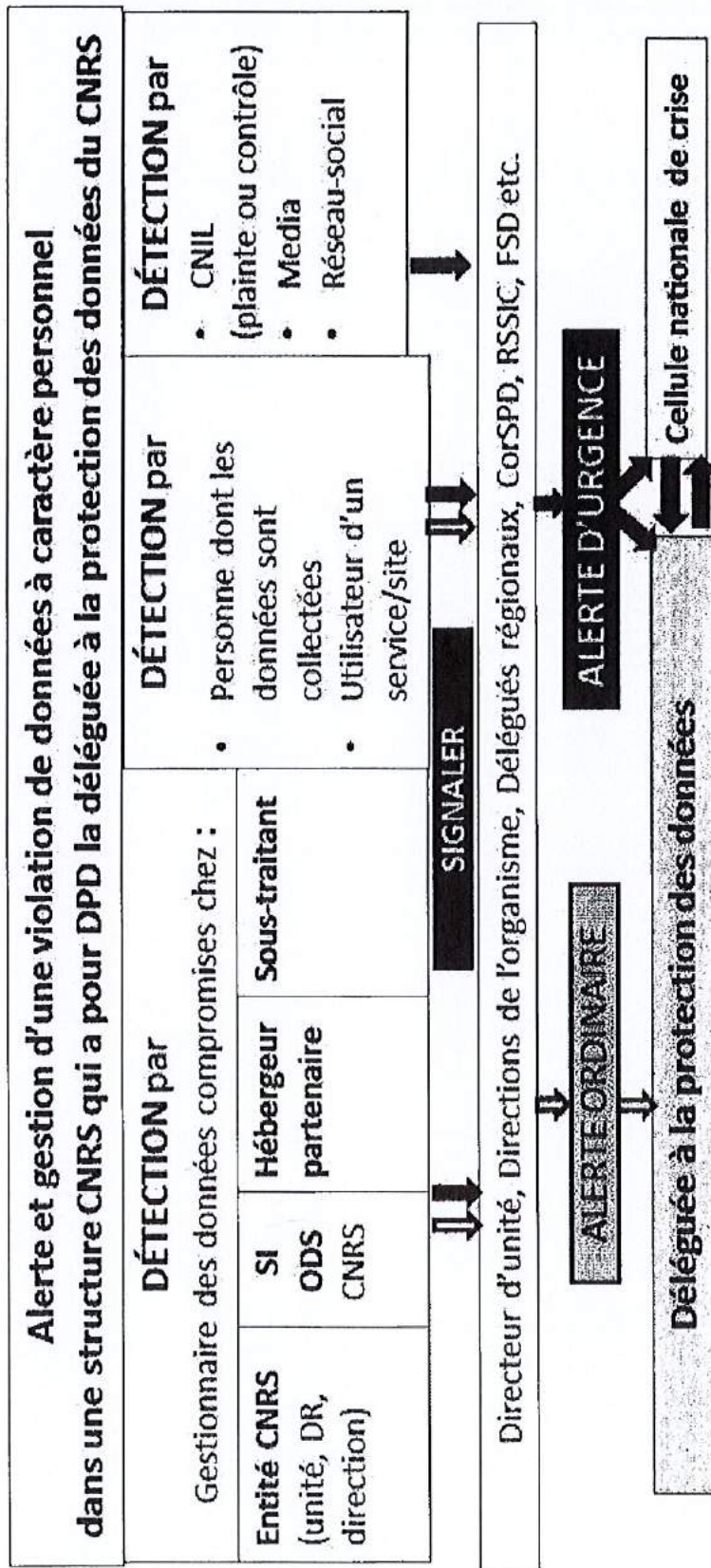
Combien de personnes approximativement sont concernées par cette violation de leurs données ?

Les données étaient-elles chiffrées (comment ?)

Des personnes vulnérables sont-elles concernées ? ex : mineurs, âge, maladie, infirmité, déficience physique ou psychique, grossesse, ...)

Quels types de données personnelles étaient présentes dans le support qui a été violé ? Vérifiez s'il y a : Des données de recherche <ul style="list-style-type: none">de participants à des enquêtes, sondages, entretiens, cohortes etc. Des données de support à la recherche et à l'enseignement <ul style="list-style-type: none">des listes nominatives ex : participants à des formations, des examens, des jurys de concours, des colloques, <ul style="list-style-type: none">des données de ressources humaines ex : dossiers de carrière, dossiers concours, rémunérations, gestion de personnel, copies de documents d'identité, CV etc. <ul style="list-style-type: none">des messages e-mails, la copie de courriers avec identifiants des destinataires, etc.	Type de données	OUI/NON
	Etat civil (ex: nom, sexe, date de naissance, âge...)	
	Coordonnées(ex: adresse postale ou électronique, numéros de téléphone fixe ou portable...)	
	Données relatives à des informations financières (ex: revenus, numéro de carte de crédit, coordonnées bancaires), économiques	
	Données d'authentification, d'accès (ex: identifiant, mot de passe, numéro client...)	
	Documents officiels ou leur copie (Passeports, pièces d'identité, etc.)	
	Données de localisation (GPS, etc.), traces de connexion (logs, etc.)	
	Origine raciale ou ethnique	
	Opinions politiques	
	Opinions philosophiques ou religieuses	
	Appartenance syndicale	
	Orientation sexuelle	
	Données de santé	
	Données biométriques	
	Données génétiques	
	Données relatives à des infractions, condamnations, mesures de sûreté	
	NIR (Numéro de sécurité sociale)	
Les données personnelles étaient conservées pour quel usage ?		
Pouvez-vous estimer le nombre de données personnelles contenues dans le support compromise? <ul style="list-style-type: none">Nombre de données par personne X nombre de personnes		

ANNEXE N° 4 – Memento sur les étapes de la procédure



<p>Le responsable de traitement (RT) de l'entité qui a mis en œuvre le traitement dont les données sont compromises doit</p> <ul style="list-style-type: none"> • Informer la DPD du CNRS • Informer le délégué régional dont dépend la structure • Prendre les mesures pour stopper la violation et minimiser les conséquences aux personnes. 	
<p>La DPD et la direction du CNRS</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pour un risque évalué comme maximal la cellule nationale de crise à laquelle participe la DPD est informée et prend en charge la gestion de la violation en liaison avec le DR et les établissements de tutelle si une unité mixte est concernée. • Pour un risque de niveau important ou maximal la DPD du CNRS avec l'aval de la gouvernance notifiera au nom du RT la violation à la CNIL dans les 72H après en avoir eu connaissance. • Pour un risque maximal la DPD avec l'aval de la gouvernance mettra en place la communication du RT aux personnes concernées par la violation • La DPD documente la violation dans le registre des violations 	

ETAPES PROCEDURE VIOLATION DE DONNEES PERSONNELLES

- **DETECTER**
 - Par le gestionnaire des données, l'hébergeur des données, la personne concernée, les médias/réseaux-sociaux, la CNIL etc.
- **ALERTER la DPD**
 - Par les instances d'alerte (DU, DR, direction fonctionnelle, etc.) (T0 : début du délai pour la notification à la CNIL quand le RT a les preuves (un degré de certitude raisonnable) de la violation).
- **QUALIFIER**
- **INFORMER**
- **ENQUÊTER**
- **DOCUMENTER**
 - Par la DPD/SPD avec le RT (selon l'entité : DU, Directeur fonctionnel, Délégué reg.) et selon de besoin avec le CSSI de l'unité, RSSI-R, CorSPD, RSSI CNRS, RSSI/DPD partenaire et la direction générale pour les alertes graves.
- **AGIR**
 - **STOPPER LA VIOLATION/SECURISER/ REMEDIER A LA FAILLE DE SECURITE**
 - **DECIDER D'INFORMER LA CNIL**
 - **DECIDER D'INFORMER LES PERSONNES CONCERNEES**
 - **Activation de la cellule de crise nationale quand la gravité de la violation est de niveau maximal***
 - Documenter le registre des violations (DPD)
 - Si risque important ou maximal : Informer les DPD des co-tutelles dans les unités mixtes et agir en concertation.
 - Si risque important ou maximal : notification à la CNIL par la DPD au nom du RT après validation de la direction générale au plus tard à T72 : 72 heures après la connaissance par le RT de la violation.
 - Si risque maximal : décision par la direction générale d'informer les personnes concernées dans un délai « raisonnable »

* les critères pour qualifier les niveaux de gravité suivent les recommandations de la CNIL

DEC200245DRH.

Décision portant modification du barème des rémunérations forfaitaires des personnels contractuels du CNRS annexé à la circulaire n° CIR130864DRH du 12 mars 2013

Vu la circulaire n° CIR130864DRH du 12 mars 2013 modifiée relative à l'emploi des personnels contractuels du CNRS ;

Vu le décret n° 2017-561 du 18 avril 2017 fixant l'échelonnement indiciaire de certains corps de fonctionnaires régis par le décret n° 85-1534 du 31 décembre 1985 fixant les dispositions statutaires applicables aux ingénieurs et aux personnels techniques et administratifs de recherche et de formation du ministère chargé de l'enseignement supérieur et modifiant divers décrets fixant les échelonnements indiciaires de certains corps relevant du ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

Vu le décret n° 2019-1387 du 18 décembre 2019 portant relèvement du salaire minimum de croissance ;

Article 1^{er}

Le barème des rémunérations forfaitaires des personnels contractuels du CNRS annexé à la circulaire n° CIR130864DRH du 12 mars 2013 modifiée relative à l'emploi des personnels contractuels du CNRS est modifié afin de tenir compte du pourcentage d'augmentation du net à payer des fonctionnaires appartenant aux corps de chargé de recherche, d'ingénieur de recherche, d'ingénieur d'études et d'adjoint technique de la recherche compte tenu des modifications de l'échelonnement indiciaire (*cf. annexe ci-jointe*).

Article 2

La rémunération mensuelle brute des contractuels ayant moins de 3 ans d'expérience recrutés pour des travaux d'exécution de niveau 5 affectés en zone 3 ou en zone 2, ainsi que celle des contractuels ayant entre 3 et 5 ans d'expérience recrutés pour des travaux d'exécution de niveau 5 affectés en zone 3, sont revalorisées afin de tenir compte de l'augmentation de 1,20 % du salaire minimum de croissance (*cf. annexe ci-jointe*).

Article 3

La rémunération mensuelle brute des contractuels ayant moins de 3 ans d'expérience recrutés pour des travaux d'exécution de niveau 5 affectés en zone 1, ainsi que celle des contractuels ayant entre 3 et 5 ans d'expérience recrutés pour des travaux d'exécution de niveau 5 affectés en zone 3 ou en zone 2 sont

CNRS

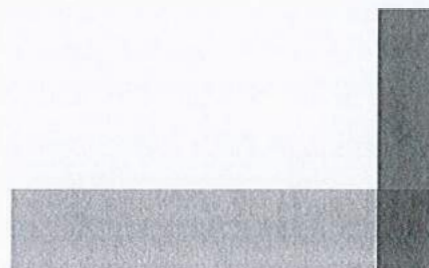
Direction des ressources humaines

3 rue Michel-Ange,

75794 Paris Cedex 16

T. 01 44 96 41 52

www.cnrs.fr



revalorisées en conséquence de l'augmentation de la rémunération mensuelle brute des contractuels ayant moins de 3 ans d'expérience recrutés pour des travaux d'exécution de niveau 5 affectés en zone 3.

Article 4

Les dispositions de l'article 1^{er} de la présente décision sont applicables à compter du 1^{er} mai 2020 aux contrats conclus à compter de cette date.

Les dispositions de l'article 2 de la présente décision sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2020 à l'ensemble des contrats en cours à cette date.

Les dispositions de l'article 3 de la présente décision sont applicables à compter du 1^{er} janvier 2020 aux contrats conclus à compter de cette date.

Article 5

Cette décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Paris, le

29 JAN. 2020

Pour le Président-Directeur général
Le Directeur général délégué aux ressources


Christophe Coudrey

BAREME DES REMUNERATIONS FORFAITAIRES DES PERSONNELS CONTRACTUELS DU CNRS A COMPTER DU 01/01/2020

Rémunérations brutes mensuelles en € par zone de résidence																		
niveau - après obtention du doctorat	Expérience < 2 ans			Expérience ≥ 2 ans et < 7 ans			Expérience ≥ 7 ans et < 10 ans			Expérience ≥ 10 ans et < 15 ans			Expérience ≥ 15 ans et < 20 ans			Expérience ≥ 20 ans		
	1 ^{ère} zone	2 ^e zone	3 ^e zone	1 ^{ère} zone	2 ^e zone	3 ^e zone	1 ^{ère} zone	2 ^e zone	3 ^e zone	1 ^{ère} zone	2 ^e zone	3 ^e zone	1 ^{ère} zone	2 ^e zone	3 ^e zone	1 ^{ère} zone	2 ^e zone	3 ^e zone
Travaux scientifiques (niveau C11)	2728,26 à 3145,68	2675,28 à 3084,60	2648,79 à 3054,06	3 881,29	3 805,92	3 768,24	4 056,74	3 977,97	3 938,59	4 225,68	4 143,63	4 102,61	4 307,86	4 224,21	4 182,39	4 323,97	4 240,01	4 198,03

	Expérience < 3 ans			Expérience ≥ 3 ans et < 5 ans			Expérience ≥ 5 ans et < 10 ans			Expérience ≥ 10 ans et < 15 ans			Expérience ≥ 15 ans et < 20 ans			Expérience ≥ 20 ans		
	1 ^{ère} zone	2 ^e zone	3 ^e zone	1 ^{ère} zone	2 ^e zone	3 ^e zone	1 ^{ère} zone	2 ^e zone	3 ^e zone	1 ^{ère} zone	2 ^e zone	3 ^e zone	1 ^{ère} zone	2 ^e zone	3 ^e zone	1 ^{ère} zone	2 ^e zone	3 ^e zone
Travaux techniques hautement spécialisés (niveau 1)	2 510,74	2 461,99	2 437,62	2 694,64	2 642,32	2 616,16	2 891,91	2 835,76	2 807,68	3 068,75	3 009,16	2 979,36	3 157,19	3 095,88	3 065,23	3 194,10	3 132,08	3 101,07
Travaux d'études et de conception (niveau 2)	2 151,32	2 109,55	2 088,66	2 272,27	2 228,15	2 206,09	2 422,06	2 375,03	2 351,51	2 578,20	2 528,13	2 503,10	2 668,12	2 616,31	2 590,41	2 748,09	2 694,73	2 668,04
Travaux d'études techniques (niveau 3)	1 988,78	1 950,16	1 930,85	2 123,85	2 082,61	2 061,99	2 234,01	2 190,63	2 168,94	2 348,73	2 303,12	2 280,32	2 410,57	2 363,76	2 340,36	2 434,06	2 386,79	2 363,16
Travaux de réalisation (niveau 4)	1 661,98	1 629,71	1 613,57	1 756,75	1 722,64	1 705,58	1 832,52	1 796,94	1 779,15	1 896,71	1 859,88	1 841,47	1 900,56	1 863,65	1 845,20	1 918,05	1 880,80	1 862,18
Travaux d'exécution (niveau 5)	1 585,60	1 554,81	1 539,42	1 595,17	1 564,20	1 548,71	1 616,14	1 584,76	1 569,07	1 680,51	1 647,88	1 631,56	1 698,68	1 665,69	1 649,20	1 705,20	1 672,09	1 655,54

DEC193215DAJ

Décision portant fin de fonctions et nomination de Mme Martina Knoop aux fonctions de directrice de la mission pour les initiatives transverses et interdisciplinaires (MITI)

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC100148DAJ du 8 juillet 2010 modifiée portant organisation de la direction du CNRS ;

Vu la décision DEC190109INP du 3 mai 2019 portant fin de fonction et de nomination de Mme Martina Knoop en qualité de chargée de mission institut (CMI) ;

Sur proposition du directeur général délégué à la science ;

DECIDE :

Article 1^{er} – A compter du 1^{er} janvier 2020, il est mis fin aux fonctions de Mme Martina Knoop, chargée de mission institut (CMI) auprès de l'Institut de Physique.

Article 2 – A compter de cette même date, Mme Martina Knoop, directrice de recherche, est nommée directrice de la mission pour les initiatives transverses et interdisciplinaires (MITI), en remplacement de M. Stéphane Blanc, appelé à d'autres fonctions.

Article 3 – La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 14 janvier 2020

Le président-directeur général

Antoine Petit



DEC200557DERCI

Décision portant renouvellement de M. Jacques MALEVAL aux fonctions de directeur du bureau du CNRS de Tokyo au Japon (DERCI)

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit, aux fonctions de président du CNRS ;

Vu la décision DEC100148DAJ du 8 juillet 2010 portant organisation de la direction du CNRS ;

Vu la décision DEC100175DAJ du 1er octobre 2010 portant organisation de la direction de l'Europe de la recherche et de la coopération internationale (DERCI) ;

Vu la décision DEC171462DERCI du 18 mai 2017 portant nomination de M. Jacques MALEVAL aux fonctions de directeur du bureau du CNRS à Tokyo au Japon ;

DECIDE :

Art. 1er. – M. Jacques MALEVAL, ingénieur en chef de l'armement, est renouvelé dans ses fonctions de directeur du Bureau du CNRS à Tokyo au Japon, pour une durée de 2 ans et 3 mois à compter du 1er juin 2019.

Art. 2. – La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Antoine Petit



DEC200520DAJ

Décision portant nomination de Mme Béatrice Paczuszyński aux fonctions de responsable du département Outils de collaboration et patrimoine informationnel à la direction des systèmes d'information (DSI)

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC100148DAJ du 8 juillet 2010 modifiée portant organisation de la direction du CNRS ;

Vu la décision DEC100170DAJ du 1^{er} octobre 2010 modifiée portant organisation de la direction des systèmes d'information ;

Sur proposition du directeur général délégué aux ressources ;

DECIDE :

Article 1^{er}. – A compter du 1^{er} février 2020, Mme Béatrice Paczuszyński, ingénieure de recherche, est nommée aux fonctions de responsable du département Outils de collaboration et patrimoine informationnel à la DSI, en remplacement de M. René Pelfresne, admis à faire valoir ses droits à la retraite.

Article 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 13 février 2020

Le président-directeur général

Antoine Petit



DEC193282DERCI

Décision portant renouvellement de M. Srinivas-Venkatesh KAVERI aux fonctions de directeur du bureau du CNRS en INDE (DERCI)

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit, aux fonctions de président du CNRS ;

Vu la décision DEC100148DAJ du 8 juillet 2010 portant organisation de la direction du CNRS ;

Vu la décision DEC100175DAJ du 1er octobre 2010 portant organisation de la direction de l'Europe de la recherche et de la coopération internationale (DERCI) ;

Vu la décision DEC142599DAJ du 01 décembre 2014 portant nomination de M. Srinivas-Venkatesh KAVERI aux fonctions de directeur du bureau du CNRS à INDE ;

Vu la décision DEC170005DAJ du 31 janvier 2017 portant renouvellement de M. Srinivas-Venkatesh KAVERI aux fonctions de directeur du bureau du CNRS en INDE ;

Vu la décision DEC190220 du 22 janvier 2019 portant renouvellement de M. Srinivas-Venkatesh KAVERI aux fonctions de directeur du bureau du CNRS en INDE ;

DECIDE :

Art. 1^{er}. – M. Srinivas-Venkatesh KAVERI, directeur de recherche, est renouvelé dans ses fonctions de directeur du Bureau du CNRS en INDE, pour une durée de 2 ans à compter du 1^{er} septembre 2020.

Art. 2. – La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Antoine Petit



DEC200922DR01

Décision portant nomination de Mme Sandrine EL MARHOMY aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR 8003 intitulée Institut des Neurosciences Paris Saint-Pères (SPPIN)

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1er décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC181898DGDS portant création de l'unité UMR8003, intitulée " Institut des Neurosciences Paris Saint-Pères " (SPPIN) et nommant M. Martin OHEIM en qualité de directeur ;

Vu l'avis du conseil de l'UMR 8003¹ en date du 28/06/2019 ;

Considérant que **Mme Sandrine EL MARHOMY** a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par la délégation Paris A du 13 au 15 mai, puis du 12 au 14 juin 2013.

DECIDE :

Article 1^{er} : **Mme Sandrine EL MARHOMY**, TCS, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR 8003 intitulée Institut des Neurosciences Paris Saint-Pères (SPPIN) à compter du 1^{er} janvier 2019.

¹ Ou de l'instance qui en tient lieu (assemblée générale...)



Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, **Mme Sandrine EL MARHOMY** est placée sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Villejuif le 29 juillet 2019

Le directeur de l'UMR 8003
Martin OHEIM

SPPIN SAINTS-PÈRES
Paris Institute for
the Neurosciences
CNRS UMR8003
Université de Paris
45, rue des Saints-Pères
75270 PARIS Cedex 06, France


Director SPPIN

Visa de Clarisse LEFORT-DAVID, déléguée régionale CNRS Ile-de-France Villejuif



Visa de Christine CLERICI, présidente de l'Université de Paris


 **Université
de Paris**
Pour la Présidente et par délégation
Le Directeur général des services
Nicolas Jeanjean

DEC200868DR01

Décision portant nomination de M. Mehdi Jacquin aux fonctions de responsable du service patrimoine immobilier de la délégation Ile-de-France Villejuif

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC180328DAJ du 25 janvier 2018 modifiée portant délégation de signature à Mme Clarisse Lefort, déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Villejuif notamment en matière d'organisation et de fonctionnement des services ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Mehdi Jacquin, assistant ingénieur, est nommé à compter du 1^{er} septembre 2019 responsable du service patrimoine immobilier de la délégation Ile-de-France Villejuif.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Villejuif, le 1^{er} septembre 2019

Pour le président - directeur général et par délégation,
La déléguée régionale
Clarisse Lefort



DEC200833DR01

Décision portant nomination de Mme Carole Léon aux fonctions de responsable adjoint du pôle formation du Service mutualisé d'Île-de-France (IFSeM)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC180328DAJ du 25 janvier 2018 modifiée portant délégation de signature à Mme Clarisse Lefort, déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Villejuif, en matière d'organisation et de fonctionnement des services ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Mme Carole Léon, ingénieur de recherche (IR2), est nommée à compter du 1^{er} avril 2020 responsable adjointe du pôle formation du Service mutualisé d'Île-de-France (IFSeM).

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Villejuif, le 5 mars 2020

Pour le président - directeur général et par délégation,
La déléguée régionale
Clarisse Lefort



DEC200832DR01

Décision portant nomination de M. Jean-Marc Gillion aux fonctions de responsable adjoint du pôle patrimoine et logistique du Service mutualisé d'Île-de-France (IFSeM)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC180328DAJ du 25 janvier 2018 modifiée portant délégation de signature à Mme Clarisse Lefort, déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Villejuif, en matière d'organisation et de fonctionnement des services ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Jean-Marc Gillion, ingénieur de recherche (IR1), est nommé à compter du 1^{er} janvier 2020 responsable adjoint du pôle patrimoine et logistique du Service mutualisé d'Île-de-France (IFSeM).

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Villejuif, le 1^{er} janvier 2020

Pour le président - directeur général et par délégation,
La déléguée régionale
Clarisse Lefort



DEC200831DR01

Décision portant nomination de M. Jean-Philippe Castelli aux fonctions de responsable adjoint du pôle achats du Service mutualisé d'Île-de-France (IFSeM)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC180328DAJ du 25 janvier 2018 modifiée portant délégation de signature à Mme Clarisse Lefort, déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Villejuif, en matière d'organisation et de fonctionnement des services ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Jean-Philippe Castelli, ingénieur d'études de classe normale, est nommé à compter du 1^{er} janvier 2020 responsable adjoint du pôle achats du Service mutualisé d'Île-de-France (IFSeM).

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Villejuif, le 1^{er} janvier 2020

Pour le président - directeur général et par délégation,
La déléguée régionale
Clarisse Lefort



DEC193178INSHS

Décision portant nomination de Mme Sophie Vassilaki aux fonctions de directrice par intérim et de Mme Isabelle Léglise et de M. Stéfano Manfredi aux fonctions de directeurs adjoints par intérim de l'unité mixte de recherche n°8202 intitulée « Structure et Dynamique des Langues – SeDYL ».

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920520SOSI du 24 juillet 1992 modifiée portant organisation et fonctionnement des structures opérationnelles de recherche ;

Vu la décision DEC181898DGDS en date du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité mixte de recherche n° 8202 intitulée « Structure et Dynamique des Langues - SEDYL » et nommant Mme Isabelle Léglise directrice et Mme Sophie Vassilaki directrice adjointe de cette unité ;

Vu l'accord des tutelles ;

Vu le relevé de conclusions du conseil de laboratoire en date du 7 octobre 2019 ;

DECIDE :

Article 1^{er}

A compter du 1^{er} janvier 2020, Mme Sophie Vassilaki, Professeur des universités à l'Inalco, est nommée directrice par intérim et Mme Isabelle Léglise, Directrice de recherche au CNRS et M. Stéfano Manfredi, Chargé de recherche au CNRS, sont nommés directeurs adjoints par intérim de l'unité mixte de recherche n°8202, jusqu'au 31 juillet 2020.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le **27 DEC. 2019**

Le président - directeur général
Antoine Petit

Le président-directeur général

DEC200589INEE

Décision portant nomination de Mme Emmanuelle Porcher, aux fonctions de directrice par intérim de l'unité mixte de recherche UMR7204 intitulée « Centre d'Ecologie et des Sciences de la Conservation (CESCO) »

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920520SOSI du 24 juillet 1992 modifiée portant organisation et fonctionnement des structures opérationnelles de recherche ;

Vu la décision DEC181898DGDS en date du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité mixte de recherche n°7204 intitulée « Centre d'Ecologie et des Sciences de la Conservation (CESCO) » et nommant M. Romain Julliard directeur de cette unité ;

Vu l'accord des partenaires ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire ;

DECIDE :

Article 1^{er}

I. A compter du 1^{er} janvier 2020, il est mis fin aux fonctions de M. Romain Julliard, directeur de l'unité mixte de recherche susvisée, appelé à d'autres fonctions.

II. A compter de cette même date, Mme Emmanuelle Porcher, Professeur au Muséum National d'Histoire Naturelle, est nommée directrice par intérim de l'unité mixte de recherche susvisée jusqu'au 31 décembre 2020.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le président – directeur général

Antoine Petit



DEC200524DERCI

Décision portant renouvellement de la nomination de Madame Pascale MASSIANI JUPILLE aux fonctions de chargée de mission

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS);

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit, aux fonctions de président du CNRS;

Vu la décision DEC100148DAJ du 8 juillet 2010 portant organisation de la direction du CNRS;

Vu le décret n° 2003-1079 du 10 novembre 2003 relatif aux conditions d'indemnisation des chargés de mission du CNRS;

Vu l'arrêté du 10 novembre 2003 fixant le montant de l'indemnité des chargés de mission au CNRS;

Vu la décision DEC182569DERCI portant nomination de Mme Pascale MASSIANI JUPILLE aux fonctions de chargée de mission – 2018 / 2019

DECIDE :**Article 1**

Madame Pascale MASSIANI JUPILLE, Directrice de recherche en chimie au CNRS (DR2), est renouvelée dans ses fonctions de chargée de mission auprès du Directeur Général Délégué à la Science pour la Direction Europe de la Recherche et Coopération Internationale (DERCI), du 1er janvier au 31 décembre 2020.

Sa mission a pour objet le suivi de dossiers relatifs à l'Espace Européen de la Recherche. Pour l'exercice de cette mission, Madame Pascale MASSIANI JUPILLE demeure affectée au Laboratoire de Réactivité de Surface à Paris (LRS - UMR7197), Sorbonne Université - 4, place Jussieu 75252 PARIS cedex 05.

Article 2

Du 1er janvier au 31 décembre 2020, Madame Pascale MASSIANI JUPILLE percevra l'indemnité forfaitaire mensuelle prévue par l'arrêté du 10 novembre 2003 susvisé.

Article 3

La dépense sera imputée sur le compte 64641000 – subvention d'État (NA) du budget du CNRS et prise en charge par la délégation Paris Centre.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le **20 FEV. 2020**



Antoine Petit

DEC200676DR04

Décision portant nomination de Mme Julie KOLSKI aux fonctions de responsable du service des ressources humaines de la délégation Ile-de-France Gif-sur-Yvette

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC180330DAJ du 25 janvier 2018 modifiée donnant délégation de signature à Mme Marie-Hélène PAPIILLON, déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette notamment en matière d'organisation et de fonctionnement des services ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Mme Julie KOLSKI est nommée, à compter du 5 mars 2020, responsable du service des ressources humaines de la délégation Ile-de-France Gif-sur-Yvette en remplacement de Mme Émilie BOUVIER, IR, responsable par intérim du service des ressources humaines.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 25 février 2020

Pour le président - directeur général et par délégation,
La déléguée régionale
Marie-Hélène PAPIILLON



DEC200506DR04

Décision portant nomination de Mme Jacqueline LEROY aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR9010 intitulée Centre Giovanni Borelli

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC191237DGDS nommant Monsieur Nicolas VAYATIS directeur de l'unité de recherche n° UMR9010, à compter du 01/01/2020 ;

Considérant que Mme Jacqueline LEROY a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par le CNRS, du 8 au 10 février et du 8 au 10 mars 2005 ;

DECIDE :

Article 1 : Mme Jacqueline LEROY, TCE, est nommée aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR9010, à compter du 01/01/2020.

Mme Jacqueline LEROY exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n° 82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, Mme Jacqueline LEROY est placée directement sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin Officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 07/02/2020
Le directeur de l'unité
Nicolas VAYATIS

Pour le CNRS,
Visa de la déléguée régionale
Marie-Hélène PAPILLON



DEC193234INSB

Décision portant nomination de Mme Brigitte René en qualité de chargée de mission institut (CMI).

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Sur proposition du directeur de l'Institut des Sciences Biologiques ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Mme Brigitte René, chargée de recherche hors classe au CNRS, est nommée chargée de mission auprès de l'Institut des Sciences Biologiques, du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2021 pour 20 % de son temps de travail.

Ses missions ont pour objet le suivi de la section 28.


Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Paris, le 04/03/2020.

Pour le président-directeur général
et par délégation
Le Directeur Général Délégué à la Science

Alain Schuhl



DEC200547INP

Décision portant nomination de Monsieur Jérôme FAURE aux fonctions de directeur adjoint par intérim de l'unité mixte de recherche UMR7639 intitulée Laboratoire d'Optique Appliquée (LOA)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920520SOSI du 24 juillet 1992 modifiée portant organisation et fonctionnement des structures opérationnelles de recherche ;

Vu la décision DEC191237DGDS en date du 19 décembre 2019 portant création et renouvellement des unités mixtes de recherche contractualisées ;

Vu l'accord de l'Ecole Polytechnique ;

Vu l'accord de l'ENSTA Paris ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire du 27 janvier 2020.

DECIDE :

Article 1^{er}

A compter du 1^{er} janvier 2020, Monsieur Jérôme FAURE, directeur de recherche de deuxième classe au CNRS, est nommé directeur adjoint par intérim de l'unité mixte de recherche susvisée jusqu'au 31 août 2020.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 27 février 2020

Le président - directeur général
Antoine Petit



DEC200192DR05

Décision portant nomination de Mme Céline Menant aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR8174 intitulée centre d'économie de la Sorbonne.**LA DIRECTRICE,**

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision n° DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité mixte de recherche n° 8174 intitulée centre d'économie de la Sorbonne dont la directrice est Mme Agnieszka Rusinowska-Grabisch ;

Vu l'avis en conseil d'unité prévu le 18/03/2020 ;

Considérant que Mme Céline Menant a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par le CNRS du 6 au 8 novembre (1^{ère} session) et du 25 au 27 novembre 2019 (2^{ème} session) ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Céline Menant, ingénieur d'études CNRS, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité de recherche n°8174 intitulée Centre d'économie de la Sorbonne, à compter du 1^{er} décembre 2019.

Mme Céline Menant exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 de la circulaire n° MFPPF1122325C susvisés.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, Mme Céline Menant est placée directement sous l'autorité de la directrice d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Meudon, le 22 janvier 2020

La Directrice de l'unité
Agnieszka Rusinowska-Grabisch

Visa du délégué régional du CNRS

Visa du président de l'Université Paris 1
Panthéon-Sorbonne (ou de son délégataire)



DEC200837DR05

Décision portant nomination de M. Pascal Simier aux fonctions de responsable du service logistique et technique de la délégation Ile-de-France Meudon

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC181614DAJ du 14 juin 2018 donnant délégation de signature à M. Philippe Cavelier, délégué régional pour la circonscription Ile-de-France Meudon notamment en matière d'organisation et de fonctionnement des services ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Pascal Simier, Ingénieur de recherche de 1^{ère} classe, est nommé, à compter du 2 mars 2020, responsable du service logistique et technique de la délégation Ile-de-France Meudon en remplacement de M. Bernard Souty.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Meudon, le 2 mars 2020

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Philippe Cavelier



DEC200763DR06

Décision portant cessation de fonctions de M. Laurent Petrini, assistant de prévention (AP) au sein de l'unité UMR6174 intitulée FEMTO-ST

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC140435DR06 du 28 janvier 2014 portant nomination de M. Laurent Petrini aux fonctions d'assistant de prévention de l'UMR6174,

DECIDE :

Article 1^{er} :

Il est mis fin aux fonctions d'assistant(e) de prévention (AP) exercées par M. Laurent Petrini dans l'unité du CNRS n°6174 à compter du 31/12/2019.

Article 2 :

La présente décision sera publiée au Bulletin Officiel du CNRS.

Fait à Besançon, le 17/12/2019

Le directeur de l'unité,
Laurent Larger

Visa de la déléguée régionale du CNRS
Edwige Helmer-Laurent



DEC200597DR06

Décision portant nomination de M. Anthony Dumontet, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR6298 intitulée ARTEHIS.

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC161216DGDS du 16/12/2016 portant création et renouvellement de l'unité UMR6298, intitulée ARTEHIS, dont le directeur est Mme Sabine Lefebvre ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Centre-Est ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Anthony Dumontet, Assistant Ingénieur, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information de l'unité UMR6298 intitulée Artehis à compter du 17 février 2020.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Vandœuvre-lès-Nancy, le 17 février 2020.

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le Directeur d'unité
Sabine LEFEBVRE



DEC200555DR06

Décision portant nomination de M. Julien Pergaud, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information adjoint (CSSI) de l'unité UMR6282 intitulée Biogéosciences.

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC161216DGDS du 16/12/2016 portant création et renouvellement de l'unité UMR6282, intitulée Biogéosciences, dont le directeur est M. Emmanuel Fara ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Centre-Est ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Julien Pergaud, Ingénieur d'études, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information adjoint de l'unité UMR6282 intitulée Biogéosciences à compter du 10 février 2020.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Vandœuvre-lès-Nancy, le 10 février 2020.

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le Directeur d'unité
Emmanuel FARA



DECDEC191222DIST

Décision portant nomination de Mme Christine Weil-Miko aux fonctions de chargée de mission

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret n° 2003-1079 du 10 novembre 2003 relatif aux conditions d'indemnisation des chargés de mission du CNRS ;

Vu l'arrêté du 10 novembre 2003 fixant le montant de l'indemnité des chargés de mission au CNRS ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Mme Christine Weil-Miko, IR1, affectée à l'INIST (UPS 76), est nommée chargée de mission auprès du président-directeur général pour la Direction de l'information scientifique et technique, du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre.

Sa mission a pour objet les négociations et les acquisitions de ressources numériques nationales.

Pour l'exercice de cette mission, Mme Christine Weil-Miko demeure affectée à l'INIST à Vandoeuvre les Nancy (54).

Article 2

Du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019, Mme Christine Weil-Miko, percevra l'indemnité forfaitaire mensuelle prévue par l'arrêté du 10 novembre 2003 susvisé.

Article 3

La dépense sera imputée sur le compte 64641000 – subvention d'Etat (NA) du budget du CNRS et prise en charge par la délégation Centre-Est.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le président-directeur général
Antoine Petit

DEC192400DR07

Décision portant nomination de M. Saïd TBATOU aux fonctions de personne compétente en radioprotection de l'UMR5822 intitulée "Institut de Physique des 2 Infinis de Lyon"**LA DIRECTRICE,**

Vu le décret n°82-453 modifié du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu les articles R. 4451-103 et suivants du code du travail ;

Vu l'arrêté du 6 décembre 2013 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation ;

Vu l'instruction n°122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

[Le cas échéant insérer] **Vu** l'instruction de l'établissement partenaire en matière de santé et sécurité au travail ;

Vu la décision n°DEC151290DGDS du 18 décembre 2015 portant renouvellement de l'UMR5822 intitulé « Institut de Physique des 2 Infinis de Lyon »

Vu la décision n° DEC181999IN2P3 du 23 Aout 2018 nommant **Mme Anne EALET** directrice de l'UMR5822 intitulée « Institut de Physique des 2 Infinis de Lyon » ;

Vu le certificat de formation de personne compétente en radioprotection niveau 2 dans le secteur industrie option « *sources radioactives non scellées* » délivré à **M. Saïd TBATOU** le 19 juin 2019 par **APAVE Formation** ;

Vu l'avis du comité, du conseil de laboratoire

DECIDE :**Article 1er : Nomination**

M. Saïd TBATOU, ingénieur en techniques expérimentales, est nommé personne compétente en radioprotection pour une durée de 5 ans à compter du 19/06/2019.

Article 2 : Missions¹

M. Saïd TBATOU exerce les missions prévues aux articles R. 4451-110 et suivants du code du travail.

Article 3 : Communication obligatoire

L'identité et les coordonnées de **M. Saïd TBATOU** sont portées à la connaissance de chaque personnel qui pourrait intervenir en zone contrôlée ou en zone surveillée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Lyon, le 04 septembre 2019

La directrice d'unité

Visa du délégué régional du CNRS

Visa du président de l'UCBL

¹ [Dans le cas où l'unité dispose d'un service de radioprotection, indiquer les relations de la PCR avec ce service. Le détail des missions, du temps et des moyens mis à la disposition de la PCR sont à préciser dans une annexe. Si plusieurs PCR sont désignées, l'étendue de leurs missions respectives est à préciser]

DEC191561DR07

Décision portant nomination de M. Vincent DOLIQUE aux fonctions d'assistant de prévention au sein de de l'UMR5672 intitulée « Laboratoire de Physique de l'ENS de Lyon »

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision n° **DEC151290DGDS** portant renouvellement de l'unité mixte n° **UMR5672** intitulée « **Laboratoire de physique de l'ENS de Lyon** » et nommant **Monsieur Thierry DAUXOIS** en qualité de directeur ;

Vu l'avis du conseil de l'UMR5672 en date du **20 juin 2019** ;

Considérant que **M. Vincent DOLIQUE** a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par la **délégation Rhône Auvergne du CNRS** les **28 et 29 mars 2019** et du **08 au 10 avril 2019**.

DECIDE :

Article 1^{er} : **M. Vincent DOLIQUE**, *ingénieur de recherche* est nommé aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'**UMR5672** intitulée « **Laboratoire de physique de l'ENS de Lyon** », à compter du **01 juillet 2019**.

M. Vincent DOLIQUE exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, **M. Vincent DOLIQUE** est placé directement sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.


Fait à Lyon, le 20 juin 2019

Le directeur de l'unité

Visa du président de l'UCBL 1

Visa du président de l'ENS

Visa du délégué régional du CNRS



DEC200563DR07

Décision portant nomination du régisseur et du mandataire suppléant auprès de la régie d'avances
auprès de l'UMR 5824 GATE Groupe d'analyse et de Théorie économique Lyon St Etienne

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu, le code pénal, notamment l'article 432-10,

Vu, le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS),

Vu, le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu, le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment ses articles 22 et 190,

Vu, le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Vu, le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique,

Vu, le décret n° 2019-798 du 26 juillet 2019 relatif aux régies de recettes et d'avances des organismes publics,

Vu, l'arrêté du 28 mai 1993 modifié, relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,

Vu, l'arrêté du 27 décembre 2001 modifié relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes,

Vu, l'arrêté du 3 décembre 2019 relatif aux conditions dans lesquelles les ordonnateurs d'organismes publics nationaux peuvent instituer des régies d'avances et de recettes,

Vu, la décision n° 040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS,

Vu, la décision n° 100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir du président conférant la qualité d'ordonnateur secondaire aux délégués régionaux,

Vu, la décision n° DEC123054DAJ du 21/12/2012 portant nomination de M. Frédéric FAURE aux fonctions de Délégué régional pour la circonscription de Rhône-Auvergne,

Vu, la décision n° DEC170787DR07 du 24/02/2017 modifiée portant institution d'une régie d'avance auprès de l'UMR 5824 GATE et nomination du régisseur titulaire et du régisseur suppléant,

Vu la décision n°DEC182421DR07 du 28/08/2018 modifiée portant modification d'une régie d'avances auprès de l'UMR5824 GATE Groupe d'analyse et de théorie économique Lyon - St-Etienne et nomination du régisseur titulaire et du régisseur suppléant »,

VU la décision n°DEC182842DR07 du 26/10/2018 portant rectification d'une erreur de transcription dans les décisions n°DEC170787DR07 du 24/02/2017 et DEC182421DR07 du 20/08/2018 relatives à la régie d'avance auprès de l'UMR 5824 GATE et nomination du régisseur titulaire et du régisseur suppléant,

Vu, la décision n°DEC200562DR07 du 28/02/2020 portant institution d'une régie d'avance auprès de l'UMR 5824 GATE Groupe d'analyse et de Théorie économique Lyon St Etienne,

DECIDE :

Article 1^{er}

Mme Marie Claire VILLEVAL est nommée régisseur de la régie d'avances de l'UMR 5824 GATE Groupe d'analyse et de Théorie économique Lyon St Etienne avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans la décision de création de celle-ci.

Article 2

Mme Aude CHAPELON est nommée mandataire suppléante de Mme **Marie Claire VILLEVAL**.

La suppléance s'exerce afin d'assurer le remplacement du régisseur pour l'ensemble des opérations de la régie (en cas d'absence du régisseur titulaire) pour une durée ne pouvant excéder deux mois.

Une remise de service est organisée entre le mandataire suppléant et le régisseur à chaque départ et retour dans le service.

Article 3

- I. Le régisseur est astreint à constituer un cautionnement d'un montant de **760 €**
- II. Le mandataire suppléant est dispensé de cautionnement.

Article 4

- I. Le régisseur perçoit une indemnité de responsabilité d'un montant de **140 €**.
- II. Le mandataire suppléant ne perçoit pas d'indemnité responsabilité.
- III. Cette indemnité est réglée sur production, au service des ressources humaines de la délégation régionale, d'une décision annuelle individuelle d'attribution établie par le service financier et comptable dans des délais permettant le rattachement de la dépense à l'exercice en cours.

Article 5

Le régisseur et le mandataire suppléant sont personnellement et pécuniairement responsables de la garde et de la conservation des fonds et valeurs qu'ils recueillent ou qui leur sont avancés par l'agent comptable, du maniement des fonds et des mouvements du compte de disponibilités, de la conservation des pièces justificatives ainsi que de la tenue de la comptabilité des opérations.

Article 6

Le régisseur et le mandataire suppléant ne doivent pas percevoir de sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie, sous peine d'être constitués comptable de fait et de s'exposer aux poursuites judiciaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du code pénal.

Article 7

- I. Le régisseur peut être assisté d'autres mandataires lorsque le fonctionnement de la régie l'impose et que l'acte constitutif de la régie le prévoit.
- II. Les mandataires sont désignés par le régisseur après autorisation de l'ordonnateur. Ils sont chargés d'effectuer les opérations qui leur sont confiées par mandat par le régisseur. L'agent comptable secondaire est destinataire d'une copie des mandats délivrés.
- III. Le régisseur est responsable personnellement et pécuniairement des opérations réalisées en son nom et pour son compte par ces mandataires.
- IV. Ces mandataires ne perçoivent pas d'indemnité de responsabilité. Ils sont dispensés de cautionnement.

Article 8 – Dispositions finales

- I. Le Délégué régional et l'Agent comptable secondaire de la Délégation de Rhône-Auvergne sont chargés de l'exécution de la présente décision.
- II. La présente décision est publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 28/02/2020

Le Délégué régional,

Pour agrément, l'Agent comptable secondaire

Vu, l'Agent comptable principal

Pour acceptation,
Le régisseur

Pour acceptation,
Le mandataire suppléant

DEC200720DIST

Décision portant nomination de Mme Gabrielle Richard aux fonctions de directrice de l'unité mixte de service UMS3602 intitulée Persée

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision n° 159-87 du 2 décembre 1987 modifiée portant organisation et fonctionnement des structures opérationnelles de service ;

Vu la décision DEC152833DGDS en date du 18 décembre 2015 portant notamment renouvellement de l'unité mixte de service Persée (UMS3602) ;

Vu la décision DEC192824DIST en date du 26 novembre 2019 portant modification de l'unité mixte de service UMS3602 Persée ;

Vu la décision DEC200466DIST en date du 14 février 2020 portant cessation de fonctions et nomination de M. Thierry Dauxois, directeur par intérim de l'unité mixte de service [UMS3602] intitulée Persée ;

Vu l'accord du partenaire ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire ;

DECIDE :

Article 1^{er}

A compter du 1^{er} mars 2020, il est mis fin aux fonctions de M. Thierry Dauxois, directeur par intérim de l'unité mixte de service UMS3602 – Persée.

Article 2

A compter de cette même date, Mme Gabrielle Richard, Conservatrice des bibliothèques, est nommée directrice de l'unité mixte de service UMS3602 – Persée, pour la durée fixée dans la décision DEC152833DGDS portant renouvellement de ladite unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le président - directeur général
Antoine Petit



DEC193043INSIS

Décision portant nomination de M. Stéphane BILA aux fonctions de directeur de l'unité mixte de recherche UMR7252 intitulée XLIM.

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920520SOSI du 24 juillet 1992 modifiée portant organisation et fonctionnement des structures opérationnelles de recherche ;

Vu la décision DEC171276DGDS en date du 21 décembre 2017 portant renouvellement de l'unité mixte de recherche n°7252 intitulée XLIM et nommant M. Dominique BAILLARGEAT directeur de cette unité ;

Vu la décision DEC192065INSIS en date du 27 août 2019 portant nomination de M. Stéphane BILA aux fonctions de directeur par intérim de l'unité mixte de recherche UMR7252 intitulée XLIM ;

Vu l'avis émis par les instances compétentes du Comité national de la recherche scientifique ;

Vu l'accord du partenaire ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire ;

DECIDE :

Article 1^{er}

A compter du 1^{er} janvier 2020, M. Stéphane BILA, directeur de recherche du CNRS, est nommé directeur de l'unité mixte de recherche susvisée, pour la durée fixée dans la décision DEC171276DGDS portant renouvellement de l'unité UMR7252 intitulée XLIM.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 20 décembre 2019

Le président - directeur général
Antoine Petit



DEC193144INSIS

Décision portant nomination de Mme Sophie BRASSELET aux fonctions de directrice par intérim de l'unité mixte de recherche UMR7249 intitulée Institut Fresnel.

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920520SOSI du 24 juillet 1992 modifiée portant organisation et fonctionnement des structures opérationnelles de recherche ;

Vu la décision DEC171276DGDS en date du 21 décembre 2017 portant renouvellement de l'unité mixte de recherche n°7249 intitulée Institut Fresnel et nommant M. Stefan ENOCH directeur de cette unité ;

Vu l'accord des partenaires ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire ;

DECIDE :

Article 1^{er}

A compter du 1^{er} janvier 2020, Mme Sophie BRASSELET, directrice de recherche du CNRS, est nommée directrice par intérim de l'unité mixte de recherche susvisée, jusqu'au 1^{er} août 2020, en remplacement de M. Stefan ENOCH, démissionnaire.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le président - directeur général
Antoine Petit



DEC193045INSU

Décision portant nomination de Monsieur Philippe CHOLER aux fonctions de chargé de mission institut (CMI).

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de Président du Centre national de la recherche scientifique ;

Sur proposition du directeur de l'Institut National des Sciences de l'Univers (INSU) ;

DECIDE :**Article 1^{er}**

Monsieur Philippe CHOLER, Directeur de recherche 2^{ème} classe, est nommé chargé de mission institut (CMI) auprès de l'Institut National des Sciences de l'Univers (INSU) et de l'Institut Ecologie et Environnement (INEE), à compter du 01/01/2020 au 31/12/2021 pour 50% (25% INSU et 25% INEE) de son temps de travail.

Sa mission a pour objet d'assurer l'animation de la communauté scientifique française, au CNRS et au-delà, et assurer une représentation active dans le groupe de pilotage européen de eLTER-RI.

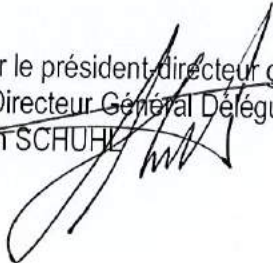
Pour l'exercice de cette mission, Monsieur Philippe CHOLER demeure affecté au « LABORATOIRE D'ECOLOGIE ALPINE » (UMR5553 – LECA), Université Grenoble Alpes, Bâtiment D –Biologie – 2233 rue de la Piscine, 38041 GRENOBLE.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le **13 JAN. 2020**

Pour le président-directeur général et par délégation
Le Directeur Général Délégué à la Science
Atain SCHUHL



DEC193025INSU

Décision portant nomination de Madame Helle PEDERSEN aux fonctions de chargée de mission institut (CMI) – INSU.

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de Président du Centre national de la recherche scientifique ;

Sur proposition du directeur de l'Institut National des Sciences de l'Univers (INSU) ;

DECIDE :**Article 1^{er}**

Madame Helle PEDERSEN, Physicienne de 2^{ème} classe, est nommée chargée de mission institut (CMI) auprès de l'Institut National des Sciences de l'Univers (INSU), à compter du 01/01/2020 au 31/12/2021 pour 25% de son temps de travail.

Sa mission a pour objet le suivi et la coordination de l'infrastructure de Recherche EPOS-Fr et son portage au niveau européen au travers de l'Infrastructure de recherche EPOS-ERIC.

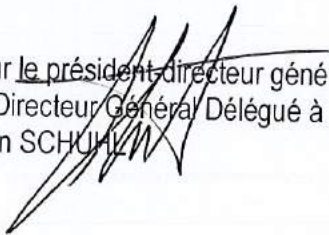
Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

22 JAN. 2020

Pour le président directeur général et par délégation
Le Directeur Général Délégué à la Science
Alain SCHUHL



DEC192532DR11

Décision portant nomination de Mme Evelyne Garçon aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR5821 intitulée Laboratoire de Physique Subatomique et de cosmologie (LPSC).

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision n° DEC AAAAAAAA portant renouvellement de l'unité mixte n° 5821 intitulée Laboratoire de Physique Subatomique & Cosmologie et nommant M. Arnaud Lucotte en qualité de directeur ;

Vu l'avis du conseil de l'UMR 5821¹ en date du 30 / 09 / 2019 ;

Considérant que Mme Evelyne Garçon a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée à l'INRA Bordeaux-Aquitaine du 24 au 26 Juin 2019 et à l'INSERM Nouvelle Aquitaine du 23 au 25 Septembre 2019.

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Evelyne Garçon, *Assistant Ingénieur*, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR 5821 intitulée Laboratoire de Physique Subatomique & Cosmologie, à compter du 01/10/2019.

Mme Evelyne Garçon exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, Mme Garçon, est placé(e) sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Grenoble, le 15/01/2020

Le directeur de l'unité



Visa du délégué régional du CNRS



Visa des partenaires (si nécessaire)

Pour le Président et par délégation
Le Directeur de la Prévention des Risques
Jean-Luc LACROIX

¹ Ou de l'instance qui en tient lieu (assemblée générale)

DEC200750DR12

Décision portant nomination de M. Eric ROLLEE, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7288 intitulée Institut de Biologie du Développement de Marseille

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité UMR7288, intitulée Institut de Biologie du Développement de Marseille, dont le directeur est M. Andre LE BIVIC;

Vu la décision DEC191589INSB en date du 26 juin 2019 portant nomination de M. Laurent Kodjabachian aux fonctions de directeur de l'unité mixte de recherche n°7288 intitulée «Institut de Biologie du Développement de Marseille» ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Provence et Corse;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Eric ROLLEE, assistant ingénieur, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information de l'unité UMR7288 à compter du 1^{er} janvier 2020.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Marseille, le 04/03/2020

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le directeur d'unité
Laurent KODJABACHIAN



DEC200751DR12

Décision portant nomination de M. Armand ROTEREAU, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité FR3098 intitulée Ecosystèmes Continentaux et Risques Environnementaux

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC171283DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité FR3098, intitulée Ecosystèmes Continentaux et Risques Environnementaux, dont le directeur est M. Thierry HEULIN;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Provence et Corse;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Armand ROTEREAU, ingénieur d'études classe normale, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information de l'unité FR3098 à compter du 1^{er} janvier 2020.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Marseille, le 04/03/2020

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le directeur d'unité
Thierry HEULIN



DEC200752DR12

Décision portant nomination de M. Jean-Marc SANTONI, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7346 intitulée Centre de physique des particules de Marseille

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité UMR7346, intitulée Centre de physique des particules de Marseille, dont le directeur est M. Cristinel DIACONU ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Provence et Corse ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Jean-Marc SANTONI, ingénieur d'études hors classe, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information de l'unité UMR7346 à compter du 1^{er} janvier 2020.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Marseille, le 04/03/2020

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le directeur d'unité
Cristinel DIACONU



DEC200753DR12

Décision portant nomination de M. Didier SIRI, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7273 intitulée Institut de Chimie Radicalaire

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité UMR7273, intitulée Institut de Chimie Radicalaire, dont le directeur est M. Didier GIGMES ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Provence et Corse ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Didier SIRI, professeur des universités 2ème classe, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information de l'unité UMR7273 à compter du 1er janvier 2020.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Marseille, le 05/03/2020

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le directeur d'unité
Didier GIGMES



DEC200755DR12

Décision portant nomination de M. Bruno VINCENDON, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7031 intitulée Laboratoire de mécanique et d'acoustique

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 portant création de l'unité UMR7031, intitulée Laboratoire de mécanique et d'acoustique, dont le directeur est M. Dominique EYHERAMENDY ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Provence et Corse ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Bruno VINCENDON, ingénieur d'études hors classe, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information de l'unité UMR7031 à compter du 1^{er} janvier 2020.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Marseille, le 06/03/2020

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le directeur d'unité
Dominique EYHERAMENDY



DEC200756DR12

Décision portant nomination de Mme Emilie VOLPI, aux fonctions de chargée de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité FR3621 intitulée Agorantic Cultures, Patrimoines et Sociétés Numériques

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC171283DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité FR3621, intitulée Agorantic Cultures, Patrimoines et Sociétés Numériques, dont le directeur est M. Eric TRIQUET ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Provence et Corse ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Mme Emilie VOLPI, ingénieur d'études classe normale, est nommée chargée de sécurité des systèmes d'information de l'unité FR3621 à compter du 1^{er} janvier 2020.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Marseille, le 03/03/2020

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le directeur d'unité
Eric TRIQUET



DEC200760DR12

Décision portant nomination de M. Didier ZEVACO, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7330 intitulée Centre européen de recherche et d'enseignement de géosciences de l'environnement

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité UMR7330, intitulée Centre européen de recherche et d'enseignement de géosciences de l'environnement, dont le directeur est M. Olivier BELLIER;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Provence et Corse;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Didier ZEVACO, technicien classe normale, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information de l'unité UMR7330 à compter du 1^{er} janvier 2020.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Marseille, le 09/03/2020

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le directeur d'unité
Olivier BELLIER



DEC 200595 DR12

Décision portant nomination du régisseur et du mandataire suppléant auprès de la régie de recettes et d'avances de l'UMS 3470 Pythéas -Département Observatoire de Haute Provence- désigné « OHP »

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu, le code pénal, notamment l'article 432-10,

Vu, le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS),

Vu, le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu, le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment ses articles 22 et 190,

Vu, le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Vu, le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique,

Vu, le décret n° 2019-798 du 26 juillet 2019 relatif aux régies de recettes et d'avances des organismes publics,

Vu, l'arrêté du 28 mai 1993 modifié, relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,

Vu, l'arrêté du 27 décembre 2001 modifié relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes,

Vu, l'arrêté du 3 décembre 2019 relatif aux conditions dans lesquelles les ordonnateurs d'organismes publics nationaux peuvent instituer des régies d'avances et de recettes,

Vu, la décision du 23 janvier 1976, instituant la régie de recettes et d'avances de *l'UMS 3470 Pythéas -Département Observatoire de Haute Provence- désigné « OHP »* une régie d'avance et de recettes.

Vu, la décision n° 040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS,

Vu, la décision n° 100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir du président conférant la qualité d'ordonnateur secondaire aux délégués régionaux,

Vu, la décision n° DEC180756DAJ du 22/02/2018 portant nomination de Mme Ghislaine Gibello aux fonctions de Déléguée régionale pour la circonscription de Provence et Corse,

DECIDE :

Article 1^{er}



Mme Nathalie BRESSAND¹ est nommée régisseur de la régie de recettes et d'avances de *l'UMS 3470 Pythéas -Département Observatoire de Haute Provence désigné « OHP »* avec pour mission d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans la décision de création de celle-ci.

Article 2

Mme² Anne Marie GALLIANO est nommée mandataire suppléante de Mme Nathalie BRESSAND.

La suppléance s'exerce afin d'assurer le remplacement du régisseur pour l'ensemble des opérations de la régie (en cas d'absence du régisseur titulaire) pour une durée ne pouvant excéder deux mois.

Une remise de service² est organisée entre le mandataire suppléant et le régisseur à chaque départ et retour dans le service³.

Article 3

- I. Le régisseur est astreint à constituer un cautionnement d'un montant de 760 €.
- II. Le mandataire suppléant est dispensé cautionnement⁴.

Article 4

- I. Le régisseur ne perçoit pas d'indemnité de responsabilité.
L'indemnisation du régisseur fait partie intégrante des éléments de rémunération liés à une sujétion particulière et ne peut donc se cumuler avec le RIFSEEP
- II. Le mandataire suppléant ne perçoit pas d'indemnité responsabilité.
- III. Cette indemnité est réglée sur production, au service des ressources humaines de la délégation régionale, d'une décision annuelle individuelle d'attribution⁵ établie par le service financier et comptable dans des délais permettant le rattachement de la dépense à l'exercice en cours.

Article 5

Le régisseur et le mandataire suppléant sont personnellement et pécuniairement responsables de la garde et de la conservation des fonds et valeurs qu'ils recueillent ou qui leur sont avancés par l'agent comptable, du maniement des fonds et des mouvements du compte de disponibilités, de la conservation des pièces justificatives ainsi que de la tenue de la comptabilité des opérations.

Article 6

Le régisseur et le mandataire suppléant ne doivent pas percevoir de sommes pour des produits autres que ceux énumérés dans l'acte constitutif de la régie, sous peine d'être constitués comptable de fait et de s'exposer aux poursuites judiciaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du code pénal.

¹ Nom, prénom et s'il s'agit d'un fonctionnaire titulaire, corps d'appartenance.

² Cette remise de service se déroule « dans un cadre allégé lors de la suppléance » (cf. Fiche DGFIP de présentation du décret n° 2019-798 du 26/07/2019 § 1.3).

³ Art. 3 du décret n° 2019-798 du 26/07/2019.

⁴ Cf. Art. 6 -I du décret n° 2019-798 du 26/07/2019.

⁵ Modèle disponible dans Doc'utiles

Article 7

- I. Le régisseur peut être assisté d'autres mandataires lorsque le fonctionnement de la régie l'impose et que l'acte constitutif de la régie le prévoit⁶.
- II. Les mandataires sont désignés par le régisseur après autorisation de l'ordonnateur. Ils sont chargés d'effectuer les opérations qui leur sont confiées par mandat par le régisseur. L'agent comptable secondaire est destinataire d'une copie des mandats délivrés.
- III. Le régisseur est responsable personnellement et pécuniairement des opérations réalisées en son nom et pour son compte par ces mandataires.
- IV. Ces mandataires ne perçoivent pas d'indemnité de responsabilité. Ils sont dispensés de cautionnement.

Article 8 – Abrogation

Les décisions des 23/01/1976, 13/08/1980, 20/01/2016 et 20/06/2019 portant nomination du régisseur et du mandataire suppléant de la régie d'avances et de recettes auprès de *l'UMS 3470 Pythéas -Département Observatoire de Haute Provence-désigné « OHP »* sont abrogées.

Article 9 – Dispositions finales

- I. La Déléguée régionale et l'Agent comptable secondaire de la Délégation de Provence et Corse sont chargés de l'exécution de la présente décision.
- II. La présente décision est publiée au Bulletin officiel du CNRS⁷.

Fait à Marseille, le 20/02/2020

La Déléguée régionale ⁸,

Pour agrément, l'Agent comptable secondaire

Vu, l'Agent comptable principal

⁶ cf. article 6 du décret n° 2019-798 du 26/07/2019.

⁷ En application de la décision n° DEC100220DAJ du 04/11/2010 (à consulter sur Doc'Utiles), cette décision est publiée au Bulletin Officiel du CNRS. Pour plus d'information, se reporter à l'aide en ligne, dans le menu de droite > aide producteurs.

⁸ Nom, prénom du signataire.



Pour acceptation,
Le régisseur

Pour acceptation,
Le mandataire suppléant



DEC200699DR12

Décision portant nomination de M. Frédéric AUGIER, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7325 intitulée Centre Interdisciplinaire de Nanoscience de Marseille

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité UMR7325, intitulée Centre Interdisciplinaire de Nanoscience de Marseille, dont le directeur est M. Pierre MULLER;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Provence et Corse;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Frédéric AUGIER, ingénieur d'études hors classe, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information de l'unité UMR7325 à compter du 1^{er} janvier 2020.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Marseille, le 26/02/2020

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le directeur d'unité
Pierre MULLER



DEC200700DR12

Décision portant nomination de M. Djelani BABA, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7280 intitulée Centre d'immunologie de Marseille-Luminy

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité UMR7280, intitulée Centre d'immunologie de Marseille-Luminy, dont le directeur est M. Philippe PIERRE;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Provence et Corse;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Djelani BABA, ingénieur de recherche 1ère classe, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information de l'unité UMR7280 à compter du 1er janvier 2020.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Marseille, le 27/02/2020

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le directeur d'unité
Philippe PIERRE



DEC200701DR12

Décision portant nomination de M. Pascal BENISTANT, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR3495 intitulée Modèles et simulations pour l'Architecture et le Patrimoine

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité UMR3495, intitulée Modèles et simulations pour l'Architecture et le Patrimoine, dont le directeur est M. Livio DE LUCA;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Provence et Corse;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Pascal BENISTANT, ingénieur d'études hors classe, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information de l'unité UMR3495 à compter du 1^{er} janvier 2020.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Marseille, le 28/02/2020

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le directeur d'unité
Livio DE LUCA



DEC200702DR12

Décision portant nomination de M. Manuel BERTRAND, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7020 intitulée Laboratoire d'Informatique et Systèmes

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 portant création de l'unité UMR7020, intitulée Laboratoire d'Informatique et Systèmes, dont le directeur est M. Mustapha OULADSINE ;

Vu la décision DEC192969INS2I en date du 12 décembre 2019 portant cessation de fonctions et nomination de M. Frédéric Bechet, directeur par intérim, et M. Eric Busvelle, directeur adjoint par intérim, de l'unité mixte de recherche UMR7020 intitulée Laboratoire d'Informatique et Systèmes (LIS) ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Provence et Corse ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Manuel BERTRAND, ingénieur d'études hors classe, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information de l'unité UMR7020 à compter du 1^{er} janvier 2020.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Marseille, le 03/03/2020

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le directeur d'unité par intérim
Frédéric BECHET



DEC200703DR12

Décision portant nomination de Mme Emmanuelle BILLON, aux fonctions de chargée de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7265 intitulée Institut Biosciences et Biotechnologie d'Aix- Marseille

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 23 avril 2018 approuvant le renouvellement de l'unité UMR7265, intitulée BIOLOGIE VEGETALE ET MICROBIOLOGIE ENVIRONNEMENTALE, dont le directeur est M. Pierre CHAGVARDIEFF ;

Vu la décision DEC181954INSB en date du 11 juillet 2018 portant nomination de M. David Pignol aux fonctions de directeur de l'unité mixte de recherche n°7265 intitulée «Institut Biosciences et Biotechnologie d'Aix- Marseille» ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Provence et Corse;

DECIDE :

Article 1^{er}

Mme Emmanuelle BILLON, ingénieur d'études 2ème classe, est nommée chargée de sécurité des systèmes d'information de l'unité UMR7265 à compter du 1er janvier 2020.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Marseille, le 02/03/2020

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le directeur d'unité
David PIGNOL



DEC200707DR12

Décision portant nomination de M. Cyril BLANPAIN, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMS3470 intitulée OSU Institut PYTHEAS

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC171285DGDS du 21 décembre 2018 approuvant le renouvellement de l'unité UMS3470, intitulée OSU Institut PYTHEAS, dont le directeur est M. Bruno HAMELIN;

Vu la décision DEC181575INSU en date du 23 mai 2018 portant cessation de fonction de Bruno HAMELIN et nomination de Nicolas THOUVENY aux fonctions de DU de l'Observatoire des Sciences de l'Univers - Institut Pythéas (UMS3470). ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Provence et Corse;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Cyril BLANPAIN, ingénieur de recherche 1ère classe, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information de l'unité UMS3470 à compter du 1er janvier 2020.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Marseille, le 03/03/2020

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le directeur d'unité
Nicolas THOUVENY



DEC200709DR12

Décision portant nomination de M. Olivier CHABROL, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7373 intitulée Institut de Mathématiques de Marseille

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité UMR7373, intitulée Institut de Mathématiques de Marseille, dont le directeur est M. Pascal HUBERT ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Provence et Corse ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Olivier CHABROL, ingénieur d'études 2ème classe, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information de l'unité UMR7373 à compter du 1er janvier 2020.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Marseille, le 28/02/2020

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le directeur d'unité
Pascal HUBERT



DEC200711DR12

Décision portant nomination de Mme Marie Goretti DEJEAN DE LA BATIE, aux fonctions de chargée de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMS822 intitulée Centre international de rencontres mathématiques

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC173302DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité UMS822, intitulée Centre international de rencontres mathématiques, dont le directeur est M. Patrick FOULON;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Provence et Corse;

DECIDE :

Article 1^{er}

Mme Marie Goretti DEJEAN DE LA BATIE, ingénieur d'études classe normale, est nommée chargée de sécurité des systèmes d'information de l'unité UMS822 à compter du 1^{er} janvier 2020.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Marseille, le 28/02/2020

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le directeur d'unité
Patrick FOULON



DEC200727DR12

Décision portant nomination de M. Antoine CAMPANA, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR6134 intitulée Sciences Pour l'Environnement

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité UMR6134, intitulée Sciences Pour l'Environnement, dont le directeur est M. Paul Antoine SANTONI;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Provence et Corse;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Antoine CAMPANA, ingénieur d'études hors classe, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information de l'unité UMR6134 à compter du 1^{er} janvier 2020.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Marseille, le 02/03/2020

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le directeur d'unité
Paul Antoine SANTONI



DEC200731DR12

Décision portant nomination de M. Stéphane DJAOUI, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7246 intitulée Matériaux Divisés, Interfaces, Réactivité, Electrochimie

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité UMR7246, intitulée Matériaux Divisés, Interfaces, Réactivité, Electrochimie, dont le directeur est M. Pascal BOULET ;

Vu la décision DEC191087INC en date du 29 avril 2019 portant cessation de fonctions de M. Pascal Boulet et nomination de M. Renaud Denoyel, directeur par intérim de l'unité mixte de recherche (UMR7246) intitulée «Matériaux Divisés, Interfaces, Réactivité, Electrochimie (MADIREL)» ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Provence et Corse ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Stéphane DJAOUI, ingénieur d'études classe normale, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information de l'unité UMR7246 à compter du 1^{er} janvier 2020.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Marseille, le 02/03/2020

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le directeur d'unité par intérim
Renaud DENOYEL



DEC200732DR12

Décision portant nomination de M. Stéphane DUFAU, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7290 intitulée Laboratoire de psychologie cognitive

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité UMR7290, intitulée Laboratoire de psychologie cognitive, dont le directeur est M. Johannes ZIEGLER;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Provence et Corse;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Stéphane DUFAU, ingénieur de recherche 1ère classe, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information de l'unité UMR7290 à compter du 1er janvier 2020.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Marseille, le 02/03/2020

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le directeur d'unité
Johannes ZIEGLER



DEC200733DR12

Décision portant nomination de M. Thomas FENOUILLET, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7326 intitulée Laboratoire d'Astrophysique de Marseille

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité UMR7326, intitulée Laboratoire d'Astrophysique de Marseille, dont le directeur est M. Jean-Luc BEUZIT ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Provence et Corse ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Thomas FENOUILLET, ingénieur de recherche 2^{ème} classe, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information de l'unité UMR7326 à compter du 1^{er} janvier 2020.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Marseille, le 02/03/2020

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le directeur d'unité
Jean-Luc BEUZIT



DEC200734DR12

Décision portant nomination de M. Frédéric FORESTIER, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7249 intitulée Institut Fresnel

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité UMR7249, intitulée Institut Fresnel, dont le directeur est M. Stefan ENOCH;

Vu la décision DEC193144INSIS en date du 20 décembre 2019 portant nomination de Mme Sophie BRASSELET aux fonctions de directrice par intérim de l'unité mixte de recherche UMR7249 intitulée Institut Fresnel ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Provence et Corse;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Frédéric FORESTIER, ingénieur de recherche 1^{ère} classe, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information de l'unité UMR7249 à compter du 1^{er} janvier 2020.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Marseille, le 02/03/2020

Pour le président - directeur général et par délégation,
La directrice d'unité par intérim
Sophie BRASSELET



DEC200737DR12

Décision portant nomination de M. Jörg HERMANN, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7341 intitulée Laboratoire lasers, plasmas et procédés photoniques

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité UMR7341, intitulée Laboratoire lasers, plasmas et procédés photoniques, dont le directeur est M. Philippe DELAPORTE;

Vu la décision DEC193174INSIS en date du 20 décembre 2019 portant cessation de fonction et nomination de M. Olivier UTEZA aux fonctions de directeur de l'unité mixte de recherche UMR7341 intitulée «Laboratoire lasers, plasmas et procédés photoniques (LP3)» ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Provence et Corse;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Jörg HERMANN, directeur de recherche 2ème classe, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information de l'unité UMR7341 à compter du 1er janvier 2020.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Marseille, le 03/03/2020

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le directeur d'unité
Olivier UTEZA



DEC200741DR12

Décision portant nomination de Mme Nathalie MASIA, aux fonctions de chargée de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7287 intitulée Institut des sciences du mouvement - Etienne-Jules Marey

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité UMR7287, intitulée Institut des sciences du mouvement - Etienne-Jules Marey, dont le directeur est M. Eric BERTON;

Vu la décision DEC193056INSB en date du 16 décembre 2019 portant nomination de Mme Martine Pithioux aux fonctions de directrice de l'unité mixte de recherche n°7287 intitulée «Institut des sciences du mouvement - Etienne-Jules Marey» ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Provence et Corse;

DECIDE :

Article 1^{er}

Mme Nathalie MASIA, ingénieur d'études hors classe, est nommée chargée de sécurité des systèmes d'information de l'unité UMR7287 à compter du 1^{er} janvier 2020.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Marseille, le 02/03/2020

Pour le président - directeur général et par délégation,
La directrice d'unité
Martine PITHIUX



DEC200742DR12

Décision portant nomination de M. Vincent MOURET, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMS3367 intitulée Centre d'immunophénomique

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC171285DGDS du 21 décembre 2018 approuvant le renouvellement de l'unité UMS3367, intitulée Centre d'immunophénomique, dont le directeur est M. Bernard MALISSEN;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Provence et Corse;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Vincent MOURET, assistant ingénieur, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information de l'unité UMS3367 à compter du 1^{er} janvier 2020.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Marseille, le 04/03/2020

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le directeur d'unité
Bernard MALISSEN



DEC200743DR12

Décision portant nomination de M. Jean-Valère NAUBRON, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité FR1739 intitulée Fédération des Sciences Chimiques de Marseille

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC171283DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité FR1739, intitulée Fédération des Sciences Chimiques de Marseille, dont le directeur est M. Stéphane VIEL ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Provence et Corse ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Jean-Valère NAUBRON, ingénieur de recherche 2^{ème} classe, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information de l'unité FR1739 à compter du 1^{er} janvier 2020.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Marseille, le 04/03/2020

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le directeur d'unité
Stéphane VIEL



DEC200744DR12

Décision portant nomination de Mme Marie-Pierre OULIE, aux fonctions de chargée de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7310 intitulée Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité UMR7310, intitulée Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman, dont le directeur est M. Richard JACQUEMOND;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Provence et Corse;

DECIDE :

Article 1^{er}

Mme Marie-Pierre OULIE, assistant ingénieur, est nommée chargée de sécurité des systèmes d'information de l'unité UMR7310 à compter du 1er janvier 2020.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Marseille, le 02/03/2020

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le directeur d'unité
Richard JACQUEMOND



DEC200746DR12

Décision portant nomination de M. Denis PATRAT, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7257 intitulée Architecture et fonction des macromolécules biologiques

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité UMR7257, intitulée Architecture et fonction des macromolécules biologiques, dont le directeur est M. Yves BOURNE;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Provence et Corse;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Denis PATRAT, technicien classe supérieure, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information de l'unité UMR7257 à compter du 1^{er} janvier 2020.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Marseille, le 04/03/2020

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le directeur d'unité
Yves BOURNE



DEC200748DR12

Décision portant nomination de M. Pascal RAGE, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR8562 intitulée Centre Norbert Elias

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 approuvant le renouvellement de l'unité UMR8562, intitulée Centre Norbert Elias, dont le directeur est M. Boris PETRIC ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Provence et Corse ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Pascal RAGE, assistant ingénieur, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information de l'unité UMR8562 à compter du 1^{er} janvier 2020.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Marseille, le 03/03/2020

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le directeur d'unité
Boris PETRIC



DEC200749DR12

Décision portant nomination de M. Frédéric RODRIGUEZ, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7342 intitulée Institut de recherche sur les phénomènes hors équilibre

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité UMR7342, intitulée Institut de recherche sur les phénomènes hors équilibre, dont le directeur est M. Stephane LE DIZES ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Provence et Corse ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Frédéric RODRIGUEZ, assistant ingénieur, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information de l'unité UMR7342 à compter du 1^{er} janvier 2020.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Marseille, le 04/03/2020

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le directeur d'unité
Stephane LE DIZES



DEC193099INSHS

Décision portant nomination de M. Tanguy Van Ypersele aux fonctions de directeur adjoint de l'unité mixte de recherche n°7316 intitulée « Aix-Marseille Sciences Economiques - AMSE » .

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920520SOSI du 24 juillet 1992 modifiée portant organisation et fonctionnement des structures opérationnelles de recherche ;

Vu la décision DEC171276DGDS en date du 21 décembre 2017 portant renouvellement de l'unité mixte de recherche n° 7316 intitulée « Aix-Marseille Sciences Economiques - AMSE » et nommant M. Alain Venditti directeur de cette unité ;

Vu l'accord des tutelles ;

Vu le compte-rendu du conseil de laboratoire en date du 3 septembre 2019 ;

Vu l'avis émis par les instances compétentes du Comité national de recherche scientifique ;

DECIDE :

Article 1^{er}

A compter du 11 juillet 2019, M. Tanguy Van Ypersele, Professeur des universités à Aix-Marseille Université, est nommé directeur adjoint de l'UMR n°7316 jusqu'au 31 décembre 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le **27 DEC. 2019**

Le président - directeur général
Antoine Petit

DEC193290INSU

Décision portant nomination de Monsieur Mehrez ZRIBI aux fonctions de directeur adjoint par intérim de l'unité mixte de recherche n°5126 intitulée « Centre d'études spatiales de la biosphère » (CESBIO).

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920520SOSI du 24 juillet 1992 modifiée portant organisation et fonctionnement des structures opérationnelles de recherche ;

Vu la décision DEC151290DGDS en date du 18 décembre 2015 portant renouvellement de l'unité mixte de recherche n°5126 intitulée « Centre d'études spatiales de la biosphère » (CESBIO) ;

Vu l'accord des tutelles ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire ;

DECIDE :

Article 1^{er}

A compter du 1^{er} décembre 2019, Monsieur Mehrez ZRIBI, Directeur de recherche 2^{ème} classe au CNRS est nommé directeur adjoint par intérim de l'unité mixte de recherche susvisée jusqu'au 31 août 2020.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

30 JAN. 2020

Le Président-Directeur Général
Antoine PETIT



DEC193039INSIS

Décision portant nomination de M. Olivier EICHWALD aux fonctions de directeur et M. Xavier ROBOAM aux fonctions de directeur adjoint de l'unité mixte de recherche UMR5213 intitulée Laboratoire Plasma et Conversion d'Energie (LAPLACE).

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920520SOSI du 24 juillet 1992 modifiée portant organisation et fonctionnement des structures opérationnelles de recherche ;

Vu la décision DEC151290DGDS en date du 18 décembre 2015 portant renouvellement de l'unité mixte de recherche n°5213 intitulée Laboratoire Plasma et Conversion d'Energie (LAPLACE) et nommant M. Thierry LEBEY directeur de cette unité ;

Vu la décision DEC192608INSIS en date du 14 octobre 2019 portant nomination de M. Olivier EICHWALD aux fonctions de directeur par intérim et M. Xavier ROBOAM aux fonctions de directeur adjoint par intérim de l'unité mixte de recherche UMR5213 intitulée Laboratoire Plasma et Conversion d'Energie (LAPLACE) ;

Vu l'avis émis par les instances compétentes du Comité national de la recherche scientifique ;

Vu l'accord des partenaires ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire ;

DECIDE :

Article 1^{er}

A compter du 1^{er} janvier 2020, M. Olivier EICHWALD, professeur des universités à l'Université Toulouse Paul Sabatier, est nommé directeur, M. Xavier ROBOAM, directeur de recherche du CNRS est nommé directeur adjoint de l'unité mixte de recherche susvisée, pour la durée fixée dans la décision DEC151290DGDS portant renouvellement de l'unité UMR5213 intitulée Laboratoire Plasma et Conversion d'Energie (LAPLACE).

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 20 décembre 2019

Le président - directeur général
Antoine Petit



DEC200428DR15

Décision portant cessation de fonctions de M. Jean-Hugues CODARBOX, assistant de prévention (AP) au sein de l'UMR5298 intitulée Laboratoire photonique, numérique et nanosciences (LP2N)

LE DIRECTEUR

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC130463DR15 du 12 février 2013 portant nomination de M. Jean-Hugues CODARBOX aux fonctions d'AP,

DECIDE :

Article 1^{er} :

Il est mis fin aux fonctions d'assistant de prévention (AP) exercées par M. Jean-Hugues CODARBOX, dans l'UMR 5298 intitulée Laboratoire photonique, numérique et nanosciences (LP2N), à compter du 1^{er} février 2020.

Article 2 :

La présente décision sera publiée au Bulletin Officiel du CNRS.

Fait à Talence, le 4 février 2020

Le directeur de l'unité

Philippe BOUYER

Visa du délégué régional du CNRS

Younis HERMES



DEC200393INSHS

Décision portant cessation de fonctions de M. Bruno Maureille et nomination de Mme Isabelle Cartron aux fonctions de directrice par intérim de la fédération de recherche n°3383 intitulée *Fédération des Sciences Archéologiques de Bordeaux (FSAB)*

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920520SOSI du 24 juillet 1992 modifiée portant organisation et fonctionnement des structures opérationnelles de recherche ;

Vu la décision DEC151296DGDS en date du 18 décembre 2015 portant renouvellement de la fédération de recherche n°3383 intitulée Fédération des Sciences Archéologiques de Bordeaux (FSAB) et nommant M. Pierre Guibert directeur de cette unité ;

Vu la décision DEC161428INSHS en date du 12 juillet 2016 portant nomination de M. Bruno Maureille aux fonctions de directeur de la FR3383 ;

Vu l'accord des co-tutelles ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Il est mis fin aux fonctions de M. Bruno Maureille, directeur de la fédération de recherche susvisée, à compter du 1^{er} février 2020.

A compter de cette même date, Mme Isabelle CARTRON, professeure des universités à l'Université Bordeaux Montaigne, est nommée directrice par intérim jusqu'au 31 juillet 2020.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 24 mars 2020



Le président - directeur général
Antoine Petit





DEC192925IN2P3

Décision portant nomination de M. Cyrille Thieffry aux fonctions de chargé de mission

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret n° 2003-1079 du 10 novembre 2003 relatif aux conditions d'indemnisation des chargés de mission du CNRS ;

Vu l'arrêté du 10 novembre 2003 fixant le montant de l'indemnité des chargés de mission au CNRS ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Cyrille Thieffry, ingénieur de recherche hors classe est nommé chargé de mission auprès du directeur général délégué à la science pour l'Institut National de Physique Nucléaire et de Physique des Particules du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2021.

Sa mission a pour objet la radioprotection et les affaires nucléaires.

Pour l'exercice de cette mission, M. Cyrille Thieffry demeure affecté à l'Institut National de Physique Nucléaire et de Physique des Particules.

Article 2

Du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2021 M. Cyrille Thieffry, percevra l'indemnité forfaitaire mensuelle prévue par l'arrêté du 10 novembre 2003 susvisé.

Article 3

La dépense sera imputée sur le compte 64641000 – subvention d'Etat (NA) du budget du CNRS et prise en charge par la délégation Paris Michel Ange.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 14/01/2020

Le Président-directeur général
Antoine Petit



DEC200448INSHS

Décision portant nomination de Mme Agnès DEBOULET aux fonctions de directrice de l'unité de service et de recherche n°3123 intitulée « Centre d'études et de documentation juridique, économique et sociale (CEDEJ) ».

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920520SOSI du 24 juillet 1992 modifiée portant organisation et fonctionnement des structures opérationnelles de recherche ;

Vu la décision DEC181915DGDS en date du 21 décembre 2018 portant prolongation de l'unité de service et recherche n°3123 intitulée « Centre d'études et de documentation juridique et sociale (CEDEJ) » ;

Vu la décision DEC192180INSHS en date du 4 septembre 2019 portant nomination de Mme Agnès DEBOULET aux fonctions de directrice par intérim de l'unité de service et de recherche n°3123 intitulée « Centre d'études et de documentation juridique, économique et sociale (CEDEJ) » ;

Vu l'accord de l'organisme partenaire ;

Vu l'avis des instances compétentes du Comité national de la recherche scientifique ;

DECIDE :

Article 1^{er}


Mme Agnès DEBOULET, Professeure à l'Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis, est nommée directrice de l'unité de service et recherche n°3123 intitulée « Centre d'études et de documentation juridique, économique et sociale » (CEDEJ) à compter du 1^{er} février 2020 et jusqu'au terme du mandat de l'unité.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS

Fait à Paris, le

20 FEV. 2020



Le président - directeur général
Antoine Petit

DEC200480INSHS

Décision portant maintien de M. Sébastien Fath aux fonctions de directeur par intérim de l'unité mixte de recherche n°8582 intitulée Groupe sociétés, religions, laïcités (GSRL).

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920520SOSI du 24 juillet 1992 modifiée portant organisation et fonctionnement des structures opérationnelles de recherche ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité mixte de recherche n°8582 intitulée Groupe sociétés, religions, laïcités (GSRL) et nommant M. Sébastien Fath aux fonctions de directeur par intérim de cette même unité jusqu'au 31 juillet 2019 ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire ;

Vu l'accord de la tutelle ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Sébastien Fath, chargé de recherche au CNRS est maintenu dans ses fonctions de directeur par intérim de l'unité mixte de recherche n°8582 susvisée pour la période du 1^{er} août 2019 jusqu'au 31 juillet 2020.


Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

25 FEV. 2020

Le président - directeur général
Antoine Petit



DEC200254DRH

Décision portant nomination de M. Pascal LOISEL aux fonctions de chargé de mission

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret n°2003-1079 du 10 novembre 2003 relatif aux conditions d'indemnisation des chargés de mission du CNRS ;

Vu l'arrêté du 10 novembre 2003 fixant le montant de l'indemnité des chargés de mission au CNRS ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Pascal Loisel, Ingénieur de recherche hors classe, responsable du service Systèmes et Traitement de l'Information, est nommé(e) chargé(e) de mission auprès du directeur général délégué aux ressources du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2020.

Sa mission a pour objet la direction de la maîtrise d'ouvrage du système décisionnel ZENTO de l'établissement.

Pour l'exercice de cette mission, M. Pascal Loisel demeure affecté à la direction des ressources humaines du CNRS, 3 rue Michel-Ange 75016 Paris

Article 2

Du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2020 M. Pascal Loisel, percevra l'indemnité forfaitaire mensuelle prévue par l'arrêté du 10 novembre 2003 susvisé.

Article 3

La dépense sera imputée sur le compte 64641000 – subvention d'Etat (NA) du budget du CNRS et prise en charge par la délégation Paris Michel-Ange.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

06/02/2020

Le Président-directeur général
Antoine Petit



DEC200398INSHS

Décision portant nomination de Mme Sophie DULUCQ aux fonctions de directrice adjointe de l'unité de service et de recherche n°3336 intitulée Afrique au Sud du Sahara (UMIFRE 25 Institut Français d'Afrique du Sud).

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920520SOSI du 24 juillet 1992 modifiée portant organisation et fonctionnement des structures opérationnelles de recherche ;

Vu la décision DEC181907DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité de service et de recherche n°3336 intitulée Afrique au Sud du Sahara ;

Vu la décision DEC192187INSHS du 4 septembre 2019 portant nomination de Sophie DULUCQ aux fonctions de directrice adjointe par intérim de l'unité de service et de recherche n°3336 intitulée Afrique au Sud du Sahara (UMIFRE 25 Institut Français d'Afrique du Sud) ;

Vu l'accord de l'organisme partenaire ;

Vu l'avis des instances compétentes du Comité national de la recherche scientifique ;

DECIDE :


Article 1^{er}

Mme Sophie DULUCQ, Professeure à l'Université Toulouse Jean-Jaurès, est nommée directrice adjointe de l'unité de service et de recherche n°3336 intitulée Afrique au Sud du Sahara (UMIFRE 25 Institut Français d'Afrique du Sud) à compter du 1^{er} février 2020 et jusqu'au terme du mandat de l'unité.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS

Fait à Paris, le **20 FEV. 2020**



Le président - directeur général
Antoine Petit

DEC200770INSMI

Décision portant modification du dispositif partenarial de l'unité mixte de recherche UMR 6629 intitulée Laboratoire de Mathématiques Jean Leray (LMJL).

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920520SOSI du 24 juillet 1992 modifiée portant organisation et fonctionnement des structures opérationnelles de recherche ;

Vu la décision DEC161216DGDS du 16 décembre 2016 portant renouvellement de l'unité mixte de recherche 6629 intitulée « Laboratoire de Mathématiques Jean Leray » (LMJL).

Vu les échanges avec l'établissement ;

DECIDE :

Article 1^{er} :

A compter du 1^{er} janvier 2020, le dispositif partenarial de l'unité mixte UMR6629 intitulée « Laboratoire de Mathématiques Jean Leray » (LMJL) est le suivant :


- Tutelles principales : CNRS, UNIVERSITE DE NANTES.

Article 2 :

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel du CNRS*.

Fait à Paris, le

12 MARS 2020


Le président - directeur général
Antoine Petit

DEC200244DR17

Décision portant nomination de M. Thibault REYNALDO, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR6226 intitulée INSTITUT DES SCIENCES CHIMIQUES DE RENNES (ISCR)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC161216DGDS du 16 décembre 2016 approuvant le renouvellement de l'unité UMR6226, intitulée INSTITUT DES SCIENCES CHIMIQUES DE RENNES, dont le directeur est M. Marc FOURMIGUE ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Bretagne et Pays de la Loire ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Thibault REYNALDO, assistant ingénieur, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information de l'unité UMR6226 à compter du 01/01/2020, en remplacement de M. Pierre ROLLAND.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Rennes, le 04/02/2020

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le directeur d'unité
Marc FOURMIGUE



DEC200534DR18

Décision portant nomination de M. Laurent OTT, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR9193 intitulée Laboratoires sciences cognitives et sciences affectives (SCALab).

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC191237DGDS collective du 19 décembre 2019 portant renouvellement de l'unité UMR9193, intitulée Laboratoires sciences cognitives et sciences affectives, dont le directeur est M. Yann COELLO ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Hauts-de-France ;

DECIDE :**Article 1^{er}**

M. Laurent OTT, agent non CNRS, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information de l'unité UMR9193 à compter du 01/01/2020.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Lille, le 01/01/2020

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le directeur d'unité
Yann COELLO



DEC200535DR18

Décision portant nomination de M. Jean-Jacques LEDEE, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR8522 intitulée Physicochimie des Processus de Combustion et de l'Atmosphère (PC2A).

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement l'unité UMR8522, intitulée Physicochimie des Processus de Combustion et de l'Atmosphère, dont le directeur est M. Jean-Benjamin HANOUNE ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Hauts-de-France ;

DECIDE :**Article 1^{er}**

M. Jean-Jacques LEDEE, IEHC, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information de l'unité UMR8522 à compter du 01/01/2020.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Lille, le 01/01/2020

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le directeur d'unité
Jean-Benjamin HANOUNE



DEC200533DR18

Décision portant nomination de M. Mohammed KHABZAOUI, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR8524 intitulée Laboratoire Paul Painlevé (LPP).

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC142119DGDS du 18 décembre 2014, approuvant le renouvellement de l'unité UMR8524 intitulée Laboratoire Paul Painlevé (LPP), dont le directeur est Benoît FRESSE ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Hauts-de-France ;

DECIDE :**Article 1^{er}**

M. Mohammed KHABZAOUI, agent non CNRS, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information de l'unité UMR8524 à compter du 01/01/2020.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Lille, le 01/01/2020

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le directeur d'unité
Benoît FRESSE



DEC200532DR18

Décision portant nomination de M. Philippe NOTEZ, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR8187 intitulée Laboratoire d'océanologie et de géosciences (LOG).

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC191237DGDS collective du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement l'unité UMR8187, intitulée Laboratoire d'océanologie et de géosciences, dont le directeur est M. Hubert LOISEL ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Hauts-de-France ;

DECIDE :**Article 1^{er}**

M. Philippe NOTEZ, agent non CNRS, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information de l'unité UMR8187 à compter du 01/01/2020.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Lille, le 01/01/2020

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le directeur d'unité
Hubert LOISEL



DEC200530DR18

Décision portant nomination de Mme Christine AUBRY, aux fonctions de chargée de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR8529 intitulée Institut de Recherches Historiques du Septentrion (IRHis).

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC191237DGDS collective du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement l'unité UMR8529, intitulée Institut de Recherches Historiques du Septentrion, dont le directeur est M. Charles MERIAUX ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Hauts-de-France ;

DECIDE :**Article 1^{er}**

Mme Christine AUBRY, agent non CNRS, est nommée chargée de sécurité des systèmes d'information de l'unité UMR8529 à compter du 01/01/2020.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Lille, le 01/01/2020

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le directeur d'unité
Charles MERIAUX



DEC200531DR18

Décision portant nomination de M. Laurent RENAULT, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR7352 intitulée Laboratoire Amiénois de mathématique fondamentale et appliquée (LAMFA).

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC122654DGDS du 4/10/2012 portant création de l'unité UMR7352, intitulée Laboratoire Amiénois de mathématique fondamentale et appliquée (LAMFA), dont le directeur est Ivan MARIN ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Hauts-de-France ;

DECIDE :**Article 1^{er}**

M. Laurent RENAULT, agent non CNRS, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information de l'unité UMR7352 à compter du 01/01/2020.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Lille, le 01/01/2020

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le directeur d'unité
Ivan MARIN



DEC192924IN2P3

Décision portant nomination de M. Philippe Laborie aux fonctions de chargé de mission

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret n° 2003-1079 du 10 novembre 2003 relatif aux conditions d'indemnisation des chargés de mission du CNRS ;

Vu l'arrêté du 10 novembre 2003 fixant le montant de l'indemnité des chargés de mission au CNRS ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Philippe Laborie, ingénieur de recherche hors classe est nommé chargé de mission auprès du directeur général délégué à la science pour l'Institut National de Physique Nucléaire et de Physique des Particules du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2021.

Sa mission a pour objet les projets et la qualité.

Pour l'exercice de cette mission, M. Philippe Laborie demeure affecté au Laboratoire de Physique Corpusculaire de Caen à Caen.

Article 2

Du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2021 M. Philippe Laborie, percevra l'indemnité forfaitaire mensuelle prévue par l'arrêté du 10 novembre 2003 susvisé.

Article 3

La dépense sera imputée sur le compte 64641000 – subvention d'Etat (NA) du budget du CNRS et prise en charge par la délégation Normandie.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 14/01/2020

Le Président-directeur général
Antoine Petit



DEC200782DAJ

Décision portant nomination de M. Laurent Chazaly aux fonctions de secrétaire général par intérim du Comité national de la recherche scientifique (CoNRS)

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision n° 100148DAJ du 8 juillet 2010 modifiée portant organisation de la direction du CNRS ;

DECIDE :

Article 1er. – A compter du 1^{er} mars 2020, M. Laurent Chazaly est nommé secrétaire général par intérim du Comité national de la recherche scientifique, en remplacement de Mme Marie-Claude Labastie, admise à faire valoir ses droits à la retraite.

Article 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 11 mars 2020

Le président-directeur général

Antoine Petit



DEC200773DAJ

Décision portant délégation de signature ponctuelle à M. Jérôme Rohmer

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le projet de contrat de bail portant sur la location de deux bâtiments d'habitation et un terrain d'une surface totale de 8500m², situé sur la route de Hâ'il dans le gouvernorat d'al-'Ula conclu entre Mutlaq Sulayman Ahmad Al-Mutlaq et le CNRS ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Jérôme Rohmer à l'effet de signer, au nom du Président-directeur général du CNRS, le contrat de bail susvisé conclu entre Mutlaq Sulayman Ahmad Al-Mutlaq et le CNRS.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Paris, le 24 février 2020

Le président-directeur général

Antoine Petit



DEC200783DAJ

Décision portant délégation de signature à M. Laurent Chazaly, secrétaire général par intérim du Comité national de la recherche scientifique (CoNRS)

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu l'arrêté du 17 janvier 2018 portant attribution de fonctions au Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC200782DAJ portant nomination de M. Laurent Chazaly aux fonctions de secrétaire général par intérim du Comité national de la recherche scientifique ;

DECIDE :

Article 1^{er}. – A compter du 1^{er} mars 2020, délégation permanente est donnée à M. Laurent Chazaly, secrétaire général par intérim du CoNRS, à l'effet de signer, au nom du président du CNRS, tous actes, décisions et conventions, dans la limite de ses attributions.

Article 2. - La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Paris, le 11 mars 2020

Le président-directeur général

Antoine Petit



DEC171151DR01

Décision portant délégation de signature à Madame Violaine SEBILLOTTE, directrice de l'UMR8210 intitulée « Anthropologie et Histoire des Mondes Antiques » (ANHIMA), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC162802DAJ du 17 janvier 2017 portant nomination de Madame Clarisse LEFORT-DAVID aux fonctions de déléguée régionale par intérim pour la circonscription Paris-Villejuif à compter du 1^{er} avril jusqu'au 31 mai 2017 ;

Vu la décision DEC162803DAJ du 17 janvier 2017 portant nomination de Madame Clarisse LEFORT-DAVID aux fonctions de déléguée régionale pour la circonscription Paris-Villejuif à compter du 1^{er} juin 2017 ;

Vu la décision DEC133018DGDS du 20 décembre 2013 portant renouvellement de l'UMR8210, intitulée « Anthropologie et Histoire des Mondes Antiques » (ANHIMA), dont la directrice est Madame Violaine SEBILLOTTE ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Madame Violaine SEBILLOTTE, directrice de l'UMR8210, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur ou égal au seuil fixé



Délégation Paris-Villejuif

www.dr1.cnrs.fr

7, rue Guy Môquet
94800 Villejuif

à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;

2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Violaine SEBILLOTTE, délégation de signature est donnée à Madame Nicole BELAYCHE, directrice de recherche, à Monsieur Jean-Pierre GUILHEMBET, professeur des universités 2^{ème} classe, et à Madame Isabelle BART, assistante ingénieure, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision DEC170397DR01 du 1^{er} février 2017 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villejuif, le 1^{er} avril 2017

La déléguée régionale
Clarisse LEFORT-DAVID

¹ soit jusqu'à 135 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2016.

DEC200813DR01

Décision portant délégation de signature à Monsieur Nordin Felidj, directeur du GDR2090 intitulé « Plasmonique active », par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC162803DAJ du 17 janvier 2017 nommant Madame Clarisse Lefort déléguée régionale pour la circonscription Île-de-France Villejuif à compter du 1^{er} juin 2017 ;

Vu la décision DEC191251DGDS du 19 décembre 2019 portant création et renouvellement du GDR2090, intitulée « Plasmonique active », dont le directeur est Monsieur Nordin Felidj ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Monsieur Nordin Felidj, directeur du GDR2090, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par



des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;

2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;

3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Villejuif, le 1^{er} janvier 2020

La déléguée régionale

Clarisse Lefort

¹ soit jusqu'à 139 000 euros HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



DEC200845DR01

Décision portant délégation de signature à Madame Patricia Kannouche, directrice de l'UMR9019 intitulée « Intégrité du génome et cancers », par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC162803DAJ du 17 janvier 2017 nommant Madame Clarisse Lefort déléguée régionale pour la circonscription Île-de-France Villejuif à compter du 1^{er} juin 2017 ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 portant création et renouvellement de l'UMR9019, intitulée « Intégrité du génome et cancers », dont la directrice est Madame Patricia Kannouche ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Madame Patricia Kannouche, directrice de l'UMR9019, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant



unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;

2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Patricia Kannouche, délégation de signature est donnée à Monsieur Filippo Rosseli, directeur de recherche, à Madame Françoise Royer, assistante ingénieur et à Madame Christelle Bouchot, technicienne, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Villejuif, le 1^{er} janvier 2020

La déléguée régionale

Clarisse Lefort

¹ soit jusqu'à 139 000 euros HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



DEC200841DR01

Décision portant délégation de signature à Monsieur Jean-Marc Laheurte, directeur de l'UMR9007 intitulée « Laboratoire électronique, système de communication et microsystemes » (ESYCOM), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC162803DAJ du 17 janvier 2017 nommant Madame Clarisse Lefort déléguée régionale pour la circonscription Île-de-France Villejuif à compter du 1^{er} juin 2017 ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 portant création et renouvellement de l'UMR9007, intitulée « Laboratoire électronique, système de communication et microsystemes » (ESYCOM), dont le directeur est Monsieur Jean-Marc Laheurte ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Monsieur Jean-Marc Laheurte, directeur de l'UMR9007, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant



unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;

2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Marc Laheurte, délégation de signature est donnée à Monsieur Philippe Basset, professeur, et à Madame Laurence Layani, ingénieur d'études, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Villejuif, le 1^{er} janvier 2020

La déléguée régionale

Clarisse Lefort

¹ soit jusqu'à 139 000 euros HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



DEC200824DR01

Décision portant délégation de signature à Madame Céline Leonard-Destandau, directrice de l'UMR8208 intitulée « Modélisation et simulation multi-échelle » (MSME), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC162803DAJ du 17 janvier 2017 nommant Madame Clarisse Lefort déléguée régionale pour la circonscription Île-de-France Villejuif à compter du 1^{er} juin 2017 ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 portant renouvellement de l'UMR8208, intitulée « Modélisation et simulation multi-échelle » (MSME), dont la directrice est Madame Céline Leonard-Destandau ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Madame Céline Leonard-Destandau, directrice de l'UMR8208, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant



unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;

2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;

3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Céline Leonard-Destandau, délégation de signature est donnée à Monsieur Julien Yvonnet, professeur des universités, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC171149DR01 du 1er avril 2017 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Villejuif, le 1^{er} janvier 2020

La déléguée régionale

Clarisse Lefort

¹ soit jusqu'à 139 000 euros HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



DEC200812DR01

Décision portant délégation de signature à Monsieur Louis Bruno, directeur de l'ERL7000 intitulée « Biomécanique & Appareil Respiratoire » (BAR), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC162803DAJ du 17 janvier 2017 nommant Madame Clarisse Lefort déléguée régionale pour la circonscription Île-de-France Villejuif à compter du 1^{er} juin 2017 ;

Vu la décision DEC191248DGDS du 19 décembre 2019 portant création et renouvellement de l'ERL7000, intitulée « Biomécanique & Appareil Respiratoire » (BAR), dont le directeur est Monsieur Louis Bruno ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Monsieur Louis Bruno, directeur de l'ERL7000, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant



unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;

2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Villejuif, le 1^{er} janvier 2020

La déléguée régionale

Clarisse Lefort

¹ soit jusqu'à 139 000 euros HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



DEC200816DR01

Décision portant délégation de signature à Monsieur Yannick L'Horty, directeur de la FR2042 intitulée « Théorie et Evaluation des Politiques Publiques » (TEPP), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC162803DAJ du 17 janvier 2017 nommant Madame Clarisse Lefort déléguée régionale pour la circonscription Île-de-France Villejuif à compter du 1^{er} juin 2017 ;

Vu la décision DEC191243DGDS du 19 décembre 2019 portant création et renouvellement de la FR2042, intitulée « Théorie et Evaluation des Politiques Publiques » (TEPP), dont le directeur est Monsieur Yannick L'Horty ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Monsieur Yannick L'Horty, directeur de la FR2042, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant



unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;

2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Villejuif, le 1^{er} janvier 2020

La déléguée régionale

Clarisse Lefort

¹ soit jusqu'à 139 000 euros HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



DEC200653DR02

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR3347 intitulée Signalisation, radiobiologie et cancer

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 portant renouvellement de l'unité UMR3347, dont le directeur est M. Simon SAULE ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Véronique PIVEUX (AAR), administratrice, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le directeur d'unité
Simon SAULE

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



DEC200578DR02

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7225 intitulée Institut du Cerveau et de la Moelle épinière - ICM

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UMR7225 intitulée Institut du Cerveau et de la Moelle épinière - ICM, dont le directeur est M. Alexis BRICE;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Bassem HASSAN, sous-directeur, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bassem HASSAN, délégation est donnée, par ordre de signature, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision, à :

- Mme Corinne FORTIN, secrétaire générale,
- M. Pierre COURAUD (2A), secrétaire-général adjoint,
- M. Corentin FORT (AI), adjoint au directeur des finances,
- M. Farid AOUINAT (TCS), coordinateur de gestion,
- M. Gilles GUYONNET (AI), coordinateur de gestion,
- Mme Marie-Luce POUPINEL (AI), coordinateur de gestion,
- Mme Christel LEGER (TCS), coordinateur de gestion

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le directeur d'unité
Alexis BRICE

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000 HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



DEC200537DR02

Décision portant délégation de signature à Madame Isabelle BART et Madame Marie-Jeanne GAUDOIN, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Véronique DEBISSCHOP, déléguée régionale de la circonscription Paris-Centre

LA DELEGUÉE RÉGIONALE,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 - Délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC160982DAJ du 17 juin 2016 nommant Véronique Debisschop déléguée régionale pour la circonscription Paris B à compter du 1er août 2016

Vu la décision DEC170550DR2 du 1^{er} décembre 2016 portant délégation de signature aux responsables de service en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Véronique Debisschop déléguée régionale pour la circonscription Paris B, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire ;

Vu la décision DEC181599DAJ du 7 novembre 2018 portant modification de la dénomination de la DR2 en délégation Paris-Centre ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Par la présente décision, il est ajouté à l'article 2 de la décision DEC170550DR2 sus-visée, l'alinéa suivant :

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Véronique DEBISSCHOP et de Mme Laurence DECKER-JUGIE, délégation est donnée à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions respectives, tous actes, décisions et documents relevant de l'exercice des fonctions d'ordonnateur secondaire à :

- Mme Isabelle BART (AI), chargée de l'appui au pilotage et de la gestion des crédits délégués au service du personnel et des ressources humaines de la DR2,
- Mme Marie-Jeanne GAUDOIN (IE), responsable du pôle Affaires générales de la DR2

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

La déléguée régionale,

Véronique Debisschop



DEC192826DR04

Décision abrogeant la décision DEC190888DR04 du 9 mars 2019 portant délégation de signature à Madame Nadine PEYRIERAS, directeur de l'unité USR3695 intitulée BioEmergences, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171917DAJ du 7 juillet 2017 nommant Madame Marie-Hélène PAPILLON déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette à compter du 17 juillet 2017 ;

Vu la décision DEC142129DGDS approuvant la création, à compter du 01/01/2015, de l'unité USR3695, intitulée « BioEmergences », dont le directeur est Madame Nadine PEYRIERAS ;

Vu la décision DEC190888DR04 du 9 mars 2019 portant délégation de signature à Madame Nadine PEYRIERAS, directeur de l'unité USR3695 intitulée BioEmergences, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

DÉCIDE :

Article 1

Cette décision abroge la décision DEC190888DR04 du 9 mars 2019 portant délégation de signature à Madame Nadine PEYRIERAS, directeur de l'unité USR3695 intitulée BioEmergences, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire. Cette décision prend effet à compter du 1^{er} novembre 2019.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 01 novembre 2019

La déléguée régionale
Madame Marie-Hélène PAPILLON

DEC200171DR04

Décision portant délégation de signature à *Monsieur Philippe MARTIN*, directeur de l'unité *ERL9000* intitulée *ERL - Laboratoire interactions, dynamiques et lasers*, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171917DAJ du 7 juillet 2017 nommant Madame Marie-Hélène PAPILLON déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette à compter du 17 juillet 2017 ;

Vu la décision DEC191248DGDS approuvant la création, à compter du 01/01/2020, de l'unité ERL9000, intitulée « ERL - Laboratoire interactions, dynamiques et lasers », dont le directeur est Monsieur Philippe MARTIN ;

DÉCIDE :

Article 1

Délégation est donnée à Monsieur Philippe MARTIN, directeur de l'unité ERL9000, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe MARTIN, délégation de signature est donnée à Monsieur Thomas GUSTAFSSON, directeur de recherche, et Monsieur Catalin MIRON, directeur de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} janvier 2020

La déléguée régionale
Madame Marie-Hélène PAPILLON

Monsieur Philippe MARTIN

Monsieur Thomas GUSTAFSSON

Monsieur Catalin MIRON

DEC200172DR04

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité ERL9000 intitulée ERL - Laboratoire interactions, dynamiques et lasers

LE DIRECTEUR D'UNITÉ,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191248DGDS approuvant la création, à compter du 01/01/2020, de l'unité ERL9000, intitulée « ERL - Laboratoire interactions, dynamiques et lasers », dont le directeur est Monsieur Philippe MARTIN ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Monsieur Thomas GUSTAFSSON, directeur de recherche, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC153351DAJ susvisée.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thomas GUSTAFSSON, délégation est donnée à Monsieur Catalin MIRON, directeur de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} janvier 2020

Le directeur d'unité
Monsieur Philippe MARTIN

Monsieur Thomas GUSTAFSSON

Monsieur Catalin MIRON

DEC200177DR04

Décision portant délégation de signature à *Monsieur Denis SERVENT*, directeur de l'unité *ERL9004* intitulée *ERL SIMOPRO*, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171917DAJ du 7 juillet 2017 nommant Madame Marie-Hélène PAPILLON déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette à compter du 17 juillet 2017 ;

Vu la décision DEC191248DGDS approuvant la création, à compter du 01/01/2020, de l'unité ERL9004, intitulée « ERL SIMOPRO », dont le directeur est Monsieur Denis SERVENT ;

DÉCIDE :

Article 1

Délégation est donnée à Monsieur Denis SERVENT, directeur de l'unité ERL9004, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Denis SERVENT, délégation de signature est donnée à Madame Evelyne BENOIT, chargée de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} janvier 2020

La déléguée régionale
Madame Marie-Hélène PAPILLON

Monsieur Denis SERVENT

Madame Evelyne BENOIT

DEC200178DR04

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité ERL9004 intitulée ERL SIMOPRO

LE DIRECTEUR D'UNITÉ,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191248DGDS approuvant la création, à compter du 01/01/2020, de l'unité ERL9004, intitulée « ERL SIMOPRO », dont le directeur est Monsieur Denis SERVENT ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Madame Evelyne BENOIT, chargée de recherche, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC153351DAJ susvisée.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} janvier 2020

Le directeur d'unité
Monsieur Denis SERVENT

Madame Evelyne BENOIT



DEC200183DR04

Décision portant délégation de signature à *Madame Véronique AUBIN*, directeur de l'unité *UMR8579* intitulée *Laboratoire de mécanique des sols, structures et matériaux*, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171917DAJ du 7 juillet 2017 nommant Madame Marie-Hélène PAPILLON déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette à compter du 17 juillet 2017 ;

Vu la décision DEC191237DGDS approuvant le renouvellement, à compter du 01/01/2020, de l'unité UMR8579, intitulée « Laboratoire de mécanique des sols, structures et matériaux », dont le directeur est Madame Véronique AUBIN ;

DÉCIDE :

Article 1

Délégation est donnée à Madame Véronique AUBIN, directeur de l'unité UMR8579, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Véronique AUBIN, délégation de signature est donnée à Madame Carol SIMON, assistante ingénieure, Madame Fleur LITOUST, adjoint technique, et Madame Sokona KONATE, technicienne , aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} janvier 2020

La déléguée régionale
Madame Marie-Hélène PAPILLON

Madame Véronique AUBIN

Madame Carol SIMON

Madame Fleur LITOUST

Madame Sokona KONATE

DEC200184DR04

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR8579 intitulée Laboratoire de mécanique des sols, structures et matériaux

LE DIRECTEUR D'UNITÉ,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191237DGDS approuvant le renouvellement, à compter du 01/01/2020, de l'unité UMR8579, intitulée « Laboratoire de mécanique des sols, structures et matériaux », dont le directeur est Madame Véronique AUBIN ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Madame Carol SIMON, assistante ingénieure, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC153351DAJ susvisée.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Carol SIMON, délégation est donnée à Madame Fleur LITOUST, adjoint technique, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Carol SIMON et de Madame Fleur LITOUST, délégation est donnée à Madame Sokona KONATE, technicienne, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} janvier 2020

Le directeur d'unité
Madame Véronique AUBIN

Madame Carol SIMON

Madame Fleur LITOUST

Madame Sokona KONATE

DEC200200DR04

Décision portant délégation de signature à Madame Jacqueline SHYKOFF, directrice de l'unité FR3284 intitulée *Institut diversité, écologie et évolution du vivant*, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171917DAJ du 7 juillet 2017 nommant Madame Marie-Hélène PAPILLON déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette à compter du 17 juillet 2017 ;

Vu la décision DEC191243DGDS approuvant le renouvellement, à compter du 01/01/2020, de l'unité FR3284, intitulée « Institut diversité, écologie et évolution du vivant », dont la directrice est Madame Jacqueline SHYKOFF ;

DÉCIDE :

Article 1

Délégation est donnée à Madame Jacqueline SHYKOFF, directrice de l'unité FR3284, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Jacqueline SHYKOFF, délégation de signature est donnée à Madame Sandrine DESSAINTS, ingénieure d'étude, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} janvier 2020

La déléguée régionale
Madame Marie-Hélène PAPILLON

Madame Jacqueline SHYKOFF

Madame Sandrine DESSAINTS

DEC200201DR04

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité FR3284 intitulée Institut diversité, écologie et évolution du vivant

LE DIRECTEUR D'UNITÉ,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191243DGDS approuvant le renouvellement, à compter du 01/01/2020, de l'unité FR3284, intitulée « Institut diversité, écologie et évolution du vivant », dont le directeur est Madame Jacqueline SHYKOFF ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Madame Sandrine DESSAINTS, ingénieure d'étude, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC153351DAJ susvisée.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} janvier 2020

Le directeur d'unité
Madame Jacqueline SHYKOFF

Madame Sandrine DESSAINTS

DEC200247DR04

Décision portant délégation de signature à *Madame Laurence REZEAU*, directeur de l'unité *FR2040* intitulée *Plasmas à Paris*, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171917DAJ du 7 juillet 2017 nommant Madame Marie-Hélène PAPILLON déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette à compter du 17 juillet 2017 ;

Vu la décision DEC191243DGDS approuvant la création, à compter du 01/01/2020, de l'unité FR2040, intitulée « Plasmas à Paris », dont le directeur est Madame Laurence REZEAU ;

DÉCIDE :

Article 1

Délégation est donnée à Madame Laurence REZEAU, directeur de l'unité FR2040, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Article 4

Cette décision prend effet le 01/01/2020.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 27/01/2020

La déléguée régionale
Madame Marie-Hélène PAPILLON

Madame Laurence REZEAU

DEC200336DR04

Décision portant délégation de signature à *Monsieur Tiberiu MINEA*, directeur de l'unité *UMR8578* intitulée *Laboratoire de physique des gaz et des plasmas*, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171917DAJ du 7 juillet 2017 nommant Madame Marie-Hélène PAPILLON déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette à compter du 17 juillet 2017 ;

Vu la décision DEC191237DGDS approuvant le renouvellement, à compter du 01/01/2020, de l'unité UMR8578, intitulée « Laboratoire de physique des gaz et des plasmas », dont le directeur est Monsieur Tiberiu MINEA ;

DÉCIDE :

Article 1

Délégation est donnée à Monsieur Tiberiu MINEA, directeur de l'unité UMR8578, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Tiberiu MINEA, délégation de signature est donnée à Monsieur Jacques ROBERT, professeur, et Monsieur Sagayaradje DESSAINTS, ingénieur d'étude, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision **DEC182280DR04** du 01/11/2018 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Article 6

Cette décision prend effet le 01/01/2020.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 28/01/2020

La déléguée régionale
Madame Marie-Hélène PAPILLON

Monsieur Tiberiu MINEA

Monsieur Jacques ROBERT

Monsieur Sagayaradje DESSAINTS

DEC200337DR04**Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR8578 intitulée Laboratoire de physique des gaz et des plasmas****LE DIRECTEUR D'UNITÉ,**

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191237DGDS approuvant le renouvellement, à compter du 01/01/2020, de l'unité UMR8578, intitulée « Laboratoire de physique des gaz et des plasmas », dont le directeur est Monsieur Tiberiu MINEA ;

DÉCIDE :**Article 1^{er}**

Délégation est donnée à Monsieur Jacques ROBERT, professeur, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jacques ROBERT, délégation est donnée à Monsieur Sagayaradje DESSAINTS, ingénieur d'étude, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

¹ Pour mémoire le directeur d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.

Article 5

Cette décision prend effet le 01/01/2020.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 28/01/2020

Le directeur d'unité
Monsieur Tiberiu MINEA

Monsieur Jacques ROBERT

Monsieur Sagayaradje DESSAINTS

DEC200543DR04

Décision portant délégation de signature à *Monsieur Fabrizio PARISELLI*, directeur de l'unité *UPS831* intitulée *Prévention du risque chimique*, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171917DAJ du 7 juillet 2017 nommant Madame Marie-Hélène PAPILLON déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette à compter du 17 juillet 2017 ;

Vu la décision DEC191249DGDS approuvant le renouvellement, à compter du 01/01/2020, de l'unité UPS831, intitulée « Prévention du risque chimique », dont le directeur est Monsieur Fabrizio PARISELLI ;

DÉCIDE :

Article 1

Délégation est donnée à Monsieur Fabrizio PARISELLI, directeur de l'unité UPS831, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabrizio PARISELLI, délégation de signature est donnée à Madame Vanessa DE LA GRANGE, ingénieure d'études, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision DEC192995DR04 du 01/01/2020 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Article 6

Cette décision prend effet le 01/02/2020.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 10/02/2020

La déléguée régionale
Madame Marie-Hélène PAPILLON

Monsieur Fabrizio PARISELLI

Madame Vanessa DE LA GRANGE

DEC200544DR04

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UPS831 intitulée Prévention du risque chimique

LE DIRECTEUR D'UNITÉ,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191249DGDS approuvant le renouvellement, à compter du 01/01/2020, de l'unité UPS831, intitulée « Prévention du risque chimique », dont le directeur est Monsieur Fabrizio PARISELLI ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Madame Vanessa DE LA GRANGE, ingénieure d'études, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Article 4

Cette décision prend effet le 01/02/2020.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 10/02/2020

Le directeur d'unité
Monsieur Fabrizio PARISELLI

Madame Vanessa DE LA GRANGE

¹ Pour mémoire le directeur d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.

DEC200545DR04

Décision portant délégation de signature à *Madame Chantal CAILLET-CLAUD*, directeur de l'unité *UMS3342* intitulée *Observatoire des sciences de l'univers de l'UVSQ*, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171917DAJ du 7 juillet 2017 nommant Madame Marie-Hélène PAPILLON déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette à compter du 17 juillet 2017 ;

Vu la décision DEC191244DGDS approuvant le renouvellement, à compter du 01/01/2020, de l'unité UMS3342, intitulée « Observatoire des sciences de l'univers de l'UVSQ », dont le directeur est Madame Chantal CAILLET-CLAUD ;

DÉCIDE :

Article 1

Délégation est donnée à Madame Chantal CAILLET-CLAUD, directeur de l'unité UMS3342, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Chantal CAILLET-CLAUD, délégation de signature est donnée à Madame Danielle MARTIN-TOURNIER, ingénieure, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision DEC182322DR04 du 01/11/2018 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Article 6

Cette décision prend effet le 01/01/2020.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 10/02/2020

La déléguée régionale
Madame Marie-Hélène PAPILLON

Madame Chantal CAILLET-CLAUD

Madame Danielle MARTIN-TOURNIER

DEC200546DR04

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMS3342 intitulée Observatoire des sciences de l'univers de l'UVSQ

LE DIRECTEUR D'UNITÉ,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191244DGDS approuvant le renouvellement, à compter du 01/01/2020, de l'unité UMS3342, intitulée « Observatoire des sciences de l'univers de l'UVSQ », dont le directeur est Madame Chantal CAILLET-CLAUD ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Madame Danielle MARTIN-TOURNIER, ingénieure, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Article 4

Cette décision prend effet le 01/01/2020

Fait à Gif-sur-Yvette, le 10/02/2020

Le directeur d'unité
Madame Chantal CAILLET-CLAUD

Madame Danielle MARTIN-TOURNIER

¹ Pour mémoire le directeur d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.

DEC200691DR04

Décision portant délégation de signature à *Madame Maryse BRESSON*, directeur de l'unité *USR3683* intitulée *Maison des sciences de l'homme Paris-Saclay*, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171917DAJ du 7 juillet 2017 nommant Madame Marie-Hélène PAPILLON déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette à compter du 17 juillet 2017 ;

Vu la décision DEC200168INSHS approuvant le renouvellement, à compter du 01/01/2020, de l'unité USR3683, intitulée « Maison des sciences de l'homme Paris-Saclay », dont le directeur est Madame Maryse BRESSON ;

DÉCIDE :

Article 1

Délégation est donnée à Madame Maryse BRESSON, directeur de l'unité USR3683, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Article 4

Cette décision prend effet le 01/01/2020.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 25/02/2020

La déléguée régionale
Madame Marie-Hélène PAPILLON

Madame Maryse BRESSON

DEC200717DAJ

Décision portant modification de la décision DEC180330DAJ du 25 janvier 2018 portant délégation de signature à Mme Marie-Hélène Papillon, déléguée régionale de la circonscription Ile-de-France Sud (DR04)

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC171917DAJ du 7 juillet 2017 portant nomination de Mme Marie-Hélène Papillon aux fonctions de déléguée régionale de la circonscription Ile-de-France Sud ;

Vu la décision DEC180330DAJ du 25 janvier 2018 portant délégation de signature à Mme Marie-Hélène Papillon, déléguée régionale de la circonscription Ile-de-France Sud ;

Vu la décision DEC181815DR04 du 1^{er} juin 2018 portant nomination de Mme Émilie Bouvier aux fonctions de chef de service adjoint du service des ressources humaines de la délégation Ile-de-France Sud ;

Vu la décision DEC200676DR04 du 25 février 2020 portant nomination de Mme Julie Kolski aux fonctions de responsable du service des ressources humaines de la délégation Ile-de-France Gif-sur-Yvette ;

DECIDE :


Article 1^{er}. – La décision DEC180330DAJ du 25 janvier 2018 susvisée est modifiée comme suit :

1.1 Les visas sont modifiés comme suit :

- Les termes « *Vu la décision DEC192583DR04 du 1er octobre 2019 nommant Mme Emilie Bouvier aux fonctions de responsable par intérim du service des ressources humaines de la délégation Ile-de-France Gif-sur-Yvette* » sont supprimés ;
- A la suite des termes « *Vu la décision DEC171917DAJ du 7 juillet 2017 portant nomination de Mme Marie-Hélène Papillon aux fonctions de déléguée régionale de la circonscription Ile-de-France Sud* » sont insérés les termes les termes « *Vu la décision DEC200676DR04 du 25 février 2020 portant nomination de Mme Julie Kolski aux fonctions de responsable du service des ressources humaines de la délégation Ile-de-France Gif-sur-Yvette* » et « *Vu la décision DEC181815DR04 du 1^{er} juin 2018 portant nomination de Mme Émilie Bouvier aux fonctions de chef de service adjoint du service des ressources humaines de la délégation Ile-de-France Sud* ».

1.2 L'article 3 est rédigé comme suit : « *En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie-Hélène Papillon, déléguée régionale et de Mme Françoise Barrière, secrétaire générale, délégation est donnée à Mme Julie Kolski, responsable du service des ressources humaines et en l'absence ou en cas d'empêchement de cette dernière, à Mme Émilie Bouvier, chef de service adjoint du service des ressources humaines, et à Mme Annabelle Alves, responsable du service partenariat et valorisation, à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions respectives, au nom du président - directeur général du CNRS, l'ensemble des actes visés à l'article 1er, à l'exception des sanctions disciplinaires du premier groupe énumérées au 1.1* ».

Article 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.



Fait à Paris, le 3 mars 2020

Le président-directeur général

Antoine Petit



DEC200836DR04

Décision donnant délégation de signature en matière de protection du potentiel scientifique et technique (PPST) à des personnels de la délégation Ile-de-France Gif-sur-Yvette, en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie-Hélène PAPILLON, déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC132608DAJ du 24 octobre 2013 - Délégation de pouvoir en matière de protection du potentiel scientifique et technique au CNRS ;

Vu la décision DEC171917DAJ du 7 juillet 2017 nommant Madame Marie-Hélène PAPILLON déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette à compter du 17 juillet 2017 ;

DECIDE :

Article 1^{er} – En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie-Hélène PAPILLON, déléguée régionale Ile-de-France Gif-sur-Yvette, délégation de signature est donnée à Mme Julie KOLSKI, responsable du service des ressources humaines de la délégation, à l'effet d'accorder ou de refuser, après avis, les autorisations d'accès telles que définies par l'article R 413-5 du code pénal.

Article 2 – En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie-Hélène PAPILLON et de Mme Julie KOLSKI, délégation de signature est donnée à Mme Emilie BOUVIER, ingénieure de recherche, à l'effet d'accorder ou de refuser, après avis, les autorisations d'accès telles que définies par l'article R 413-5 du code pénal.

Article 3 – En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie-Hélène PAPILLON, de Mme Julie KOLSKI et de Mme Emilie BOUVIER, délégation de signature est donnée à Mme Nansika GUERIN, ingénieure d'études, à l'effet d'accorder ou de refuser, après avis, les autorisations d'accès telles que définies par l'article R 413-5 du code pénal.

Article 4 – En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie-Hélène PAPILLON, de Mme Julie KOLSKI, de Mme Emilie BOUVIER, et de Mme Nansika GUERIN, délégation de signature est donnée à Mme Morgane HENOCQUE, ingénieure d'études, à l'effet d'accorder ou de refuser, après avis, les autorisations d'accès telles que définies par l'article R 413-5 du code pénal.

Article 5 – La décision DEC182682DR04 du 9 octobre 2018 est abrogée.

Article 6 – La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 5 mars 2020

La déléguée régionale
Marie-Hélène PAPILLON

DEC192970DR04

Décision portant délégation de signature à *Monsieur François RAVETTA*, directeur de l'unité *UMR8190* intitulée *Laboratoire "Atmosphères et observations spatiales"*, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171917DAJ du 7 juillet 2017 nommant Madame Marie-Hélène PAPILLON déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette à compter du 17 juillet 2017 ;

Vu la décision DEC193206DGDS approuvant le renouvellement, à compter du 01/01/2020, de l'unité UMR8190, intitulée « Laboratoire "Atmosphères et observations spatiales" », dont le directeur est Monsieur François RAVETTA ;

DÉCIDE :

Article 1

Délégation est donnée à Monsieur François RAVETTA, directeur de l'unité UMR8190, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur François RAVETTA, délégation de signature est donnée à Madame Valérie FLEURY, ingénieure d'études, Monsieur Philippe KECKHUT, chercheur, et Monsieur David COSCIA, ingénieur de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} janvier 2020

La déléguée régionale
Madame Marie-Hélène PAPILLON

Monsieur François RAVETTA

Madame Valérie FLEURY

Monsieur Philippe KECKHUT

Monsieur David COSCIA

DEC192971DR04

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR8190 intitulée Laboratoire "Atmosphères et observations spatiales"

LE DIRECTEUR D'UNITÉ,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC193206DGDS approuvant le renouvellement, à compter du 01/01/2020, de l'unité UMR8190, intitulée « Laboratoire "Atmosphères et observations spatiales" », dont le directeur est Monsieur François RAVETTA ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Madame Valérie FLEURY, ingénieure d'études, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC153351DAJ susvisée.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Valérie FLEURY, délégation est donnée à Monsieur Philippe KECKHUT, chercheur, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Valérie FLEURY et de Monsieur Philippe KECKHUT, délégation est donnée à Monsieur David COSCIA, ingénieur de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} janvier 2020

Le directeur d'unité
Monsieur François RAVETTA

Madame Valérie FLEURY

Monsieur Philippe KECKHUT

Monsieur David COSCIA

DEC192972DR04

Décision portant délégation de signature à *Monsieur Yves SIROIS*, directeur de l'unité *UMR7638* intitulée *Laboratoire Leprince Ringuet*, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171917DAJ du 7 juillet 2017 nommant Madame Marie-Hélène PAPILLON déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette à compter du 17 juillet 2017 ;

Vu la décision DEC191237DGDS approuvant le renouvellement, à compter du 01/01/2020, de l'unité UMR7638, intitulée « Laboratoire Leprince Ringuet », dont le directeur est Monsieur Yves SIROIS ;

DÉCIDE :

Article 1

Délégation est donnée à Monsieur Yves SIROIS, directeur de l'unité UMR7638, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yves SIROIS, délégation de signature est donnée à Monsieur Mathieu JACOB DE NAUROIS, directeur de recherche, Monsieur Marc ANDUZE, ingénieur de recherche, et Monsieur Michel HOARAU, ingénieur de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} janvier 2020

La déléguée régionale
Madame Marie-Hélène PAPILLON

Monsieur Yves SIROIS

Monsieur Mathieu JACOB DE NAUROIS

Monsieur Marc ANDUZE

Monsieur Michel HOARAU

DEC192973DR04

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7638 intitulée Laboratoire Leprince Ringuet

LE DIRECTEUR D'UNITÉ,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191237DGDS approuvant le renouvellement, à compter du 01/01/2020, de l'unité UMR7638, intitulée « Laboratoire Leprince Ringuet », dont le directeur est Monsieur Yves SIROIS ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Monsieur Mathieu JACOB DE NAUROIS, directeur de recherche, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC153351DAJ susvisée.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Mathieu JACOB DE NAUROIS, délégation est donnée à Monsieur Marc ANDUZE, ingénieur de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Mathieu JACOB DE NAUROIS et de Monsieur Marc ANDUZE, délégation est donnée à Monsieur Michel HOARAU, ingénieur de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} janvier 2020

Le directeur d'unité
Monsieur Yves SIROIS

Monsieur Mathieu JACOB DE NAUROIS

Monsieur Marc ANDUZE

Monsieur Michel HOARAU

DEC192975DR04

Décision portant délégation de signature à *Monsieur Thomas PINO*, directeur de l'unité *UMR8214* intitulée *Institut des sciences moléculaires d'Orsay*, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171917DAJ du 7 juillet 2017 nommant Madame Marie-Hélène PAPILLON déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette à compter du 17 juillet 2017 ;

Vu la décision DEC191237DGDS approuvant le renouvellement, à compter du 01/01/2020, de l'unité UMR8214, intitulée « Institut des sciences moléculaires d'Orsay », dont le directeur est Monsieur Thomas PINO ;

DÉCIDE :

Article 1

Délégation est donnée à Monsieur Thomas PINO, directeur de l'unité UMR8214, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thomas PINO, délégation de signature est donnée à Madame Anne ZEHNACKER-RENTIEN, directrice de recherche, Madame Véronique CHAGUE, ingénieure de recherche, et Madame Sophie OLIVIERO, ingénieure d'études, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} janvier 2020

La déléguée régionale
Madame Marie-Hélène PAPILLON

Monsieur Thomas PINO

Madame Anne ZEHNACKER-RENTIEN

Madame Véronique CHAGUE

Madame Sophie OLIVIERO

DEC192976DR04

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR8214 intitulée Institut des sciences moléculaires d'Orsay

LE DIRECTEUR D'UNITÉ,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191237DGDS approuvant le renouvellement, à compter du 01/01/2020, de l'unité UMR8214, intitulée « Institut des sciences moléculaires d'Orsay », dont le directeur est Monsieur Thomas PINO ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Madame Anne ZEHNACKER-RENTIEN, directrice de recherche, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC153351DAJ susvisée.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Anne ZEHNACKER-RENTIEN, délégation est donnée à Madame Véronique CHAGUE, ingénieure de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Anne ZEHNACKER-RENTIEN et de Madame Véronique CHAGUE, délégation est donnée à Madame Sophie OLIVIERO, ingénieure d'études, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} janvier 2020

Le directeur d'unité
Monsieur Thomas PINO

Madame Anne ZEHNACKER-RENTIEN

Madame Véronique CHAGUE

Madame Sophie OLIVIERO

DEC192977DR04

Décision portant délégation de signature à *Monsieur Paolo BORTOLOTTI*, directeur de l'unité UMR137 intitulée *Unité mixte de physique CNRS/Thales*, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171917DAJ du 7 juillet 2017 nommant Madame Marie-Hélène PAPILLON déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette à compter du 17 juillet 2017 ;

Vu la décision DEC191237DGDS approuvant le renouvellement, à compter du 01/01/2020, de l'unité UMR137, intitulée « Unité mixte de physique CNRS/Thales », dont le directeur est Monsieur Paolo BORTOLOTTI ;

DÉCIDE :

Article 1

Délégation est donnée à Monsieur Paolo BORTOLOTTI, directeur de l'unité UMR137, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Paolo BORTOLOTTI, délégation de signature est donnée à Monsieur Vincent CROS, directeur de recherche, Madame Anne DUSSART, assistante ingénieure, et Monsieur Frédéric NGUYEN VAN DAU, chercheur THALES, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} janvier 2020

La déléguée régionale
Madame Marie-Hélène PAPILLON

Monsieur Paolo BORTOLOTTI

Monsieur Vincent CROS

Madame Anne DUSSART

Monsieur Frédéric NGUYEN VAN DAU

DEC192978DR04

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR137 intitulée Unité mixte de physique CNRS/Thales

LE DIRECTEUR D'UNITÉ,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191237DGDS approuvant le renouvellement, à compter du 01/01/2020, de l'unité UMR137, intitulée « Unité mixte de physique CNRS/Thales », dont le directeur est Monsieur Paolo BORTOLOTTI ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Monsieur Vincent CROS, directeur de recherche, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC153351DAJ susvisée.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent CROS, délégation est donnée à Madame Anne DUSSART, assistante ingénieure, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent CROS et de Madame Anne DUSSART, délégation est donnée à Monsieur Frédéric NGUYEN VAN DAU, chercheur THALES, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} janvier 2020

Le directeur d'unité
Monsieur Paolo BORTOLOTTI

Monsieur Vincent CROS

Madame Anne DUSSART

Monsieur Frédéric NGUYEN VAN DAU

DEC192979DR04

Décision portant délégation de signature à *Monsieur Stéphane SEBBAN*, directeur de l'unité UMR7639 intitulée *Laboratoire d'optique appliquée*, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171917DAJ du 7 juillet 2017 nommant Madame Marie-Hélène PAPILLON déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette à compter du 17 juillet 2017 ;

Vu la décision DEC191237DGDS approuvant le renouvellement, à compter du 01/01/2020, de l'unité UMR7639, intitulée « Laboratoire d'optique appliquée », dont le directeur est Monsieur Stéphane SEBBAN ;

DÉCIDE :

Article 1

Délégation est donnée à Monsieur Stéphane SEBBAN, directeur de l'unité UMR7639, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane SEBBAN, délégation de signature est donnée à Monsieur Jérôme FAURE, directeur de recherche, et Madame Patricia TOULLIER, ingénieure d'étude, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} janvier 2020

La déléguée régionale
Madame Marie-Hélène PAPILLON

Monsieur Stéphane SEBBAN

Monsieur Jérôme FAURE

Madame Patricia TOULLIER

DEC192980DR04

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7639 intitulée Laboratoire d'optique appliquée

LE DIRECTEUR D'UNITÉ,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191237DGDS approuvant le renouvellement, à compter du 01/01/2020, de l'unité UMR7639, intitulée « Laboratoire d'optique appliquée », dont le directeur est Monsieur Stéphane SEBBAN ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Monsieur Jérôme FAURE, directeur de recherche, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC153351DAJ susvisée.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jérôme FAURE, délégation est donnée à Madame Patricia TOULLIER, ingénieure d'étude, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.



Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} janvier 2020

Le directeur d'unité
Monsieur Stéphane SEBBAN

Monsieur Jérôme FAURE

Madame Patricia TOULLIER

DEC192981DR04

Décision portant délégation de signature à *Monsieur Thierry BODINEAU*, directeur de l'unité UMR7641 intitulée *Centre de mathématiques appliquées*, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171917DAJ du 7 juillet 2017 nommant Madame Marie-Hélène PAPILLON déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette à compter du 17 juillet 2017 ;

Vu la décision DEC191237DGDS approuvant le renouvellement, à compter du 01/01/2020, de l'unité UMR7641, intitulée « Centre de mathématiques appliquées », dont le directeur est Monsieur Thierry BODINEAU ;

DÉCIDE :

Article 1

Délégation est donnée à Monsieur Thierry BODINEAU, directeur de l'unité UMR7641, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry BODINEAU, délégation de signature est donnée à Madame Nasséra NAAR, ingénieure de recherche, et Madame Anne DE BOUARD LIBERGE, directrice de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} janvier 2020

La déléguée régionale
Madame Marie-Hélène PAPILLON

Monsieur Thierry BODINEAU

Madame Nasséra NAAR

Madame Anne DE BOUARD LIBERGE

DEC192982DR04

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7641 intitulée Centre de mathématiques appliquées

LE DIRECTEUR D'UNITÉ,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191237DGDS approuvant le renouvellement, à compter du 01/01/2020, de l'unité UMR7641, intitulée « Centre de mathématiques appliquées », dont le directeur est Monsieur Thierry BODINEAU ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Madame Nasséra NAAR, ingénieure de recherche, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC153351DAJ susvisée.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Nasséra NAAR, délégation est donnée à Madame Anne DE BOUARD LIBERGE, directrice de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} janvier 2020

Le directeur d'unité
Monsieur Thierry BODINEAU

Madame Nasséra NAAR

Madame Anne DE BOUARD LIBERGE

DEC192984DR04

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR8628 intitulée Laboratoire de mathématiques d'Orsay

LE DIRECTEUR D'UNITÉ,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191237DGDS approuvant le renouvellement, à compter du 01/01/2020, de l'unité UMR8628, intitulée « Laboratoire de mathématiques d'Orsay », dont le directeur est Monsieur Frédéric ROUSSET ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Monsieur Frédéric MENOUS, maître de conférences, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC153351DAJ susvisée.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Frédéric MENOUS, délégation est donnée à Madame Marie-Christine MYOUPPO, ingénieure d'étude, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Frédéric MENOUS et de Madame Marie-Christine MYOUPPO, délégation est donnée à Monsieur Hans RUGH, professeur, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} janvier 2020

Le directeur d'unité
Monsieur Frédéric ROUSSET

Monsieur Frédéric MENOUS

Madame Marie-Christine MYOUPPO

Monsieur Hans RUGH

DEC192987DR04

Décision portant délégation de signature à *Madame Myriam TAVERNA-BONVENTO*, directeur de l'unité *UMR8612* intitulée *Institut Galien Paris Sud*, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171917DAJ du 7 juillet 2017 nommant Madame Marie-Hélène PAPILLON déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette à compter du 17 juillet 2017 ;

Vu la décision DEC191237DGDS approuvant le renouvellement, à compter du 01/01/2020, de l'unité UMR8612, intitulée « Institut Galien Paris Sud », dont le directeur est Madame Myriam TAVERNA-BONVENTO ;

DÉCIDE :

Article 1

Délégation est donnée à Madame Myriam TAVERNA-BONVENTO, directeur de l'unité UMR8612, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Myriam TAVERNA-BONVENTO, délégation de signature est donnée à Madame Sylvie ZEMMOUR, ingénieure d'études, et Monsieur Nicolas TSAPIS, directeur de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} janvier 2020

La déléguée régionale
Madame Marie-Hélène PAPILLON

Madame Myriam TAVERNA-BONVENTO

Madame Sylvie ZEMMOUR

Monsieur Nicolas TSAPIS

DEC192988DR04

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR8612 intitulée Institut Galien Paris Sud

LE DIRECTEUR D'UNITÉ,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191237DGDS approuvant le renouvellement, à compter du 01/01/2020, de l'unité UMR8612, intitulée « Institut Galien Paris Sud », dont le directeur est Madame Myriam TAVERNA-BONVENTO ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Madame Sylvie ZEMMOUR, ingénieure d'études, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC153351DAJ susvisée.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sylvie ZEMMOUR, délégation est donnée à Monsieur Nicolas TSAPIS, directeur de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} janvier 2020

Le directeur d'unité
Madame Myriam TAVERNA-BONVENTO

Madame Sylvie ZEMMOUR

Monsieur Nicolas TSAPIS

DEC192993DR04

Décision portant délégation de signature à *Monsieur Gilles GREGOIRE*, directeur de l'unité *FR3510* intitulée *Fédération de chimie physique de Paris Saclay*, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171917DAJ du 7 juillet 2017 nommant Madame Marie-Hélène PAPILLON déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette à compter du 17 juillet 2017 ;

Vu la décision DEC191243DGDS approuvant le renouvellement, à compter du 01/01/2020, de l'unité FR3510, intitulée « Fédération de chimie physique de Paris Saclay », dont le directeur est Monsieur Gilles GREGOIRE ;

DÉCIDE :

Article 1

Délégation est donnée à Monsieur Gilles GREGOIRE, directeur de l'unité FR3510, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Gilles GREGOIRE, délégation de signature est donnée à Madame Fabienne MEROLA, directrice de recherche, et Madame Véronique CHAGUE, ingénieure de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} janvier 2020

La déléguée régionale
Madame Marie-Hélène PAPILLON

Monsieur Gilles GREGOIRE

Madame Fabienne MEROLA

Madame Véronique CHAGUE

DEC192994DR04

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité FR3510 intitulée Fédération de chimie physique de Paris Saclay

LE DIRECTEUR D'UNITÉ,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191243DGDS approuvant le renouvellement, à compter du 01/01/2020, de l'unité FR3510, intitulée « Fédération de chimie physique de Paris Saclay », dont le directeur est Monsieur Gilles GREGOIRE ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Madame Fabienne MEROLA, directrice de recherche, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC153351DAJ susvisée.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Fabienne MEROLA, délégation est donnée à Madame Véronique CHAGUE, ingénieure de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} janvier 2020

Le directeur d'unité
Monsieur Gilles GREGOIRE

Madame Fabienne MEROLA

Madame Véronique CHAGUE

DEC192999DR04

Décision portant délégation de signature à *Monsieur Boris VAUZEILLES*, directeur de l'unité UPR2301 intitulée *Institut de chimie des substances naturelles*, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171917DAJ du 7 juillet 2017 nommant Madame Marie-Hélène PAPILLON déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette à compter du 17 juillet 2017 ;

Vu la décision DEC191245DGDS approuvant le renouvellement, à compter du 01/01/2020, de l'unité UPR2301, intitulée « Institut de chimie des substances naturelles », dont le directeur est Monsieur Boris VAUZEILLES ;

DÉCIDE :

Article 1

Délégation est donnée à Monsieur Boris VAUZEILLES, directeur de l'unité UPR2301, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Boris VAUZEILLES, délégation de signature est donnée à Monsieur Marc LITAUDON, ingénieur de recherche, Madame Christelle DODEMAN-DENYS, ingénieure d'étude, et Madame Bambi MUKENDI, assistante ingénieure, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} janvier 2020

La déléguée régionale
Madame Marie-Hélène PAPILLON

Monsieur Boris VAUZEILLES

Monsieur Marc LITAUDON

Madame Christelle DODEMAN-DENYS

Madame Bambi MUKENDI

DEC193000DR04

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UPR2301 intitulée Institut de chimie des substances naturelles

LE DIRECTEUR D'UNITÉ,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191245DGDS approuvant le renouvellement, à compter du 01/01/2020, de l'unité UPR2301, intitulée « Institut de chimie des substances naturelles », dont le directeur est Monsieur Boris VAUZEILLES ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Monsieur Marc LITAUDON, ingénieur de recherche, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC153351DAJ susvisée.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc LITAUDON, délégation est donnée à Madame Christelle DODEMAN-DENYS, ingénieure d'étude, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc LITAUDON et de Madame Christelle DODEMAN-DENYS, délégation est donnée à Madame Bambi MUKENDI, assistante ingénieure, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.



Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} janvier 2020

Le directeur d'unité
Monsieur Boris VAUZEILLES

Monsieur Marc LITAUDON

Madame Christelle DODEMAN-DENYS

Madame Bambi MUKENDI

DEC193003DR04

Décision portant délégation de signature à *Monsieur Eric DEPREZ*, directeur de l'unité *UMR8113* intitulée *Laboratoire de biologie et pharmacologie appliquée*, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171917DAJ du 7 juillet 2017 nommant Madame Marie-Hélène PAPILLON déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette à compter du 17 juillet 2017 ;

Vu la décision DEC191237DGDS approuvant le renouvellement, à compter du 01/01/2020, de l'unité UMR8113, intitulée « Laboratoire de biologie et pharmacologie appliquée », dont le directeur est Monsieur Eric DEPREZ ;

DÉCIDE :

Article 1

Délégation est donnée à Monsieur Eric DEPREZ, directeur de l'unité UMR8113, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric DEPREZ, délégation de signature est donnée à Monsieur Laurent COMBETTES, directeur de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} janvier 2020

La déléguée régionale
Madame Marie-Hélène PAPILLON

Monsieur Eric DEPREZ

Monsieur Laurent COMBETTES

DEC193004DR04

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR8113 intitulée Laboratoire de biologie et pharmacologie appliquée

LE DIRECTEUR D'UNITÉ,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191237DGDS approuvant le renouvellement, à compter du 01/01/2020, de l'unité UMR8113, intitulée « Laboratoire de biologie et pharmacologie appliquée », dont le directeur est Monsieur Eric DEPREZ ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Monsieur Laurent COMBETTES, directeur de recherche, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC153351DAJ susvisée.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} janvier 2020

Le directeur d'unité
Monsieur Eric DEPREZ

Monsieur Laurent COMBETTES

DEC193005DR04

Décision portant délégation de signature à *Madame Christine DILLMANN*, directeur de l'unité *UMR8120* intitulée *Génétique quantitative et évolution - Le Moulon*, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171917DAJ du 7 juillet 2017 nommant Madame Marie-Hélène PAPILLON déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette à compter du 17 juillet 2017 ;

Vu la décision DEC191237DGDS approuvant le renouvellement, à compter du 01/01/2020, de l'unité UMR8120, intitulée « Génétique quantitative et évolution - Le Moulon », dont le directeur est Madame Christine DILLMANN ;

DÉCIDE :

Article 1

Délégation est donnée à Madame Christine DILLMANN, directeur de l'unité UMR8120, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christine DILLMANN, délégation de signature est donnée à Madame Maud TENAILLON, directrice de recherche, Madame Valérie LESPINAS, technicienne, et Madame Sandrine LE BIHAN, assistante ingénieure, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} janvier 2020

La déléguée régionale
Madame Marie-Hélène PAPILLON

Madame Christine DILLMANN

Madame Maud TENAILLON

Madame Valérie LESPINAS

Madame Sandrine LE BIHAN

DEC193006DR04

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR8120 intitulée Génétique quantitative et évolution - Le Moulon

LE DIRECTEUR D'UNITÉ,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191237DGDS approuvant le renouvellement, à compter du 01/01/2020, de l'unité UMR8120, intitulée « Génétique quantitative et évolution - Le Moulon », dont le directeur est Madame Christine DILLMANN ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Madame Maud TENAILLON, directrice de recherche, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC153351DAJ susvisée.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Maud TENAILLON, délégation est donnée à Madame Valérie LESPINAS, technicienne, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Maud TENAILLON et de Madame Valérie LESPINAS, délégation est donnée à Madame Sandrine LE BIHAN, assistante ingénieure, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.



Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} janvier 2020

Le directeur d'unité
Madame Christine DILLMANN

Madame Maud TENAILLON

Madame Valérie LESPINAS

Madame Sandrine LE BIHAN

DEC193007DR04

Décision portant délégation de signature à *Monsieur Thomas SIMONSON*, directeur de l'unité UMR7654 intitulée *Structures biomoléculaires et cellulaires*, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171917DAJ du 7 juillet 2017 nommant Madame Marie-Hélène PAPILLON déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette à compter du 17 juillet 2017 ;

Vu la décision DEC191237DGDS approuvant le renouvellement, à compter du 01/01/2020, de l'unité UMR7654, intitulée « Structures biomoléculaires et cellulaires », dont le directeur est Monsieur Thomas SIMONSON ;

DÉCIDE :

Article 1

Délégation est donnée à Monsieur Thomas SIMONSON, directeur de l'unité UMR7654, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thomas SIMONSON, délégation de signature est donnée à Madame Emmanuelle SCHMITT, directrice de recherche, Monsieur Alexis GAUTREAU, directeur de recherche, et Madame Mélanie SITTERLIN, ingénieure d'études, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} janvier 2020

La déléguée régionale
Madame Marie-Hélène PAPILLON

Monsieur Thomas SIMONSON

Madame Emmanuelle SCHMITT

Monsieur Alexis GAUTREAU

Madame Mélanie SITTERLIN

DEC193008DR04

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7654 intitulée Structures biomoléculaires et cellulaires

LE DIRECTEUR D'UNITÉ,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191237DGDS approuvant le renouvellement, à compter du 01/01/2020, de l'unité UMR7654, intitulée « Structures biomoléculaires et cellulaires », dont le directeur est Monsieur Thomas SIMONSON ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Madame Emmanuelle SCHMITT, directrice de recherche, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC153351DAJ susvisée.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emmanuelle SCHMITT, délégation est donnée à Monsieur Alexis GAUTREAU, directeur de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emmanuelle SCHMITT et de Monsieur Alexis GAUTREAU, délégation est donnée à Madame Mélanie SITTERLIN, ingénieure d'études, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} janvier 2020

Le directeur d'unité
Monsieur Thomas SIMONSON

Madame Emmanuelle SCHMITT

Monsieur Alexis GAUTREAU

Madame Mélanie SITTERLIN

DEC193019DR04

Décision portant délégation de signature à *Monsieur Patrick WINCKER*, directeur de l'unité UMR8030 intitulée *Génomique métabolique*, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171917DAJ du 7 juillet 2017 nommant Madame Marie-Hélène PAPILLON déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette à compter du 17 juillet 2017 ;

Vu la décision DEC191237DGDS approuvant Le renouvellement, à compter du 01/01/2020, de l'unité UMR8030, intitulée « Génomique métabolique », dont le directeur est Monsieur Patrick WINCKER ;

DÉCIDE :

Article 1

Délégation est donnée à Monsieur Patrick WINCKER, directeur de l'unité UMR8030, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick WINCKER, délégation de signature est donnée à Monsieur Marcel SALANOUBAT, directeur de recherche, et Madame Véronique DE BERARDINIS, chercheuse CEA, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} janvier 2020

La déléguée régionale
Madame Marie-Hélène PAPILLON

Monsieur Patrick WINCKER

Monsieur Marcel SALANOUBAT

Madame Véronique DE BERARDINIS

DEC193020DR04

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR8030 intitulée Génomique métabolique

LE DIRECTEUR D'UNITÉ,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191237DGDS approuvant Le renouvellement, à compter du 01/01/2020, de l'unité UMR8030, intitulée « Génomique métabolique », dont le directeur est Monsieur Patrick WINCKER ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Monsieur Marcel SALANOUBAT, directeur de recherche, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC153351DAJ susvisée.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marcel SALANOUBAT, délégation est donnée à Madame Véronique DE BERARDINIS, chercheuse CEA, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} janvier 2020

Le directeur d'unité
Monsieur Patrick WINCKER

Monsieur Marcel SALANOUBAT

Madame Véronique DE BERARDINIS

DEC193057DR04

Décision portant délégation de signature à *Monsieur Frédéric BOCCARD*, directeur de l'unité *UMR9198* intitulée *Institut de biologie intégrative de la cellule*, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171917DAJ du 7 juillet 2017 nommant Madame Marie-Hélène PAPILLON déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette à compter du 17 juillet 2017 ;

Vu la décision DEC191237DGDS approuvant le renouvellement, à compter du 01/01/2020, de l'unité UMR9198, intitulée « Institut de biologie intégrative de la cellule », dont le directeur est Monsieur Frédéric BOCCARD ;

DÉCIDE :

Article 1

Délégation est donnée à Monsieur Frédéric BOCCARD, directeur de l'unité UMR9198, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Frédéric BOCCARD, délégation de signature est donnée à Madame Maité PATERNOSTRE, directrice de recherche, Monsieur Olivier GRENET, ingénieur de recherche, Madame Stéphanie BILHERE, ingénieure d'études, Madame Céline LENTZ, assistante ingénieure, Madame Carole MAILLET-HOINT, assistante ingénieure, et Madame Sandrine LENOEL, technicienne classe exceptionnelle aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} janvier 2020

La déléguée régionale
Madame Marie-Hélène PAPILLON

Monsieur Frédéric BOCCARD

Madame Maité PATERNOSTRE

Monsieur Olivier GRENET

Madame Stéphanie BILHERE

Madame Céline LENTZ

Madame Carole MAILLET-HOINT

Madame Sandrine LENOEL

DEC193058DR04

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR9198 intitulée Institut de biologie intégrative de la cellule

LE DIRECTEUR D'UNITÉ,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191237DGDS approuvant le renouvellement, à compter du 01/01/2020, de l'unité UMR9198, intitulée « Institut de biologie intégrative de la cellule », dont le directeur est Monsieur Frédéric BOCCARD ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Madame Maité PATERNOSTRE, directrice de recherche, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC153351DAJ susvisée.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Maité PATERNOSTRE, délégation est donnée à Monsieur Olivier GRENET, ingénieur de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Maité PATERNOSTRE et de Monsieur Olivier GRENET, délégation est donnée à Madame Stéphanie BILHERE, ingénieure d'études, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 4

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Maité PATERNOSTRE, de Monsieur Olivier GRENET et de Madame Stéphanie BILHERE, délégation est donnée à Madame Céline LENTZ, assistante ingénieure, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 5

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Maité PATERNOSTRE, de Monsieur Olivier GRENET, de Madame Stéphanie BILHERE et de Madame Céline LENTZ, délégation est donnée à

Madame Carole MAILLET-HOINT, assistante ingénieure, aux fins mentionnées à l'article 1er de la présente décision.

Article 6

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Maité PATERNOSTRE, de Monsieur Olivier GRENET, de Madame Stéphanie BILHERE, de Madame Céline LENTZ, de Madame Carole MAILLET-HOINT, délégation est donnée à Madame Sandrine LENOEL, technicienne classe exceptionnelle, aux fins mentionnées à l'article 1er de la présente décision.

Article 7

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 8

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} janvier 2020

Le directeur d'unité
Monsieur Frédéric BOCCARD

Madame Maité PATERNOSTRE

Monsieur Olivier GRENET

Madame Stéphanie BILHERE

Madame Céline LENTZ

Madame Carole MAILLET-HOINT

Madame Sandrine LENOEL

DEC193063DR04

Décision portant délégation de signature à Madame Laure KAISER-ARNAULD, directeur de l'unité UMR9191 intitulée *Evolution, génomes, comportement et écologie*, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171917DAJ du 7 juillet 2017 nommant Madame Marie-Hélène PAPILLON déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette à compter du 17 juillet 2017 ;

Vu la décision DEC191237DGDS approuvant le renouvellement, à compter du 01/01/2020, de l'unité UMR9191, intitulée « Evolution, génomes, comportement et écologie », dont le directeur est Madame Laure KAISER-ARNAULD ;

DÉCIDE :

Article 1

Délégation est donnée à Madame Laure KAISER-ARNAULD, directeur de l'unité UMR9191, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Laure KAISER-ARNAULD, délégation de signature est donnée à Monsieur Jean-Christophe SANDOZ, directeur de recherche, et Madame Sylvie APRUZZESE-SERAZIN, assistante ingénieure, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} janvier 2020

La déléguée régionale
Madame Marie-Hélène PAPILLON

Madame Laure KAISER-ARNAULD

Monsieur Jean-Christophe SANDOZ

Madame Sylvie APRUZZESE-SERAZIN

DEC193064DR04

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR9191 intitulée Evolution, génomes, comportement et écologie

LE DIRECTEUR D'UNITÉ,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191237DGDS approuvant le renouvellement, à compter du 01/01/2020, de l'unité UMR9191, intitulée « Evolution, génomes, comportement et écologie », dont le directeur est Madame Laure KAISER-ARNAULD ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Monsieur Jean-Christophe SANDOZ, directeur de recherche, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC153351DAJ susvisée.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Christophe SANDOZ, délégation est donnée à Madame Sylvie APRUZZESE-SERAZIN, assistante ingénieure, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} janvier 2020

Le directeur d'unité
Madame Laure KAISER-ARNAULD

Monsieur Jean-Christophe SANDOZ

Madame Sylvie APRUZZESE-SERAZIN

DEC193067DR04

Décision portant délégation de signature à *Monsieur Emmanuel DE LANGRE*, directeur de l'unité UMR7646 intitulée *Laboratoire d'hydrodynamique*, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171917DAJ du 7 juillet 2017 nommant Madame Marie-Hélène PAPILLON déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette à compter du 17 juillet 2017 ;

Vu la décision DEC191237DGDS approuvant le renouvellement, à compter du 01/01/2020, de l'unité UMR7646, intitulée « Laboratoire d'hydrodynamique », dont le directeur est Monsieur Emmanuel DE LANGRE ;

DÉCIDE :

Article 1

Délégation est donnée à Monsieur Emmanuel DE LANGRE, directeur de l'unité UMR7646, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Emmanuel DE LANGRE, délégation de signature est donnée à Monsieur Lutz LESSHAFFT, chargé de recherche, Monsieur Christophe CLANET, directeur de recherche, et Monsieur Sébastien MICHELIN, professeur, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} janvier 2020

La déléguée régionale
Madame Marie-Hélène PAPILLON

Monsieur Emmanuel DE LANGRE

Monsieur Lutz LESSHAFFT

Monsieur Christophe CLANET

Monsieur Sébastien MICHELIN

DEC193068DR04

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7646 intitulée Laboratoire d'hydrodynamique

LE DIRECTEUR D'UNITÉ,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191237DGDS approuvant le renouvellement, à compter du 01/01/2020, de l'unité UMR7646, intitulée « Laboratoire d'hydrodynamique », dont le directeur est Monsieur Emmanuel DE LANGRE ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Monsieur Lutz LESSHAFFT, chargé de recherche, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC153351DAJ susvisée.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Lutz LESSHAFFT, délégation est donnée à Monsieur Christophe CLANET, directeur de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Lutz LESSHAFFT et de Monsieur Christophe CLANET, délégation est donnée à Monsieur Sébastien MICHELIN, professeur, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} janvier 2020

Le directeur d'unité
Monsieur Emmanuel DE LANGRE

Monsieur Lutz LESSHAFFT

Monsieur Christophe CLANET

Monsieur Sébastien MICHELIN

DEC193069DR04

**Décision portant délégation de signature à *Monsieur Bruno LE PIOUFLE*, directeur de l'unité *FR3242* intitulée *Institut d'Alembert*,
par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire**

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171917DAJ du 7 juillet 2017 nommant Madame Marie-Hélène PAPILLON déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette à compter du 17 juillet 2017 ;

Vu la décision DEC191243DGDS approuvant le renouvellement, à compter du 01/01/2020, de l'unité FR3242, intitulée « Institut d'Alembert », dont le directeur est Monsieur Bruno LE PIOUFLE ;

DÉCIDE :

Article 1

Délégation est donnée à Monsieur Bruno LE PIOUFLE, directeur de l'unité FR3242, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} janvier 2020

La déléguée régionale
Madame Marie-Hélène PAPILLON

Monsieur Bruno LE PIOUFLE

DEC193075DR04

Décision portant délégation de signature à *Monsieur Andrei CONSTANTINESCU*, directeur de l'unité *UMR7649* intitulée *Laboratoire de mécanique des solides*, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171917DAJ du 7 juillet 2017 nommant Madame Marie-Hélène PAPILLON déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette à compter du 17 juillet 2017 ;

Vu la décision DEC191237DGDS approuvant le renouvellement, à compter du 01/01/2020, de l'unité UMR7649, intitulée « Laboratoire de mécanique des solides », dont le directeur est Monsieur Andrei CONSTANTINESCU ;

DÉCIDE :

Article 1

Délégation est donnée à Monsieur Andrei CONSTANTINESCU, directeur de l'unité UMR7649, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Andrei CONSTANTINESCU, délégation de signature est donnée à Madame Valérie JAMET, ingénieure de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} janvier 2020

La déléguée régionale
Madame Marie-Hélène PAPILLON

Monsieur Andrei CONSTANTINESCU

Madame Valérie JAMET

DEC193076DR04

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7649 intitulée Laboratoire de mécanique des solides

LE DIRECTEUR D'UNITÉ,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191237DGDS approuvant le renouvellement, à compter du 01/01/2020, de l'unité UMR7649, intitulée « Laboratoire de mécanique des solides », dont le directeur est Monsieur Andrei CONSTANTINESCU ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Madame Valérie JAMET, ingénieure de recherche, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC153351DAJ susvisée.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} janvier 2020

Le directeur d'unité
Monsieur Andrei CONSTANTINESCU

Madame Valérie JAMET

DEC193087DR04

**Décision portant délégation de signature à *Monsieur Pierre-François LAVALLEE*, directeur de l'unité *UPS851* intitulée *Institut du développement et des ressources en informatique scientifique*,
par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire**

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171917DAJ du 7 juillet 2017 nommant Madame Marie-Hélène PAPILLON déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette à compter du 17 juillet 2017 ;

Vu la décision DEC191249DGDS approuvant le renouvellement, à compter du 01/01/2020, de l'unité UPS851, intitulée « Institut du développement et des ressources en informatique scientifique », dont le directeur est Monsieur Pierre-François LAVALLEE ;

DÉCIDE :

Article 1

Délégation est donnée à Monsieur Pierre-François LAVALLEE, directeur de l'unité UPS851, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;

3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre-François LAVALLEE, délégation de signature est donnée à Madame Joëlle LEGRAND, ingénieure d'étude, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} janvier 2020

La déléguée régionale
Madame Marie-Hélène PAPILLON

Monsieur Pierre-François LAVALLEE

Madame Joëlle LEGRAND

DEC193088DR04

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UPS851 intitulée Institut du développement et des ressources en informatique scientifique

LE DIRECTEUR D'UNITÉ,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191249DGDS approuvant le renouvellement, à compter du 01/01/2020, de l'unité UPS851, intitulée « Institut du développement et des ressources en informatique scientifique », dont le directeur est Monsieur Pierre-François LAVALLEE ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Madame Joëlle LEGRAND, ingénieure d'étude, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC153351DAJ susvisée.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} janvier 2020

Le directeur d'unité
Monsieur Pierre-François LAVALLEE

Madame Joëlle LEGRAND

DEC193120DR04

Décision portant délégation de signature à *Madame Sophie ROSSET*, directeur de l'unité UPR3251 intitulée *Laboratoire d'informatique pour la mécanique et les sciences de l'ingénieur*, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171917DAJ du 7 juillet 2017 nommant Madame Marie-Hélène PAPILLON déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette à compter du 17 juillet 2017 ;

Vu la décision DEC191254DGDS approuvant le renouvellement, à compter du 01/01/2020, de l'unité UPR3251, intitulée « Laboratoire d'informatique pour la mécanique et les sciences de l'ingénieur », dont le directeur est Madame Sophie ROSSET ;

DÉCIDE :

Article 1

Délégation est donnée à Madame Sophie ROSSET, directeur de l'unité UPR3251, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie ROSSET, délégation de signature est donnée à Madame Anne VILNAT, professeure, Madame Bérengère PODVIN, chargée de recherche, et Madame Monique GRANON, ingénieure d'études, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} janvier 2020

La déléguée régionale
Madame Marie-Hélène PAPILLON

Madame Sophie ROSSET

Madame Anne VILNAT

Madame Bérengère PODVIN

Madame Monique GRANON

DEC193121DR04

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UPR3251 intitulée Laboratoire d'informatique pour la mécanique et les sciences de l'ingénieur

LE DIRECTEUR D'UNITÉ,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191254DGDS approuvant le renouvellement, à compter du 01/01/2020, de l'unité UPR3251, intitulée « Laboratoire d'informatique pour la mécanique et les sciences de l'ingénieur », dont le directeur est Madame Sophie ROSSET ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Madame Anne VILNAT, professeure, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC153351DAJ susvisée.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Anne VILNAT, délégation est donnée à Madame Bérengère PODVIN, chargée de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Anne VILNAT et de Madame Bérengère PODVIN, délégation est donnée à Madame Monique GRANON, ingénieure d'études, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} janvier 2020

Le directeur d'unité
Madame Sophie ROSSET

Madame Anne VILNAT

Madame Bérengère PODVIN

Madame Monique GRANON

DEC193123DR04

Décision portant délégation de signature à *Monsieur Jacques DE MAILLARD*, directeur de l'unité UMR8183 intitulée *Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales*, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171917DAJ du 7 juillet 2017 nommant Madame Marie-Hélène PAPILLON déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette à compter du 17 juillet 2017 ;

Vu la décision DEC191237DGDS approuvant le renouvellement, à compter du 01/01/2020, de l'unité UMR8183, intitulée « Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales », dont le directeur est Monsieur Jacques DE MAILLARD ;

DÉCIDE :

Article 1

Délégation est donnée à Monsieur Jacques DE MAILLARD, directeur de l'unité UMR8183, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jacques DE MAILLARD, délégation de signature est donnée à Madame Mathilde DARLEY, chargée de recherche, et Madame Claude COUTURE, assistante ingénieure, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} janvier 2020

La déléguée régionale
Madame Marie-Hélène PAPILLON

Monsieur Jacques DE MAILLARD

Madame Mathilde DARLEY

Madame Claude COUTURE

DEC193124DR04

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR8183 intitulée Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales

LE DIRECTEUR D'UNITÉ,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191237DGDS approuvant le renouvellement, à compter du 01/01/2020, de l'unité UMR8183, intitulée « Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales », dont le directeur est Monsieur Jacques DE MAILLARD ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Madame Mathilde DARLEY, chargée de recherche, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC153351DAJ susvisée.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Mathilde DARLEY, délégation est donnée à Madame Claude COUTURE, assistante ingénieure, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} janvier 2020

Le directeur d'unité
Monsieur Jacques DE MAILLARD

Madame Mathilde DARLEY

Madame Claude COUTURE

DEC193137DR04

Décision portant délégation de signature à *Monsieur Achille STOCCHI*, directeur de l'unité UMR9012 intitulée *Laboratoire de physique des 2 infinis – Irène Joliot-Curie*, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171917DAJ du 7 juillet 2017 nommant Madame Marie-Hélène PAPILLON déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette à compter du 17 juillet 2017 ;

Vu la décision DEC191237DGDS approuvant la création, à compter du 01/01/2020, de l'unité UMR9012, intitulée « Laboratoire de physique des 2 infinis – Irène Joliot-Curie », dont le directeur est Monsieur Achille STOCCHI ;

DÉCIDE :

Article 1

Délégation est donnée à Monsieur Achille STOCCHI, directeur de l'unité UMR9012, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Achille STOCCHI, délégation de signature est donnée à Monsieur Fadi IBRAHIM, directeur de recherche, Monsieur Sébastien DESCOTES-GENON, directeur de recherche, Madame Emmanuelle BABSKY, ingénieure d'études, Monsieur Philippe LANIECE, directeur de recherche, Madame Valérie CHAMBERT, ingénieure de recherche, Madame Virginie QUIPPOURT, ingénieure d'études et Madame Nathalie ARLAUD, ingénieure d'études aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} janvier 2020

La déléguée régionale
Madame Marie-Hélène PAPILLON

Monsieur Achille STOCCHI

Monsieur Fadi IBRAHIM

Monsieur Sébastien DESCOTES-GENON

Madame Emmanuelle BABSKY

Monsieur Philippe LANIECE

Madame Valérie CHAMBERT

Madame Virginie QUIPPOURT

Madame Nathalie ARLAUD

DEC193138DR04

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR9012 intitulée Laboratoire de physique des 2 infinis – Irène Joliot-Curie

LE DIRECTEUR D'UNITÉ,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191237DGDS approuvant la création, à compter du 01/01/2020, de l'unité UMR9012, intitulée « Laboratoire de physique des 2 infinis – Irène Joliot-Curie », dont le directeur est Monsieur Achille STOCCHI ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Monsieur Fadi IBRAHIM, directeur de recherche, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC153351DAJ susvisée.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fadi IBRAHIM, délégation est donnée à Monsieur Sébastien DESCOTES-GENON, directeur de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fadi IBRAHIM et de Monsieur Sébastien DESCOTES-GENON, délégation est donnée à Madame Emmanuelle BABSKY, ingénieure d'études, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 4

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fadi IBRAHIM, de Monsieur Sébastien DESCOTES-GENON et de Madame Emmanuelle BABSKY, délégation est donnée à Monsieur Philippe LANIECE, directeur de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 5

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fadi IBRAHIM, de Monsieur Sébastien DESCOTES-GENON, de Madame Emmanuelle BABSKY et de Monsieur Philippe LANIECE, délégation est donnée

à Madame Valérie CHAMBERT, ingénieure de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1er de la présente décision.

Article 6

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fadi IBRAHIM, de Monsieur Sébastien DESCOTES-GENON, de Madame Emmanuelle BABSKY, de Monsieur Philippe LANIECE, de Madame Valérie CHAMBERT, délégation est donnée à Madame Virginie QUIPPOURT, ingénieure d'études, aux fins mentionnées à l'article 1er de la présente décision.

Article 7

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fadi IBRAHIM, de Monsieur Sébastien DESCOTES-GENON, de Madame Emmanuelle BABSKY, de Monsieur Philippe LANIECE, de Madame Valérie CHAMBERT, et de Madame Virginie QUIPPOURT, délégation est donnée à Madame Nathalie ARLAUD, ingénieure d'études, aux fins mentionnées à l'article 1er de la présente décision.

Article 8

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 9

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} janvier 2020

Le directeur d'unité
Monsieur Achille STOCCHI

Monsieur Fadi IBRAHIM

Monsieur Sébastien DESCOTES-GENON

Madame Emmanuelle BABSKY

Monsieur Philippe LANIECE

Madame Valérie CHAMBERT

Madame Virginie QUIPPOURT

Madame Nathalie ARLAUD

DEC193151DR04

Décision portant délégation de signature à *Monsieur Emmanuel ULLMO*, directeur de l'unité UMR9009 intitulée *Laboratoire Alexander Grothendieck*, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171917DAJ du 7 juillet 2017 nommant Madame Marie-Hélène PAPILLON déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette à compter du 17 juillet 2017 ;

Vu la décision DEC191237DGDS approuvant la création, à compter du 01/01/2020, de l'unité UMR9009, intitulée « Laboratoire Alexander Grothendieck », dont le directeur est Monsieur Emmanuel ULLMO ;

DÉCIDE :

Article 1

Délégation est donnée à Monsieur Emmanuel ULLMO, directeur de l'unité UMR9009, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Emmanuel ULLMO, délégation de signature est donnée à Monsieur Emmanuel HERMAND, technicien, et Madame Fabienne EVENISSE, technicienne, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} janvier 2020

La déléguée régionale
Madame Marie-Hélène PAPILLON

Monsieur Emmanuel ULLMO

Monsieur Emmanuel HERMAND

Madame Fabienne EVENISSE

DEC193152DR04

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR9009 intitulée Laboratoire Alexander Grothendieck

LE DIRECTEUR D'UNITÉ,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191237DGDS approuvant la création, à compter du 01/01/2020, de l'unité UMR9009, intitulée « Laboratoire Alexander Grothendieck », dont le directeur est Monsieur Emmanuel ULLMO ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Monsieur Emmanuel HERMAND, technicien, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC153351DAJ susvisée.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Emmanuel HERMAND, délégation est donnée à Madame Fabienne EVENISSE, technicienne, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} janvier 2020

Le directeur d'unité
Monsieur Emmanuel ULLMO

Monsieur Emmanuel HERMAND

Madame Fabienne EVENISSE

DEC193154DR04

Décision portant délégation de signature à *Monsieur Nicolas VAYATIS*, directeur de l'unité UMR9010 intitulée *Centre Giovanni Borelli*, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171917DAJ du 7 juillet 2017 nommant Madame Marie-Hélène PAPILLON déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette à compter du 17 juillet 2017 ;

Vu la décision DEC191237DGDS approuvant la création, à compter du 01/01/2020, de l'unité UMR9010, intitulée « Centre Giovanni Borelli », dont le directeur est Monsieur Nicolas VAYATIS ;

DÉCIDE :

Article 1

Délégation est donnée à Monsieur Nicolas VAYATIS, directeur de l'unité UMR9010, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas VAYATIS, délégation de signature est donnée à Monsieur Damien RICARD, professeur, et Madame Véronique ALMADOVAR, assistante ingénieure, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} janvier 2020

La déléguée régionale
Madame Marie-Hélène PAPILLON

Monsieur Nicolas VAYATIS

Monsieur Damien RICARD

Madame Véronique ALMADOVAR

DEC193155DR04

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR9010 intitulée Centre Giovanni Borelli

LE DIRECTEUR D'UNITÉ,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191237DGDS approuvant la création, à compter du 01/01/2020, de l'unité UMR9010, intitulée « Centre Giovanni Borelli », dont le directeur est Monsieur Nicolas VAYATIS ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Monsieur Damien RICARD, professeur, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC153351DAJ susvisée.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Damien RICARD, délégation est donnée à Madame Véronique ALMADOVAR, assistante ingénieure, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} janvier 2020

Le directeur d'unité
Monsieur Nicolas VAYATIS

Monsieur Damien RICARD

Madame Véronique ALMADOVAR

DEC200043DR04

Décision portant délégation de signature à *Monsieur Claude MARCHAND*, directeur de l'unité UMR8507 intitulée *Génie électrique et électronique de Paris*, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171917DAJ du 7 juillet 2017 nommant Madame Marie-Hélène PAPILLON déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette à compter du 17 juillet 2017 ;

Vu la décision DEC191237DGDS approuvant le renouvellement, à compter du 01/01/2020, de l'unité UMR8507, intitulée « Génie électrique et électronique de Paris », dont le directeur est Monsieur Claude MARCHAND ;

DÉCIDE :

Article 1

Délégation est donnée à Monsieur Claude MARCHAND, directeur de l'unité UMR8507, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Claude MARCHAND, délégation de signature est donnée à Madame Séverine LEBOUVIER, assistante ingénieure, Monsieur Zhuoxiang REN, professeur, et Monsieur Lionel PICHON, directeur de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision **DEC182272DR04** du 01/11/2018 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} janvier 2020

La déléguée régionale
Madame Marie-Hélène PAPILLON

Monsieur Claude MARCHAND

Madame Séverine LEBOUVIER

Monsieur Zhuoxiang REN

Monsieur Lionel PICHON

DEC200044DR04

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR8507 intitulée Génie électrique et électronique de Paris

LE DIRECTEUR D'UNITÉ,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191237DGDS approuvant le renouvellement, à compter du 01/01/2020, de l'unité UMR8507, intitulée « Génie électrique et électronique de Paris », dont le directeur est Monsieur Claude MARCHAND ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Madame Séverine LEBOUVIER, assistante ingénieure, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC153351DAJ susvisée.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Séverine LEBOUVIER, délégation est donnée à Monsieur Zhuoxiang REN, professeur, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Séverine LEBOUVIER et de Monsieur Zhuoxiang REN, délégation est donnée à Monsieur Lionel PICHON, directeur de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} janvier 2020

Le directeur d'unité
Monsieur Claude MARCHAND

Madame Séverine LEBOUVIER

Monsieur Zhuoxiang REN

Monsieur Lionel PICHON

DEC200058DR04

Décision portant délégation de signature à *Monsieur Giancarlo FAINI*, directeur de l'unité *UMR9001* intitulée *Centre de nanosciences et de nanotechnologies*, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171917DAJ du 7 juillet 2017 nommant Madame Marie-Hélène PAPILLON déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette à compter du 17 juillet 2017 ;

Vu la décision DEC191237DGDS approuvant le renouvellement, à compter du 01/01/2020, de l'unité UMR9001, intitulée « Centre de nanosciences et de nanotechnologies », dont le directeur est Monsieur Giancarlo FAINI ;

DÉCIDE :

Article 1

Délégation est donnée à Monsieur Giancarlo FAINI, directeur de l'unité UMR9001, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Giancarlo FAINI, délégation de signature est donnée à Madame Vanessa TOCUT, ingénieure de recherche, Monsieur Jean-Christophe HARMAND, directeur de recherche, Madame Marine ANDRE, ingénieure d'études, et Madame Isabelle DALAC, assistante ingénieure, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision DEC192445DR04 du 01/09/2019 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} janvier 2020

La déléguée régionale
Madame Marie-Hélène PAPILLON

Monsieur Giancarlo FAINI

Madame Vanessa TOCUT

Monsieur Jean-Christophe HARMAND

Madame Marine ANDRE

Madame Isabelle DALAC

DEC200059DR04

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR9001 intitulée Centre de nanosciences et de nanotechnologies

LE DIRECTEUR D'UNITÉ,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191237DGDS approuvant le renouvellement, à compter du 01/01/2020, de l'unité UMR9001, intitulée « Centre de nanosciences et de nanotechnologies », dont le directeur est Monsieur Giancarlo FAINI ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Madame Vanessa TOCUT, ingénieure de recherche, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC153351DAJ susvisée.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Vanessa TOCUT, délégation est donnée à Monsieur Jean-Christophe HARMAND, directeur de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Vanessa TOCUT et de Monsieur Jean-Christophe HARMAND, délégation est donnée à Madame Marine ANDRE, ingénieure d'études, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 4

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Vanessa TOCUT, de Monsieur Jean-Christophe HARMAND et de Madame Marine ANDRE, délégation est donnée à Madame Isabelle DALAC, assistante ingénieure, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 5

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 6

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} janvier 2020

Le directeur d'unité
Monsieur Giancarlo FAINI

Madame Vanessa TOCUT

Monsieur Jean-Christophe HARMAND

Madame Marine ANDRE

Madame Isabelle DALAC

DEC200117DR04

**Décision portant délégation de signature à *Monsieur Denis ULLMO*, directeur de l'unité *UMS2005* intitulée *Institut Pascal*,
par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire**

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171917DAJ du 7 juillet 2017 nommant Madame Marie-Hélène PAPILLON déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette à compter du 17 juillet 2017 ;

Vu la décision DEC191244DGDS approuvant le renouvellement, à compter du 01/01/2020, de l'unité UMS2005, intitulée « Institut Pascal », dont le directeur est Monsieur Denis ULLMO ;

DÉCIDE :

Article 1

Délégation est donnée à Monsieur Denis ULLMO, directeur de l'unité UMS2005, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Denis ULLMO, délégation de signature est donnée à Madame Aurélie LANDO, ingénieure de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision **DEC182320DR04** du 01/11/2018 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} janvier 2020

La déléguée régionale
Madame Marie-Hélène PAPILLON

Monsieur Denis ULLMO

Madame Aurélie LANDO

DEC200120DR04

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMS2005 intitulée Institut Pascal

LE DIRECTEUR D'UNITÉ,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191244DGDS approuvant le renouvellement, à compter du 01/01/2020, de l'unité UMS2005, intitulée « Institut Pascal », dont le directeur est Monsieur Denis ULLMO ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Madame Aurélie LANDO, ingénieure de recherche, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.1 de la décision DEC153351DAJ susvisée.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} janvier 2020

Le directeur d'unité
Monsieur Denis ULLMO

Madame Aurélie LANDO



DEC200135DR04

Décision portant délégation de signature à *Monsieur Sylvain RAVY*, directeur de l'unité *UMR8502* intitulée *Laboratoire de physique des solides*, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171917DAJ du 7 juillet 2017 nommant Madame Marie-Hélène PAPILLON déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette à compter du 17 juillet 2017 ;

Vu la décision DEC191237DGDS approuvant le renouvellement, à compter du 01/01/2020, de l'unité UMR8502, intitulée « Laboratoire de physique des solides », dont le directeur est Monsieur Sylvain RAVY ;

DÉCIDE :

Article 1

Délégation est donnée à Monsieur Sylvain RAVY, directeur de l'unité UMR8502, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Sylvain RAVY, délégation de signature est donnée à Monsieur Luc ORTEGA, ingénieur de recherche, Madame Pouneh MILANIAN, ingénieure d'étude, et Madame Alexandra MOUGIN, directrice de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision DEC182270DR04 du 01/11/2018 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} janvier 2020

La déléguée régionale
Madame Marie-Hélène PAPILLON

Monsieur Sylvain RAVY

Monsieur Luc ORTEGA

Madame Pouneh MILANIAN

Madame Alexandra MOUGIN

DEC200136DR04

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR8502 intitulée Laboratoire de physique des solides

LE DIRECTEUR D'UNITÉ,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191237DGDS approuvant le renouvellement, à compter du 01/01/2020, de l'unité UMR8502, intitulée « Laboratoire de physique des solides », dont le directeur est Monsieur Sylvain RAVY ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Monsieur Luc ORTEGA, ingénieur de recherche, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC153351DAJ susvisée.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Luc ORTEGA, délégation est donnée à Madame Pouneh MILANIAN, ingénieure d'étude, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Luc ORTEGA et de Madame Pouneh MILANIAN, délégation est donnée à Madame Alexandra MOUGIN, directrice de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} janvier 2020

Le directeur d'unité
Monsieur Sylvain RAVY

Monsieur Luc ORTEGA

Madame Pouneh MILANIAN

Madame Alexandra MOUGIN

DEC200140DR04

**Décision portant délégation de signature à *Monsieur Victor ETGENS*, directeur de l'unité *USR3461* intitulée *Institut photonique d'analyse non-destructive européen des matériaux anciens*,
par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire**

LA DÉLÉGUÉE RÉGIONALE,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171917DAJ du 7 juillet 2017 nommant Madame Marie-Hélène PAPILLON déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette à compter du 17 juillet 2017 ;

Vu la décision DEC191246DGDS approuvant le renouvellement, à compter du 01/01/2020, de l'unité USR3461, intitulée « Institut photonique d'analyse non-destructive européen des matériaux anciens », dont le directeur est Monsieur Victor ETGENS ;

DÉCIDE :

Article 1

Délégation est donnée à Monsieur Victor ETGENS, directeur de l'unité USR3461, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Victor ETGENS, délégation de signature est donnée à Madame Regina OPRANDI-LEGORRE, assistante ingénieure, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} janvier 2020

La déléguée régionale
Madame Marie-Hélène PAPILLON

Monsieur Victor ETGENS

Madame Regina OPRANDI-LEGORRE

DEC200141DR04

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité USR3461 intitulée Institut photonique d'analyse non-destructive européen des matériaux anciens

LE DIRECTEUR D'UNITÉ,

Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191246DGDS approuvant le renouvellement, à compter du 01/01/2020, de l'unité USR3461, intitulée « Institut photonique d'analyse non-destructive européen des matériaux anciens », dont le directeur est Monsieur Victor ETGENS ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Madame Regina OPRANDI-LEGORRE, assistante ingénieure, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC153351DAJ susvisée.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} janvier 2020

Le directeur d'unité
Monsieur Victor ETGENS

Madame Regina OPRANDI-LEGORRE

DEC200838DR05

Décision portant délégation de signature à M. Pascal Simier, responsable du service logistique et technique, en cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe Cavelier, délégué régional de la délégation Ile-de-France Meudon

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 - Délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC132119DAJ du 2 septembre 2013 nommant M. Philippe Cavelier, délégué régional pour la circonscription Ile-de-France Meudon ;

Vu la décision DEC200837DR05 du 2 mars 2020 nommant M. Pascal Simier, aux fonctions de responsable du service logistique et technique ;

DECIDE :

Article 1^{er}

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe Cavelier, délégué régional pour la circonscription Ile-de-France Meudon, et de Mme Ana Claudia Fonseca Brefe, adjointe au délégué régional, délégation est donnée à M. Pascal Simier, responsable du service logistique et technique, à l'effet de signer tous actes, décisions et documents relatifs aux activités et au fonctionnement du service logistique et technique et relevant de l'exercice des fonctions d'ordonnateur secondaire de M. Philippe Cavelier.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Meudon, le 2 mars 2020

Le délégué régional
Philippe Cavelier



DEC200601DR05

Décision portant délégation de signature à Mme Christine Cadot, directrice de l'unité UMR7217 intitulée Centre de recherches sociologiques de Paris (CRESPPA), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC132119DAJ du 2 septembre 2013 nommant Philippe Cavelier délégué régional pour la circonscription Ile-de-France Meudon à compter du 2 septembre 2013 ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'unité UMR7217, intitulée Centre de recherches sociologiques de Paris (CRESPPA), dont la directrice est Mme Christine Cadot ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Christine Cadot, directrice de l'unité UMR7217, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Christine Cadot, délégation de signature est donnée à Mme Jane Freedman, PR, M. Thomas Brisson, PR, Mme Delphine Naudier, DR, et Mme Sandra Nicolas, AI, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC190528DR05 du 30 janvier 2019 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Meudon, le 1^{er} janvier 2020

Le délégué régional
Philippe Cavelier



DEC200602DR05

Décision portant délégation de signature à Mme Jane Freedman, M. Thomas Brisson, Mme Delphine Naudier, et Mme Sandra Nicolas pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7217 intitulée intitulée Centre de recherches sociologiques de Paris (CRESPPA)

LA DIRECTRICE D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'unité UMR7217, intitulée Centre de recherches sociologiques de Paris (CRESPPA), dont la directrice est Mme Christine Cadot ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Jane Freedman, PR, M. Thomas Brisson, PR, Mme Delphine Naudier, DR, et Mme Sandra Nicolas, AI, à l'effet de signer au nom de la directrice d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directrice (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 1^{er} janvier 2020

La directrice d'unité
Christine Cadot

¹ Pour mémoire la directrice d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



DEC193313DR06

Décision portant délégation de signature à Mme Gwénaél Massuyeau, M. Daniele Faenzi, Mme Anissa Bellaassali pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR5584 intitulée Institut de Mathématiques de Bourgogne (IMB)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC161216DGDS du 16 décembre 2016 approuvant le renouvellement de l'unité UMR5584 intitulée Institut de Mathématiques de Bourgogne , dont le directeur est Abderrahim JOURANI

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Gwénaél Massuyeau, Professeur , à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC153351DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Gwénaél Massuyeau, délégation est donnée à M. Daniele Faenzi professeur aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Gwénaél Massuyeau et de M. Daniele Faenzi délégation est donnée à Mme Anissa Bellaassali Administratrice de l'unité aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur(trice) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Dijon , le 16 décembre 2019

le directeur d'unité
Abderrahim JOURANI

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée : soit jusqu'à 144 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2018.



DEC193312DR06

Décision portant délégation de signature à M. Abderrahim JOURANI directeur de l'unité UMR5584 intitulée Institut de Mathématiques de Bourgogne (IMB) par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191404DAJ du 1^{ER} juillet 2019 nommant Edwige Helmer-Laurent déléguée régionale pour la circonscription Centre Est (DR06) à compter du 26 août 2019 ;

Vu la décision DEC161216DGDS du 16 décembre 2016 approuvant le renouvellement de l'unité de l'unité UMR5584 intitulée Institut de Mathématiques de Bourgogne dont le directeur est Abderrahim JOURANI ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Abderrahim JOURANI directeur de l'unité UMR5584, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 144 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2018.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Abderrahim JOURANI, délégation de signature est donnée à M. Gwénaél Massuyeau, Professeur, M. Daniele Faenzi, professeur, Mme Anissa Bellaassali, Administratrice de l'unité, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC192220DR06 du 26 août 2019 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Vandoeuvre les Nancy le 16 Décembre 2019

La Déléguée Régionale
Edwige Helmer-Laurent



DEC193317DR06

Décision portant délégation de signature à Mme Pascaline Saire pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité FR2011 intitulée Fédération Bourgogne Franche Comté Mathématiques (BFC-Mathématiques)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171283DGDS du 21 décembre 2017 portant création de l'unité FR2011 intitulée Fédération Bourgogne Franche Comté Mathématiques , dont le directeur est Christian LE MERDY

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Pascaline Saire, AI, responsable administrative , à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC153351DAJ susvisée¹.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur(trice) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Besançon, 5 décembre 2019

le directeur d'unité
Christian LE MERDY

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée : soit jusqu'à 144 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2018.





DEC193316DR06

Décision portant délégation de signature à M. Christian LE MERDY directeur de l'unité FR2011 intitulée Fédération Bourgogne Franche Comté Mathématiques (BFC-Mathématiques) par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191404DAJ du 1^{ER} juillet 2019 nommant Edwige Helmer-Laurent déléguée régionale pour la circonscription Centre Est (DR06) à compter du 26 août 2019 ;

Vu la décision DEC171283DGDS du 21 décembre 2017 portant création de l'unité de l'unité FR2011 intitulée Fédération Bourgogne Franche Comté Mathématiques dont le directeur est Christian LE MERDY ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Christian LE MERDY directeur de l'unité FR2011, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 144 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2018.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christian LE MERDY, délégation de signature est donnée à Mme Pascaline Saire, AI, responsable administrative aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC192197DR06 du 26 août 2019 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Vandoeuvre les Nancy le 5 décembre 2019

La Déléguée Régionale
Edwige Helmer-Laurent



DEC200592DR06

Décision portant délégation de signature à M. Christophe COUTEAU directeur de l'unité ERL7004 intitulée Lumière, nanotechnologies et nanomatériaux (L2n) par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191404DAJ du 1^{ER} juillet 2019 nommant Edwige Helmer-Laurent déléguée régionale pour la circonscription Centre Est (DR06) à compter du 26 août 2019 ;

Vu la décision DEC191248DGDS du 19 décembre 2019 portant création de l'unité de l'unité ERL7004 intitulée Lumière, nanotechnologies et nanomatériaux dont le directeur est Christophe COUTEAU ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Christophe COUTEAU directeur de l'unité ERL7004 à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Vandoeuvre les Nancy , le 2 JANVIER 2020

La Déléguée Régionale
Edwige

HELMER-LAURENT



DEC200895DR07

Décision portant délégation de signature à M. Jean-Christophe GEMINARD, directeur par intérim de l'unité UMR5672 intitulée LABORATOIRE DE PHYSIQUE DE L'ENS DE LYON, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC123054DAJ du 21 décembre 2012 nommant Frédéric Faure délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne à compter du 15 janvier 2013 ;

Vu la décision DEC151290DGDS du 18 décembre 2015, approuvant le renouvellement de l'unité UMR5672, intitulée LABORATOIRE DE PHYSIQUE DE L'ENS DE LYON ;

Vu la décision DEC193310INP du 7 février 2020 portant nomination de Monsieur Jean-Christophe Géménard, aux fonctions de directeur par intérim de l'unité UMR5672, intitulée LABORATOIRE DE PHYSIQUE DE L'ENS DE LYON ;

Article 1er

Délégation est donnée à M. Jean-Christophe GEMINARD, directeur par intérim de l'unité UMR5672, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Christophe GEMINARD, délégation de signature est donnée à Madame Nadine Clervaux, Assistant ingénieur, aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La décision n° DEC193198DR07 du 1er janvier 2020 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS

Fait à Villeurbanne, le 16 mars 2020

Le délégué régional
Frédéric Faure

¹ Soit jusqu'à 139 000 Euros HT, seuil en vigueur au 01/01/2020

DEC200929DR07

Décision portant délégation de signature à Mme Christine DETREZ, directrice de l'unité UMR5283 intitulée Centre Max Weber, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC123054DAJ du 21 décembre 2012 nommant Frédéric Faure délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne à compter du 15 janvier 2013 ;

Vu la décision DEC151290DGDS du 18 décembre 2015, approuvant le renouvellement de l'unité UMR5283, intitulée Centre Max Weber ;

Vu la décision DEC191233INSHS du 1er Aout 2019, portant nomination de Madame Christine DETREZ aux fonctions de directrice de l'unité UMR5283, intitulée Centre Max Weber ;

Décide

Article 1er

Délégation est donnée à Mme Christine DETREZ, directrice de l'unité UMR5283, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Christine DETREZ, délégation de signature est donnée à Mesdames Isabelle MALLON et Emmanuelle SANTELLI, directrices adjointes, Monsieur Ahmed BOUBEKER, Professeur des Universités, et à Monsieur Abderrhazag GUERCHOUCHE, Assistant Ingénieur aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La décision n° DEC192168DR07 du 1er août 2019 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS

Fait à Villeurbanne, le 1er mars 2020

Le délégué régional
Frédéric Faure

¹ Soit jusqu'à 139 000 Euros HT, seuil en vigueur au 01/01/2020

DEC200608DAJ

Décision portant délégation de signature ponctuelle à M. Frédéric Faure, délégué régional de la circonscription Rhône Auvergne

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié, relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment son article 10 ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC123054DAJ du 21 décembre 2012 portant nomination de M. Frédéric Faure aux fonctions de délégué régional de la circonscription Rhône Auvergne ;

Vu les statuts de l'association « LYONBIOPOLE » régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 ;

Vu la facture n°2019/11/20-362 du 20 novembre 2019 portant règlement de la cotisation d'adhésion à l'association « LYONBIOPOLE » au titre de l'année 2020 ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Frédéric Faure, délégué régional de la circonscription Rhône Auvergne, à l'effet de signer, au nom du Président-directeur général du CNRS, l'ensemble des actes relatifs à l'adhésion du CNRS à l'association « LYONBIOPOLE », au titre de l'année 2020.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Paris, le 27 février 2020

Le président-directeur général

Antoine Petit



DEC200874DR07

Décision portant délégation de signature à M. Laurent SCHAEFFER, directeur de l'unité UMR5310 intitulée Institut Neuromyogène, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC123054DAJ du 21 décembre 2012 nommant Frédéric Faure délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne à compter du 15 janvier 2013 ;

Vu la décision DEC151290DGDS du 18 décembre 2015, portant création de l'unité UMR5310, intitulée Institut Neuromyogène, dont le directeur est M. Laurent SCHAEFFER ;

Article 1er

Délégation est donnée à M. Laurent SCHAEFFER, directeur de l'unité UMR5310, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Laurent SCHAEFFER, délégation de signature est donnée à M. Guy Mouchiroud, directeur adjoint, M. Jean-Louis Bessereau, Directeur adjoint, à Mme Andrée Defours, ingénieure d'études, et à Mme Isabelle Romera, Technicienne, aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La décision DEC170760DR07 du 1er Février 2017, donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision qui prend effet au 1er février 2020, sera publiée au Bulletin officiel du CNRS

Fait à Villeurbanne, le 12 mars 2020

Le délégué régional
Frédéric Faure

¹ Soit jusqu'à 139 000 Euros HT, seuil en vigueur au 01/01/2020

DEC200877DR07

Décision portant délégation de signature à M. Sofiane AMZIANE, directeur de l'unité GDR2078 intitulée Matériaux de construction BioSourcés, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC123054DAJ du 21 décembre 2012 nommant Frédéric Faure délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne à compter du 15 janvier 2013 ;

Vu la décision DEC191250DGDS du 19 décembre 2019, portant création de l'unité GDR2078, intitulée Matériaux de construction BioSourcés, dont le directeur est M. Sofiane AMZIANE ;

Article 1er

Délégation est donnée à M. Sofiane AMZIANE, directeur de l'unité GDR2078, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Sofiane AMZIANE, délégation de signature est donnée à Madame Pascale Dugat, Ingénieure de recherche aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

Les décisions antérieures donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire sont abrogées.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS

Fait à Villeurbanne, le 5 mars 2020

Le délégué régional
Frédéric Faure

¹ Soit jusqu'à 139 000 Euros HT, seuil en vigueur au 01/01/2020

DEC200878DR07

Décision portant délégation de signature à M. Teva VERNOUX, directeur de l'unité UMR5667 intitulée REPRODUCTION ET DEVELOPPEMENT DES PLANTES, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC123054DAJ du 21 décembre 2012 nommant Frédéric Faure délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne à compter du 15 janvier 2013 ;

Vu la décision DEC151290DGDS du 18 décembre 2015, approuvant le renouvellement de l'unité UMR5667, intitulée REPRODUCTION ET DEVELOPPEMENT DES PLANTES, dont le directeur est M. Teva VERNOUX ;

Article 1er

Délégation est donnée à M. Teva VERNOUX, directeur de l'unité UMR5667, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Teva VERNOUX, délégation de signature est donnée à Mme Gwyneth INGRAM, Directrice adjointe, et à Mme Cindy Vial, Ingénieure d'études, aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La décision n° DEC190834DR07 du 1er mars 2019 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS

Fait à Villeurbanne, le 12 mars 2020

Le délégué régional
Frédéric Faure

¹ Soit jusqu'à 139 000 Euros HT, seuil en vigueur au 01/01/2020

DEC200881DR07

Décision portant délégation de signature à M. Dominique PALLIN, directeur de l'unité UMR6533 intitulée Laboratoire de Physique de Clermont, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC123054DAJ du 21 décembre 2012 nommant Frédéric Faure délégué régional pour la circonscription Rhône Auvergne à compter du 15 janvier 2013 ;

Vu la décision DEC161216DGDS du 16 décembre 2016, approuvant le renouvellement de l'unité UMR6533, intitulée Laboratoire de Physique de Clermont, dont le directeur est M. Dominique PALLIN ;

Article 1er

Délégation est donnée à M. Dominique PALLIN, directeur de l'unité UMR6533, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Dominique PALLIN, délégation de signature est donnée à M. Nicolas Pillet, Ingénieur de recherche, à M. Philippe Rosnet, Professeur, et à M. Cyril Galpier, Ingénieur d'études, aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La décision n° DEC162146DR07 du 1er septembre 2016 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS

Fait à Villeurbanne, le 16 mars 2020

Le délégué régional
Frédéric Faure

¹ Soit jusqu'à 139 000 Euros HT, seuil en vigueur au 01/01/2020

DEC200759DR10

Décision portant délégation de signature à M. Matthieu BOILEAU, directeur de l'unité GDR3275 intitulée Calcul, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC180335DAJ du 25 janvier 2018 nommant M. Patrice SOULLIE délégué régional pour la circonscription Alsace à compter du 14 novembre 2014 ;

Vu la décision DEC161232DGDS du 16 décembre 2016 portant approuvant le renouvellement de l'unité GDR3275 intitulée Calcul.

Vu la décision DEC191176INSML portant nomination de M. Matthieu BOILEAU aux fonctions de directeur du GDR3275 intitulé Calcul ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Matthieu BOILEAU, directeur de l'unité GDR3275, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Matthieu BOILEAU, délégation de signature est donnée à Mme Delphine SCHMITT, Assistante ingénieur, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC191896DR04 du 1^{er} juillet 2019 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional délégant ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à STRASBOURG, le 04 mars 2020.

Le délégué régional
Patrice SOULLIE



DEC200695DAJ

Décision portant délégation de signature ponctuelle à M. Jérôme Paret, délégué régional de la circonscription Alpes (DR11)

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié, relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment son article 10 ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC170960DAJ du 28 mars 2017 portant nomination de M. Jérôme Paret aux fonctions de délégué régional de la circonscription Alpes ;

Vu les statuts de l'association « Technologies Energies Nouvelles Energies Renouvelables Rhône-Alpes Drôme Isère Savoie », usuellement appelée Pôle de Compétitivité TENERDIS, régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 ;

Vu les statuts de l'association « Minalogic Partenaires », usuellement appelée Pôle de compétitivité Minalogic, régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Jérôme Paret, délégué régional de la circonscription Alpes, à l'effet de signer, au nom du Président-directeur général du CNRS, l'ensemble des actes relatifs à l'adhésion du CNRS à l'association « Technologies Energies Nouvelles Energies Renouvelables Rhône-Alpes Drôme Isère Savoie » et à l'association « Minalogic Partenaires », au titre de l'année 2020.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Paris, le 10 mars 2020

Le président-directeur général

Antoine Petit



DEC200014DR11

Décision portant délégation de signature à M. Denis DAUVERGNE, directeur de l'unité GDR2917 intitulée Outils et méthodes nucléaires pour la lutte contre le Cancer (MI2B), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC170960DAJ du 28 mars 2017 portant nomination de M. Jérôme PARET, aux fonctions de délégué régional pour la circonscription Alpes (DR11), à compter du 1^{er} juin 2017 ;

Vu la décision DEC191250DGDS du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement, pour une durée de 5 ans à compter du 1^{er} janvier 2020, du groupement de recherche, intitulé Outils et méthodes nucléaires pour la lutte contre le Cancer (MI2B) ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Denis DAUVERGNE, directeur de l'unité GDR2917, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 euros HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Denis DAUVERGNE, délégation de signature est donnée à Mmes Colette DESLORIEUX, IRHC CNRS, responsable administrative, et Cécile VANNIER, AI CNRS, adjointe à la responsable administrative, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}, dans la limite de 5 000 euros.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Grenoble, le 21 février 2020

Le délégué régional,
Jérôme Paret



DEC200550DAJ

Décision portant délégation de signature ponctuelle à Mme Ghislaine Gibello, déléguée régionale de la circonscription Provence et Corse

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC180756DAJ du 22 février 2018 portant nomination de Mme Ghislaine Gibello aux fonctions de déléguée régionale de la circonscription Provence et Corse (DR12) ;

Vu le formulaire CERFA n°13 617*01 portant demande de dérogation pour la coupe de spécimens d'espèces végétales protégées ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Ghislaine Gibello, déléguée régionale de la circonscription Provence et Corse, à l'effet de signer, au nom du président-directeur général du CNRS, le formulaire CERFA n°13 617*01 portant demande de dérogation pour la coupe de spécimens d'espèces végétales protégées.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Paris, le 28 février 2020

Le président-directeur général

Antoine Petit



DEC200834DR13

Décision portant délégation de signature à *Yves DESDEVISES*, directeur *par intérim* de l'unité FR3724 intitulée « Observatoire Océanologique de Banyuls-sur-Mer » par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire.

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC162807DAJ du 18 janvier 2017 nommant M. Jérôme VITRE délégué régional pour la circonscription Languedoc Roussillon à compter du 1^{er} mars 2017 ;

Vu la décision DEC200496INSB du 13 février 2020, approuvant le renouvellement de l'unité FRE3724 « Observatoire Océanologique de Banyuls-sur-Mer » dont le directeur par intérim est M. Yves DESDEVISES

DECIDE :**Article 1^{er}**

Délégation est donnée à **M. Yves DESDEVISES**, directeur par intérim de l'unité FR3724, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris(e) en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Yves DESDEVISES, délégation de signature est donnée à **M. LARTAUD Franck**, Maître de Conférence, à **Mme FIEVET Josiane**, ASI, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n°**DEC181120DR13** donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Montpellier, le 06 mars 2020

Le Délégué Régional

Jérôme VITRE



DEC200461DR13

Décision portant délégation de signature à Mme Marie-Laure NAVAS, directrice de l'unité UMR5175 intitulée Centre d'Ecologie Fonctionnelle et Evolutive, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191254DGDS du 19 décembre 2019, approuvant le renouvellement de l'unité UMR5175 intitulée Centre d'Ecologie Fonctionnelle et Evolutive, dont la directrice est M. Marie Laure NAVAS

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à **Mme Véronique HANIN IR1 Responsable Administrative**, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC153351DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Véronique HANIN, délégation est donnée aux fins mentionnées à l'article 1^{er} à **Mme Marguerite PLATON AI Responsable du service Gestion**

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Montpellier, le **04 Février 2020**

Le directeur de l'Unité

Marie-Laure NAVAS

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000 HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.

DEC200865DR13

Décision portant délégation de signature à M. Stéphane PAGANO, directeur de l'unité UMR5508 intitulée Laboratoire de mécanique et génie civil, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC162807DAJ du 18 janvier 2017 nommant M. Jérôme VITRE délégué régional pour la circonscription Languedoc Roussillon à compter du 1^{er} mars 2017 ;

Vu la décision DEC191254DGDS du 19 décembre 2019, approuvant le renouvellement de l'unité UMR5508 intitulée *Laboratoire de mécanique et génie civil*, dont le directeur est M. Stéphane PAGANO ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Stéphane PAGANO, directeur de l'unité UMR 5508, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Stéphane PAGANO, délégation de signature est donnée à M. Fabien SOULIE Sous-Directeur, Enseignant Chercheur, à M Frédéric DUBOIS, Directeur Adjoint IR, et à Mme Annarella REMERCIARO, IE, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC170813DR13 du 1^{er} mars 2017 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Montpellier, le 11 Mars 2020

Le Délégué Régional

Jérôme VITRE



DEC200820DR17

Décision portant délégation de signature à M. David Renault, directeur de l'unité GDR3647 intitulée Invasions biologiques (InvaBio), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171380DAJ du 27 avril 2017 nommant Mme Gabrielle Inguscio, déléguée régionale pour la circonscription Bretagne - Pays de la Loire à compter du 1er juillet 2017 ;

Vu la décision DEC171292DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité GDR3647 intitulée Invasions biologiques, dont le directeur est M. David Renault ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. David Renault, directeur de l'unité GDR3647, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de de M. David Renault, délégation de signature est donnée à Mme Joan Van Baaren, professeure, Mme Annet Laverman, chargée de recherche et M. Julien Pétillon, maître de conférence, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision DEC152325DR17 du 23 octobre 2015 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Rennes, le 05/03/2020

La déléguée régionale

Gabrielle INGUSCIO



DEC200817DR17

Décision portant délégation de signature à Mme Anne-Cécile Orgerie, directrice de l'unité GDS3524 intitulée ECOINFO, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171380DAJ du 27 avril 2017 nommant Mme Gabrielle Inguscio, déléguée régionale pour la circonscription Bretagne - Pays de la Loire à compter du 1er juillet 2017 ;

Vu la décision DEC151313DGDS du 18 décembre 2015 portant création du groupement de service GDS3524 intitulé ECOINFO, dont la directrice est Mme Françoise Berthoud ;

Vu la décision DEC200151INS2I du 24 janvier 2020 portant nomination de Mme Anne-Cécile Orgerie aux fonctions de directrice, et de MM. Kevin Marquet et Laurent Lefèvre, aux fonctions de directeurs adjoints, du groupement de service GDS3524 intitulé ECOINFO ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Anne-Cécile Orgerie, directrice de l'unité GDS3524, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Anne-Cécile Orgerie, délégation de signature est donnée à M. Marc Meneyrol, ingénieur de recherche et Mme Tifenn Donguy, assistante-ingénieure, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision DEC171617DR11 du 1^{er} juin 2017, donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire, est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Rennes, le 05/03/2020

La déléguée régionale

Gabrielle INGUSCIO



DEC200560DR19

Décision portant délégation de signature à M. Gérard BELLANGER pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité FR3624 intitulée Réseau national de spectrométrie de masse FTICR à très hauts champs magnétiques

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191243DGDS du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'unité FR3624, intitulée Réseau national de spectrométrie de masse FTICR à très hauts champs magnétiques, dont le directeur est M. Carlos AFONSO ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Gérard BELLANGER, Assistant ingénieur, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Mont Saint Aignan, le 13 février 2020

Le directeur d'unité
Carlos AFONSO

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000 HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



DEC200559DR19

Décision portant délégation de signature à M. Carlos AFONSO, directeur de l'unité FR3624 intitulée Réseau national de spectrométrie de masse FTICR à très hauts champs magnétiques, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC181978DAJ du 19 juillet 2018 nommant Mme Christine Brunel, Déléguée régionale de la circonscription Normandie à compter du 1er novembre 2018 ;

Vu la décision DEC191243DGDS du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'unité FR3624, intitulée Réseau national de spectrométrie de masse FTICR à très hauts champs magnétiques, dont le directeur est M. Carlos AFONSO ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Carlos AFONSO, directeur de l'unité FR3624, à l'effet de signer, au nom du(de la) délégué(e) régional(e), pris(e) en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Carlos AFONSO, délégation de signature est donnée à M. Gérard BELLANGER, Assistant ingénieur, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du(de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à CAEN, le 13 février 2020

La déléguée régionale
Christine BRUNEL



DEC200639DGDS

Décision portant modification du dispositif partenarial de l'unité mixte de recherche UMR7318 intitulée Droits international, comparé et européen (DICE)

Le Président-Directeur général,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié, portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920520SOSI du 24 juillet 1992 modifiée portant organisation et fonctionnement des structures opérationnelles de recherche ;

Vu la décision DEC171276DGDS en date du 21 décembre 2017 modifiée portant création et renouvellement des unités mixtes de recherche contractualisées et portant notamment renouvellement de l'UMR7318 intitulée Droits international, comparé et européen (DICE) ;

Vu les échanges avec les établissements ;

Décide :

Art. 1. – A compter du 1^{er} janvier 2020, le dispositif partenarial de l'unité mixte de recherche UMR7318 intitulée Droits international, comparé et européen (DICE) est le suivant :

- Tutelles principales : CNRS, AIX-MARSEILLE UNIVERSITE, UNIVERSITE DE TOULON
- Tutelle secondaire : UNIVERSITE DE PAU ET DES PAYS DE L'ADOUR

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du Centre national de la recherche scientifique.

Fait à Paris, le 20 février 2020


Le Président-Directeur général
Antoine PETIT

DEC200657DGDS

Décision portant modification de la décision DEC191246DGDS portant notamment renouvellement de l'unité de service et de recherche USR3077 intitulée "Institut de recherche sur le Maghreb contemporain"

Le Président-Directeur général,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié, portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920520SOSI du 24 juillet 1992 modifiée portant organisation et fonctionnement des structures opérationnelles de recherche ;

Vu l'accord de coopération en date du 30 août 2019 établi entre le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, le Centre national de recherche scientifique et Aix-Marseille Université faisant référence à la décision DEC192391INSHS ;

Vu la décision DEC192391INSHS en date du 30 août 2019 portant renouvellement de l'unité de service et de recherche n°3077 intitulée « Institut de recherche sur le Maghreb contemporain » (IRMC) ;

Vu la décision DEC191246DGDS en date du 19 décembre 2019 portant renouvellement des unités de service et de recherche et notamment renouvellement de l'unité mixte de service et de recherche USR3077 intitulée "Institut de recherche sur le Maghreb contemporain" (IRMC).

Décide :

Art. 1. – A l'article 1 de la décision DEC191246DGDS susvisée, les mentions relatives au renouvellement de l'unité de service et de recherche USR3077 intitulée "Institut de recherche sur le Maghreb contemporain" sont supprimées.

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du Centre national de la recherche scientifique.

Fait à Paris, le 20 février 2020

Le Président-Directeur général
Antoine PETIT



DEC200646DGDS

Décision portant modification du dispositif partenarial de l'unité mixte de recherche UMR7330 intitulée Centre européen de recherche et d'enseignement de géosciences de l'environnement (CEREGE)

Le Président-Directeur général,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié, portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920520SOSI du 24 juillet 1992 modifiée portant organisation et fonctionnement des structures opérationnelles de recherche ;

Vu la décision DEC171276DGDS en date du 21 décembre 2017 modifiée portant création et renouvellement des unités mixtes de recherche contractualisées et portant notamment renouvellement de l'UMR7330 intitulée Centre européen de recherche et d'enseignement de géosciences de l'environnement (CEREGE) ;

Vu les échanges avec les établissements ;

Décide :

Art. 1. – A compter du 1^{er} janvier 2020, le dispositif partenarial de l'unité mixte de recherche UMR7330 intitulée Centre européen de recherche et d'enseignement de géosciences de l'environnement (CEREGE) est le suivant :

- Tutelles principales : CNRS, AIX-MARSEILLE UNIVERSITE, INRAE, IRD
- Tutelle secondaire : COLLEGE DE FRANCE

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du Centre national de la recherche scientifique.

Fait à Paris, le 20 février 2020

Le Président-Directeur général
Antoine PETIT



DEC200629DGDS

Décision portant modification du dispositif partenarial de l'unité mixte de recherche UMR5026 intitulée INSTITUT DE CHIMIE DE LA MATIERE CONDENSEE DE BORDEAUX (ICMCB)

Le Président-Directeur général,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié, portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920520SOSI du 24 juillet 1992 modifiée portant organisation et fonctionnement des structures opérationnelles de recherche ;

Vu la décision DEC171277DGDS en date du 21 décembre 2017 modifiée portant création des unités mixtes de recherche contractualisées et portant notamment création de l'UMR5026 intitulée INSTITUT DE CHIMIE DE LA MATIERE CONDENSEE DE BORDEAUX (ICMCB) ;

Vu les échanges avec les établissements ;

Décide :

Art. 1. – A compter du 1^{er} janvier 2020, le dispositif partenarial de l'unité mixte de recherche UMR5026 intitulée INSTITUT DE CHIMIE DE LA MATIERE CONDENSEE DE BORDEAUX (ICMCB) est le suivant :

- Tutelles principales : CNRS, UNIVERSITE DE BORDEAUX
- Tutelle secondaire : BORDEAUX INP

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du Centre national de la recherche scientifique.

Fait à Paris, le 20 février 2020

Le Président-Directeur général
Antoine PETIT



DEC200630DGDS

Décision portant modification du dispositif partenarial de l'unité mixte de recherche UMR6021 intitulée Micro et Nanomédecines Translationnelles (MINT)

Le Président-Directeur général,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié, portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920520SOSI du 24 juillet 1992 modifiée portant organisation et fonctionnement des structures opérationnelles de recherche ;

Vu la décision DEC161216DGDS en date du 16 décembre 2016 modifiée portant création et renouvellement des unités mixtes de recherche contractualisées et portant notamment création de l'UMR6021 intitulée Micro et Nanomédecines Translationnelles (MINT) ;

Vu les échanges avec les établissements ;

Décide :

Art. 1. – A compter du 1^{er} janvier 2020, le dispositif partenarial de l'unité mixte de recherche UMR6021 intitulée Micro et Nanomédecines Translationnelles (MINT) est le suivant :

- Tutelles principales : UNIVERSITE D'ANGERS, INSERM
- Tutelle secondaire : CNRS

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du Centre national de la recherche scientifique.

Fait à Paris, le 20 février 2020

Le Président-Directeur général
Antoine PETIT



DEC200631DGDS

Décision portant modification du dispositif partenarial de l'unité mixte de recherche UMR6249 intitulée CHRONO-ENVIRONNEMENT

Le Président-Directeur général,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié, portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920520SOSI du 24 juillet 1992 modifiée portant organisation et fonctionnement des structures opérationnelles de recherche ;

Vu la décision DEC161216DGDS en date du 16 décembre 2016 modifiée portant création et renouvellement des unités mixtes de recherche contractualisées et portant notamment renouvellement de l'UMR6249 intitulée CHRONO-ENVIRONNEMENT ;

Vu les échanges avec les établissements ;

Décide :

Art. 1. – A compter du 1^{er} janvier 2020, le dispositif partenarial de l'unité mixte de recherche UMR6249 intitulée CHRONO-ENVIRONNEMENT est le suivant :

- Tutelles principales : CNRS, UNIVERSITE DE FRANCHE-COMTE
- Tutelles secondaires : INRAE, INRAP, MINISTERE DE LA CULTURE

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du Centre national de la recherche scientifique.

Fait à Paris, le 20 février 2020

Le Président-Directeur général
Antoine PETIT



DEC200636DGDS

Décision portant modification du dispositif partenarial de l'unité mixte de recherche UMR5505 intitulée Institut de Recherche en Informatique de Toulouse (IRIT)

Le Président-Directeur général,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié, portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920520SOSI du 24 juillet 1992 modifiée portant organisation et fonctionnement des structures opérationnelles de recherche ;

Vu la décision DEC151290DGDS en date du 18 décembre 2015 modifiée portant création et renouvellement des unités mixtes de recherche contractualisées et portant notamment renouvellement de l'UMR5505 intitulée Institut de Recherche en Informatique de Toulouse (IRIT) ;

Vu les échanges avec les établissements ;

Décide :

Art. 1. – A compter du 1^{er} janvier 2020, le dispositif partenarial de l'unité mixte de recherche UMR5505 intitulée Institut de Recherche en Informatique de Toulouse (IRIT) est le suivant :

- Tutelles principales : CNRS, UNIVERSITE TOULOUSE PAUL-SABATIER, INP TOULOUSE
- Tutelles secondaires : UNIVERSITE TOULOUSE CAPITOLE, UNIVERSITE TOULOUSE - JEAN JAURES

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du Centre national de la recherche scientifique.

Fait à Paris, le 20 février 2020



Le Président-Directeur général
Antoine PETIT

DEC200637DGDS

Décision portant modification du dispositif partenarial de l'unité mixte de recherche UMR7020 intitulée Laboratoire d'Informatique et Systèmes (LIS)

Le Président-Directeur général,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié, portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920520SOSI du 24 juillet 1992 modifiée portant organisation et fonctionnement des structures opérationnelles de recherche ;

Vu la décision DEC171276DGDS en date du 21 décembre 2017 modifiée portant création et renouvellement des unités mixtes de recherche contractualisées et portant notamment création de l'UMR7020 intitulée Laboratoire d'Informatique et Systèmes (LIS) ;

Vu les échanges avec les établissements ;

Décide :

Art. 1. – A compter du 1^{er} janvier 2020, le dispositif partenarial de l'unité mixte de recherche UMR7020 intitulée Laboratoire d'Informatique et Systèmes (LIS) est le suivant :

- Tutelles principales : CNRS, AIX-MARSEILLE UNIVERSITE
- Tutelles secondaires : ECOLE CENTRALE DE MARSEILLE, UNIVERSITE DE TOULON

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du Centre national de la recherche scientifique.

Fait à Paris, le 20 février 2020

Le Président-Directeur général
Antoine PETIT



DEC200638DGDS

Décision portant modification du dispositif partenarial de l'unité mixte de recherche UMR7316 intitulée Aix-Marseille Sciences Economiques (AMSE)

Le Président-Directeur général,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié, portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920520SOSI du 24 juillet 1992 modifiée portant organisation et fonctionnement des structures opérationnelles de recherche ;

Vu la décision DEC171276DGDS en date du 21 décembre 2017 modifiée portant création et renouvellement des unités mixtes de recherche contractualisées et portant notamment renouvellement de l'UMR7316 intitulée Aix-Marseille Sciences Economiques (AMSE) ;

Vu les échanges avec les établissements ;

Décide :

Art. 1. – A compter du 1^{er} janvier 2020, le dispositif partenarial de l'unité mixte de recherche UMR7316 intitulée Aix-Marseille Sciences Economiques (AMSE) est le suivant :

- Tutelles principales : CNRS, AIX-MARSEILLE UNIVERSITE
- Tutelles secondaires : EHESS, ECOLE CENTRALE DE MARSEILLE

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du Centre national de la recherche scientifique.

Fait à Paris, le 20 février 2020

Le Président-Directeur général
Antoine PETIT



DEC200640DGDS

Décision portant modification du dispositif partenarial de l'unité mixte de recherche UMR5271 intitulée LABORATOIRE D'OPTIMISATION DE LA CONCEPTION ET INGÉNIERIE DE L'ENVIRONNEMENT (LOCIE)

Le Président-Directeur général,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié, portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920520SOSI du 24 juillet 1992 modifiée portant organisation et fonctionnement des structures opérationnelles de recherche ;

Vu la décision DEC151290DGDS en date du 18 décembre 2015 modifiée portant création et renouvellement des unités mixtes de recherche contractualisées et portant notamment renouvellement de l'UMR5271 intitulée LABORATOIRE D'OPTIMISATION DE LA CONCEPTION ET INGÉNIERIE DE L'ENVIRONNEMENT (LOCIE) ;

Vu les échanges avec les établissements ;

Décide :

Art. 1. – A compter du 1^{er} janvier 2020, le dispositif partenarial de l'unité mixte de recherche UMR5271 intitulée LABORATOIRE D'OPTIMISATION DE LA CONCEPTION ET INGÉNIERIE DE L'ENVIRONNEMENT (LOCIE) est le suivant :

- Tutelles principales : UNIVERSITE SAVOIE MONT BLANC
- Tutelle secondaire : CNRS

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du Centre national de la recherche scientifique.

Fait à Paris, le 20 février 2020

Le Président-Directeur général
Antoine PETIT



DEC200642DGDS

Décision portant modification du dispositif partenarial de l'unité mixte de recherche UMR5219 intitulée Institut de mathématiques de Toulouse (IMT)

Le Président-Directeur général,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié, portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920520SOSI du 24 juillet 1992 modifiée portant organisation et fonctionnement des structures opérationnelles de recherche ;

Vu la décision DEC151290DGDS en date du 18 décembre 2015 modifiée portant création et renouvellement des unités mixtes de recherche contractualisées et portant notamment renouvellement de l'UMR5219 intitulée Institut de mathématiques de Toulouse (IMT) ;

Vu les échanges avec les établissements ;

Décide :

Art. 1. – A compter du 1^{er} janvier 2020, le dispositif partenarial de l'unité mixte de recherche UMR5219 intitulée Institut de mathématiques de Toulouse (IMT) est le suivant :

- Tutelles principales : CNRS, INSA DE TOULOUSE, UNIVERSITE TOULOUSE III - PAUL SABATIER
- Tutelles secondaires : UNIVERSITE TOULOUSE CAPITOLE, UNIVERSITE TOULOUSE - JEAN JAURES

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du Centre national de la recherche scientifique.

Fait à Paris, le 20 février 2020

Le Président-Directeur général
Antoine PETIT



DEC200643DGDS

Décision portant modification du dispositif partenarial de l'unité mixte de recherche UMR7539 intitulée Laboratoire Analyse, Géométrie et Applications (LAGA)

Le Président-Directeur général,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié, portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920520SOSI du 24 juillet 1992 modifiée portant organisation et fonctionnement des structures opérationnelles de recherche ;

Vu la décision DEC181898DGDS en date du 21 décembre 2018 modifiée portant création et renouvellement des unités mixtes de recherche contractualisées et portant notamment renouvellement de l'UMR7539 intitulée Laboratoire Analyse, Géométrie et Applications (LAGA) ;

Vu les échanges avec les établissements ;

Décide :

Art. 1. – A compter du 1^{er} janvier 2020, le dispositif partenarial de l'unité mixte de recherche UMR7539 intitulée Laboratoire Analyse, Géométrie et Applications (LAGA) est le suivant :

- Tutelles principales : CNRS, UNIVERSITE SORBONNE PARIS NORD
- Tutelle secondaire : UNIVERSITE PARIS 8 - VINCENNES - SAINT-DENIS

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du Centre national de la recherche scientifique.

Fait à Paris, le 20 février 2020

Le Président-Directeur général
Antoine PETIT



DEC200644DGDS

Décision portant modification du dispositif partenarial de l'unité mixte de recherche UMR5275 intitulée Institut des Sciences de la Terre (ISTERRE)

Le Président-Directeur général,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié, portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920520SOSI du 24 juillet 1992 modifiée portant organisation et fonctionnement des structures opérationnelles de recherche ;

Vu la décision DEC151290DGDS en date du 18 décembre 2015 modifiée portant création et renouvellement des unités mixtes de recherche contractualisées et portant notamment renouvellement de l'UMR5275 intitulée Institut des Sciences de la Terre (ISTERRE) ;

Vu les échanges avec les établissements ;

Décide :

Art. 1. – A compter du 1^{er} janvier 2020, le dispositif partenarial de l'unité mixte de recherche UMR5275 intitulée Institut des Sciences de la Terre (ISTERRE) est le suivant :

- Tutelles principales : CNRS, IRD, UNIVERSITE GRENOBLE ALPES, UNIVERSITE SAVOIE MONT BLANC
- Tutelle secondaire : UNIVERSITE GUSTAVE EIFFEL

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du Centre national de la recherche scientifique.

Fait à Paris, le 20 février 2020

Le Président-Directeur général
Antoine PETIT



DEC200645DGDS

Décision portant modification du dispositif partenarial de l'unité mixte de recherche UMR6538 intitulée Laboratoire Géosciences Océan (LGO)

Le Président-Directeur général,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié, portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920520SOSI du 24 juillet 1992 modifiée portant organisation et fonctionnement des structures opérationnelles de recherche ;

Vu la décision DEC161216DGDS en date du 16 décembre 2016 modifiée portant création et renouvellement des unités mixtes de recherche contractualisées et portant notamment renouvellement de l'UMR6538 intitulée Laboratoire Géosciences Océan (LGO) ;

Vu les échanges avec les établissements ;

Décide :

Art. 1. – A compter du 1^{er} janvier 2020, le dispositif partenarial de l'unité mixte de recherche UMR6538 intitulée Laboratoire Géosciences Océan (LGO) est le suivant :

- Tutelles principales : CNRS, UNIVERSITE DE BRETAGNE OCCIDENTALE
- Tutelle secondaire : UNIVERSITE DE BRETAGNE-SUD

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du Centre national de la recherche scientifique.

Fait à Paris, le 20 février 2020



Le Président-Directeur général
Antoine PETIT

DEC200134INSHS

Décision modifiant la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 de création et renouvellement des UMR et portant sur la direction de l'UMR8085 intitulée Laboratoire PRINTEMPS (Professions, Institutions, Temporalités)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920520SOSI du 24 juillet 1992 modifiée portant organisation et fonctionnement des structures opérationnelles de recherche ;

Vu la décision DEC050043DAJ du 10 octobre 2005 modifiée relative au suivi et à l'évaluation des unités et des chercheurs relevant du CNRS ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 portant création et renouvellement des UMR et notamment de l'UMR8085 intitulée PRINTEMPS (Professions, Institutions, Temporalités) ;

Vu l'accord de la cotutelle ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire ;

Sur proposition du directeur de l'Institut des sciences humaines et sociales. ;

DECIDE :

Article 1^{er} :

A l'article 2 de la décision DEC191237DGDS susvisée, les dispositions relatives à l'UMR n°8085 PRINTEMPS sont modifiées comme suit :

Les lignes « Directrice : Mme Isabelle FRECHON, chargé de recherche
Directeur adjoint : M. Laurent WILLEMEZ, Professeur des universités

sont remplacées par les lignes suivantes :

« Directeur : M. Laurent WILLEMEZ, Professeur des universités
Directrice adjointe : Mme Isabelle FRECHON, chargée de recherche »

Article 2 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le Président-directeur général
Antoine Petit



DEC200660INC

Décision portant prolongation de la formation de recherche en évolution FRE2033 intitulée Chimie Médicinale

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920520SOSI du 24 juillet 1992 modifiée portant organisation et fonctionnement des structures opérationnelles de recherche ;

Vu la décision DEC050043DAJ du 10 octobre 2005 modifiée relative au suivi et à l'évaluation des unités et chercheurs relevant du CNRS ;

Vu la décision DEC200115INC du 24 janvier 2020 portant prolongation de la formation de recherche en évolution FRE2033 intitulée Chimie Médicinale ;

Sur proposition de l'Institut de chimie du CNRS ;

DECIDE :**Article 1^{er} : Prorogation**

La formation de recherche en évolution intitulée « Chimie médicinale » (FRE2033) est prolongée pour une durée de 6 mois à compter du 1^{er} avril 2020.

Article 2 : Nomination


M. Patrice SOULLIE, Délégué régional pour la circonscription Alsace, est maintenu dans les fonctions de responsable de cette formation pour la durée mentionnée à l'article 1^{er}.

Article 3 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 12 mars 2020

Le Président-directeur général
Antoine Petit



DEC 200598 DR12**Décision portant institution d'une régie de recettes et d'avances auprès de l'UMS 3470 Pythéas
-Département Observatoire de Haute Provence- désigné « OHP »****LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,**

Vu, le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS),

Vu, le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu, le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment ses articles 22 et 190,

Vu, le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Vu, le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique,

Vu, le décret n° 2019-798 du 26 juillet 2019 relatif aux régies de recettes et d'avances des organismes publics,

Vu, l'arrêté du 28 mai 1993 modifié, relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,

Vu, l'arrêté du 27 décembre 2001 modifié relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes,

Vu, l'arrêté du 24 décembre 2012 portant application des articles 25, 26, 32, 34, 35, 39 et 43 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et énumérant les moyens de règlement des dépenses publiques et les moyens d'encaissement des recettes publiques,

Vu, l'arrêté du 3 décembre 2019 relatif aux conditions dans lesquelles les ordonnateurs d'organismes publics nationaux peuvent instituer des régies d'avances et de recettes,

Vu la décision du 23 janvier 1976, instituant auprès de *l'UMS 3470 Pythéas -Département Observatoire de Haute Provence- désigné « OHP »* une régie d'avance et de recettes .

Vu, la décision n° 040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS,

Vu, la décision n° 100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir du président conférant la qualité d'ordonnateur secondaire aux délégués régionaux,

Vu, la décision n° DEC180756DAJ du 22/02/2018 portant nomination de Mme Ghislaine Gibello aux fonctions de Déléguée régionale pour la circonscription de Provence et Corse,

DECIDE :**Article 1^{er} – Institution de la régie**

- I. Cette régie est installée à l'Observatoire de Haute Provence, 04870 Saint Michel de l'Observatoire.
- II. Le régisseur doit tenir une comptabilité générale qui fait apparaître et permet de justifier à tout moment de la situation de ses disponibilités et la ventilation des recettes encaissées¹.

Article 2 – Compte de dépôt de fonds

Le régisseur ouvre un compte de dépôt de fonds au Trésor² auprès de la DRFIP PACA et des Bouches du Rhône.

Article 3 – Recettes encaissées

Le régisseur est habilité à encaisser les recettes suivantes³

- Communications téléphoniques personnelles,
- Ventes de cartes postales, de cartes célestes (mini ciels), de tee-shirts, de casquettes, de posters plastifiées, de livres, de jeux, de cartes de jeux, de DVD et divers produits pour satisfaire à la demande du public venant visiter l'Observatoire.
- Factures de transports des visiteurs venant à l'Observatoire, sur la base de la tarification en vigueur,
- A titre exceptionnel, (et en espèces seulement), droits d'inscription de participants aux colloques qui auront lieu à l'Observatoire,
- Recettes des locations de salles de réunions,
- Recettes des chambres d'hôtes situées sur le site,
- Recettes des pauses café,
- Vente de badges pour contrôler l'accès à l'Observatoire.

selon les modes de règlements suivants⁴ : Numéraire , Chèques bancaires , Prélèvements/ Virements

Article 4 – Montant de l'encaisse

Le montant maximum de l'encaisse s'élève à 3000 €.

L'encaisse est constituée de l'ensemble des recettes encaissées par le régisseur, tous moyens de paiement confondus.

Article 5 – Montant du fonds de caisse

Néant.

Article 6 – Encaissements en numéraire

Lorsque les recettes sont encaissées en numéraire, le régisseur délivre en contrepartie à l'usager un ticket, ou à défaut, une quittance.

Article 7 - Chèques

¹ Cf. article 15 du décret n° 2019-798 du 26/07/2019.

² Obligatoire en application de l'article 14 du décret n° 2019-798 du 26/07/2019

³ Cf. article 7 du décret n° 2019-798 du 26/07/2019 : « Sauf dérogation accordée par le ministre chargé du budget, les impôts, taxes et redevances prévus au code général des impôts, au code des douanes et au code général de la propriété des personnes publiques ne peuvent être encaissés par l'intermédiaire d'une régie. »

⁴ Dans la limite de 300 € pour les recettes perçues en espèces (Art.8 du décret n° 2019-798 du 26/07/2019).



Les chèques bancaires sont remis à l'encaissement sur le compte de dépôt de fonds ouvert au Trésor au plus tard le lendemain de leur réception par le régisseur⁵.

Article 8 – Versement des recettes en numéraire

Les recettes encaissées en numéraire sont versées à l'agent comptable dès que le montant perçu atteint le montant de l'encaisse maximum fixé à l'article 4, hors montant du fond de caisse permanent
OU selon la périodicité suivante : tous les mois et au minimum une fois par mois.

Article 9 – Versement des recettes encaissées sur le compte de dépôt de fonds

Les recettes encaissées sur le compte de dépôt de fonds ouvert au Trésor sont versées à l'agent comptable dès que le montant des encaissements dépasse 3000 € et au minimum une fois par mois.

Article 10 – Dépenses réglées par l'intermédiaire de la régie

Le régisseur est habilité à payer les dépenses suivantes⁶ :

- 60612 : Essence
- 60630 : Fournitures d'entretien et informatique
- 60640 : Fournitures de bureau
- 60650 : Vêtements de travail, linge...
- 60670 : Eau déminéralisée
- 61550 : Petites fournitures d'entretien et réparation véhicules
- 6261 : Frais postaux : timbres, affranchissement colis, carte téléphone....
- 6272 : Frais bancaire terminal cartes

- I. Le montant maximal des dépenses de matériel et de fonctionnement susceptibles d'être payées par l'intermédiaire de cette régie est fixé au maximum à 150 € par opération.

Article 11 – Modes de paiement

Le régisseur effectue le paiement des dépenses par⁷ : Numéraire , Chèques bancaires , Virements

Article 12 – Montant de l'avance

Le montant de l'avance⁸ au régisseur s'élève à 600 €.

⁵ « A titre exceptionnel et lorsque l'activité de la régie l'impose, l'acte constitutif de la régie peut prévoir un délai de remise plus long, dans la limite de huit jours à compter de la date de réception des chèques par le régisseur, après accord du comptable public assignataire [agent comptable secondaire]. » Cf. article 8 du décret n° 2019-798 du 26/07/2019.

⁶ Cf. article 10 du décret n° 2019-798 du 26/07/2019 : la liste des dépenses payables par une régie est limitative.

⁷ Cf. article 12 du décret n° 2019-798 du 26/07/2019 et arrêté du 24/12/2012. Dans la limite d'un montant unitaire < 300 € pour les dépenses en numéraire (Cf. Arrêté du 24/12/2012 – article 2 c)).

⁸ Montant au maximum égal au quart du montant prévisible des dépenses annuelles à payer par le régisseur (cf. article 11 du décret n° 2019-798 du 26/07/2019 et article 3 de l'arrêté du 03/12/2019).

Article 13 – Pièces justificatives

Les pièces justificatives des dépenses et des recettes sont remises à l'agent comptable secondaire du CNRS tous les mois et au maximum dans un délai d'un mois à compter de la date de paiement ou d'encaissement⁹.

Article 14 – Cautionnement¹⁰

Le régisseur est assujéti à un cautionnement.

Article 15 – Indemnité de responsabilité

Le régisseur peut percevoir une indemnité de responsabilité dans les conditions fixées par l'article 4 du décret n° 2019-798 du 26/07/2019¹¹.

Article 16 – Responsabilité du régisseur

Le régisseur engage sa responsabilité personnelle et pécuniaire pour les opérations effectuées dans le cadre de la régie.

Article 17 – Désignation du régisseur et des mandataires

- I. Le régisseur et un mandataire suppléant¹² sont désignés par le délégué régional après agrément de l'agent comptable secondaire assignataire.
- II. Le régisseur peut être assisté d'autres mandataires lorsque le fonctionnement de la régie l'impose¹³. Les mandataires sont désignés par le régisseur après autorisation de l'ordonnateur.

Article 18 – Abrogation

Les décisions des 30/04/2010 ; 19/12/2011 ; 28/05/2014 et 20/06/2019 portant institution de la régie d'avances et de recettes auprès de *l'UMS 3470 Pythéas -Département Observatoire de Haute Provence- désigné « OHP »* sont abrogées.

Article 19– Dispositions finales

⁹ Cf. articles 9 et 13 du décret n° 2019-798 du 26/07/2019, art. 4 de l'arrêté du 03/12/2019

¹⁰ Cf. article 4 du décret n° 2019-798 du 26/07/2019, arrêté du 28/05/1993 modifié et, pour les seuils de dispense de cautionnement, arrêté du 27/12/2001. Pour mémoire, le régisseur d'une régie temporaire peut être dispensé de cautionnement par l'ordonnateur, sur avis conforme du comptable public assignataire (agent comptable secondaire).

¹¹ Non cumulable avec l'IFSE.

¹² Cf. article 6 du décret n° 2019-798 du 26/07/2019.

¹³ Le recours à ces mandataires doit être prévu dans l'acte constitutif de la régie (cf. article 6 du décret n° 2019-798 du 26/07/2019).



- I. La Déléguée régionale et l'Agent comptable secondaire de la Délégation de Provence et Corse sont chargés de l'exécution de la présente décision.
- II. La présente décision est publiée au Bulletin officiel du CNRS¹⁴.

Fait à Marseille, le 20/02/2020

La Déléguée régionale,

Avis conforme de l'Agent comptable secondaire¹⁹

Vu, l'Agent comptable principal¹⁹

¹⁴ En application de la décision n° DEC100220DAJ du 04/11/2010 (à consulter sur Doc'Utiles), cette décision est publiée au Bulletin Officiel du CNRS. Pour plus d'information, se reporter à l'aide en ligne, dans le menu de droite > aide producteurs.



DEC200499DR04

Décision relative au tarif des produits l'Institut des Sciences Moléculaires d'Orsay (UMR8214) – Plateforme FIB

LE PRESIDENT,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre National Recherche Scientifique ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC171917DAJ du 7 juillet 2017 portant nomination de Mme Marie-Hélène PAPILLON aux fonctions de déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette, à compter du 17 juillet 2017 ;

Vu la décision DEC180330DAJ du 25 janvier 2018 modifiée donnant délégation de signature à Mme Marie-Hélène PAPILLON déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette notamment en matière de tarification, facturation et budgétisation de ventes de produits ;

Décide

Article 1^{er} :

Les tarifs H.T des prestations de microscopie électronique FIB réalisées par l'ISMO (UMR8214) sont fixés selon le barème joint en annexe.

Article 2 :

Ces tarifs prennent effet à compter du 1^{er} janvier 2020

Article 3 :

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 6 février 2020

Pour le Président-directeur général et par
délégation
La déléguée régionale
Marie-Hélène PAPILLON



Poste des charges			Montants en € HT	
Indication de la nature, de la valeur du matériel, de l’outillage et du taux d’utilisation			500,000.00 €	
INSTALLATION DATANT DE 2006				
COÛTS DES INSTALLATIONS				
Frais de personnel – 0.7 ETP IR			71,700.00 €	
Fonctionnement – contrat ; matériel /an			22,500.00 €	
Total des dépenses			94,200.00 €	
Nombre d’unités réalisables – 157 jours sur 210 ouvrables			157 jours	
Prix de revient complet unitaire			600 €/ j	
BAREME académique	coeff majoration	0.5	300 €/ j	150 €/ 0,5j
BAREME prestation académique	coeff majoration	1	600 €/ j	300 €/ 0,5j
BAREME pour établissements privés	coeff majoration	1	600 €/ j	300 €/ 0,5j
BAREME pour prestations établissements privés	coeff majoration	1.7	1020 €/ j	510 €/ 0,5j



Nouvelle tarification CBI SCIENCEIMAGE

à compter du 1er avril 2020

	CBI	EPST	PRIVE
	2020	2020	2020
IMPRESSION POSTER PAPIER MAT			
Poster A1 sans fond	18,50 €	19,00 €	20,50 €
Poster A1 avec fond	20,90 €	21,40 €	23,10 €
Poster A0 sans fond	26,30 €	27,00 €	30,00 €
Poster A0 avec fond	31,50 €	32,50 €	36,75 €
Poster B0 sans fond	34,30 €	35,20 €	39,70 €
Poster B0 avec fond	39,90 €	40,90 €	48,30 €
PAPIER BRILLANT			
Poster A1 sans fond	26,50 €	27,20 €	28,90 €
Poster A1 avec fond	30,00 €	30,75 €	34,55 €
Poster A0 sans fond	39,00 €	40,00 €	46,20 €
Poster A0 avec fond	45,00 €	46,15 €	55,15 €
Poster B0 sans fond	47,00 €	48,20 €	60,90 €
Poster B0 avec fond	53,50 €	54,85 €	68,80 €
BACHE			
Poster A1 sans fond	28,60 €	29,30 €	31,50 €
Poster A1 avec fond	33,20 €	34,05 €	36,25 €
Poster A0 sans fond	49,00 €	50,25 €	53,55 €
Poster A0 avec fond	52,40 €	53,70 €	61,95 €
Poster B0 sans fond	73,15 €	75,00 €	79,80 €
Poster B0 avec fond	77,90 €	81,50 €	87,15 €
ACQUISITIONS / PRISES DE VUES			
1 à 5 ex	5,00 €	5,50 €	7,00 €
de 6 ex à 10 ex	2,65 €	3,00 €	4,00 €
de 11ex à 50 ex	1,80 €	2,20 €	2,80 €
51 ex et +	1,05 €	2,00 €	2,50 €
REALISATION GRAPHIQUE			
Insertion de réalisation graphique complémentaire libre de droit	5,00 €	5,00 €	8,00 €

DEC200719DR14

Décision relative aux tarifs de prestations d'infographie-photographie de la FR3743 intitulée Centre de Biologie Intégrative - (CBI)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision n°040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision n° DEC142558DAJ en date du 14 novembre 2014 portant nomination de M. Christophe Giraud aux fonctions de délégué régional pour la circonscription de l'Occitanie Ouest ;

Vu la décision n° DEC180339DAJ en date du 25 janvier 2018 donnant délégation de signature à M Christophe Giraud délégué régional pour la circonscription de l'Occitanie Ouest notamment en matière de tarification, facturation et budgétisation de ventes de produits ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Les tarifs des prestations d'infographie et de photographie « science Image » de la FR3743 intitulée Centre de Biologie Intégrative sont fixés selon le barème joint en annexe.

Cette décision annule et remplace la décision DEC131045DR14 du 26 mars 2013.,

Ces tarifs prennent effet à compter du 1^{er} avril 2020

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Toulouse, le 27 février 2020

Pour le président – directeur général
et par délégation,

Le délégué régional

Pour le Délégué Régional Empêché

M. Christophe Giraud
Virginie MANDI

Plateforme CARACTÉRISATION - LAAS
SYNTHÈSE TARIFAIRE

Date d'effet: 01/01/2020

Prestation tarifée	Unité d'œuvre	TARIFS CLIENTS ACADÉMIQUES				TARIF CLIENTS PRIVÉS OU ÉTRANGERS ET PRESTATIONS DE SERVICES RÉALISÉES PAR LE DEMANDEUR	TARIF CLIENTS PRIVÉS OU ÉTRANGERS ET PRESTATIONS DE SERVICES RÉALISÉES PAR LA PLATEFORME
		Avec financement national public		Avec financement privé ou international			
		CNRS	Autres établissements	CNRS	Autres établissements		
CARACTÉRISATION OPTIQUE	HEURE	3,59	3,84	21,50	23,00	35,00	70,00
CARACTÉRISATION ÉLECTRIQUE	HEURE	3,75	4,01	12,09	12,94	35,00	70,00
CARACTÉRISATION BIOLOGIE-CHIMIE	HEURE	10,89	11,66	17,23	18,44	35,00	70,00
CARACTÉRISATION HYPERFRÉQUENCES	HEURE	2,17	2,32	6,16	6,59	35,00	70,00

Les montants sont exprimés en euros HT

DEC200718DR14

Décision relative aux tarifs de prestations de la plateforme Caractérisation du de l'UPR538001 intitulée Laboratoire d'Analyse et d'Architecture des Systèmes - (LAAS)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision n°040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision n° DEC142558DAJ en date du 14 novembre 2014 portant nomination de M. Christophe Giraud aux fonctions de délégué régional pour la circonscription de l'Occitanie Ouest ;

Vu la décision n° DEC180339DAJ en date du 25 janvier 2018 donnant délégation de signature à M Christophe Giraud délégué régional pour la circonscription de l'Occitanie Ouest notamment en matière de tarification, facturation et budgétisation de ventes de produits ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Les tarifs de la plateforme Caractérisation de l'UPR 8001 intitulée Laboratoire d'Analyse et d'Architecture des Systèmes sont fixés selon le barème joint en annexe, conformément à la réglementation de la DSFIM : DSFIM-SBOR-D 2014-46 du 3 juillet 2014.

Article 2

Ces tarifs prennent effet à compter du 1^{er} janvier 2020

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Toulouse, le 27 février 2020

Pour le président – directeur général
et par délégation,
Le délégué régional
Pour le Délégué Régional Empêché

M. Christophe Giraud

DEC190909DAJ

Décision portant modification de la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

DECIDE :

Article 1^{er}

La décision DEC153367DAJ susvisée est modifiée comme suit :

- les termes « **Vu** l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 modifiée relative aux marchés publics » sont remplacés par les termes « **Vu** le code de la commande publique et ses textes d'application »;
- A l'article 3, les termes « - les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur ou égal au seuil fixé à l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée » sont remplacés par les termes « - les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ».

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel*/du CNRS.

Fait à Paris, le 16 janvier 2020

Le président-directeur général

Antoine Petit



DEC153367DAJ

Décision relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription

LE PRESIDENT,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret du 27 février 2014 portant nomination de M. Alain Fuchs aux fonctions de président du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateur secondaire aux délégués régionaux,

Vu la décision DEC111962DAJ du 21 septembre 2011 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

DECIDE :**Art. 1^{er}. - Cadre général**

En application de la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 susvisée, les délégués régionaux, en leur qualité d'ordonnateur secondaire du budget du CNRS, peuvent déléguer leur signature aux directeurs de structures opérationnelles de recherche ou de service, dénommées ci-après : « unités », de leur circonscription.

La délégation de signature est accordée, dans la limite des crédits gérés par le CNRS dont dispose l'unité, selon les modalités énoncées par les dispositions fixées ci-dessous.

La délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional, délégant, ou du directeur d'unité, délégataire.

Art. 2. - Qualité du délégataire

La délégation de signature peut être consentie par décision du délégué régional à un directeur d'unité nommément désigné.

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur d'unité, la délégation de signature peut être accordée à un agent titulaire qui relève d'un corps de

catégorie A ou B de la Fonction publique ou assimilé, ou recruté sous contrat d'une durée minimum d'un an, en activité au sein de l'unité.

Art. 3. - Etendue de la délégation de signature (modifié par décision DEC180030DAJ et DEC190909DAJ)

Le directeur d'unité peut être habilité à signer les actes énumérés ci-après :

- les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ;
- les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
- les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Le délégué régional précise dans les limites susvisées le montant et le contenu de la délégation de signature qu'il consent au directeur de l'unité.

Art. 4. - Obligations du directeur d'unité, délégataire

Le directeur d'unité veille à ce que les engagements qu'il signe soient conformes à la réglementation applicable au CNRS.

Le directeur d'unité doit assurer le suivi de ces engagements.

Le délégué régional arrête les modalités pratiques selon lesquelles le directeur d'unité lui transmet les informations et documents permettant de suivre la comptabilité des engagements.

Art. 5. - Authentification du directeur d'unité et des agents de l'unité

Le spécimen de signature du (ou des) délégataire(s) est consigné dans un formulaire d'accréditation de l'ordonnateur par l'agent comptable secondaire.

Art. 6. - Publication

La décision donnant délégation de signature consentie par le délégué régional à un directeur d'unité fait l'objet d'une publication au Bulletin officiel du CNRS, dans les plus brefs délais suivant la date de sa signature.

Art. 7. - Abrogation

La décision DEC111962DAJ du 21 septembre 2011 susvisée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription est abrogée.

Art. 8. - Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 19 janvier 2015

Alain Fuchs

DEC1900897DAJ

Décision portant modification de la décision DEC152436DAJ du 21 décembre 2015 modifiée portant création de la commission permanente des achats (CPA) du CNRS

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu décision DEC152436DAJ du 21 décembre 2015 modifiée portant création de la commission permanente des achats (CPA) du CNRS ;

DECIDE :

Article 1^{er}

A l'article 2 de la décision DEC152436DAJ susvisée, les termes « *au seuil de procédure formalisée applicable aux marchés de services et fournitures¹* » et « *au seuil de procédure formalisée applicable aux marchés de services²* » sont supprimés et remplacés par les termes « *ou égal au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique* ».

Article 2

A l'article 2 de la décision DEC152436DAJ susvisée, les termes « *les projets de marchés et d'accords-cadres exclus de l'application de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics en application de son article 14* » sont supprimés et remplacés par les termes « *les projets de marchés publics visés par le Livre V de la Deuxième Partie du code de la commande publique (article L. 2500-1 et suivants).* »

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 16 janvier 2020

Le président-directeur général

Antoine Petit



DEC152436DAJ

Décision portant création de la commission permanente des achats (CPA) du CNRS

LE PRESIDENT,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 27 février 2014 portant nomination de M. Alain Fuchs aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu l'instruction INS162813DSFIM relative à la mise en œuvre au CNRS des règles de la commande publique aux achats de fournitures, de services et de travaux ;

Vu la décision DEC152436DAJ du 21 décembre 2015 modifiée portant création de la commission permanente des achats (CPA) du CNRS ;

DECIDE :**Art. 1^{er} – Création et missions**

Il est créé au sein du CNRS une commission permanente des achats (CPA) chargée de donner un avis aux personnes responsables des marchés (PRM) sur les projets de dossier de consultation des entreprises et sur les projets d'avis d'appel public à la concurrence des marchés et accords-cadres de fournitures, de services, de travaux et services associés, ainsi que sur tout autre sujet en rapport avec la politique d'achat de l'établissement ou dossiers présentant un enjeu stratégique, scientifique, économique, juridique, environnemental ou social.

Art. 2 - Compétences [modifié par DEC170047DAJ et DEC1900897DAJ]**I. Périmètre des marchés et accords-cadres concernés**

La CPA est saisie par les PRM :

- Pour les prestations de fournitures et de services (hors services associés à une opération immobilière) : des projets de marché ou d'accord-cadre dont le montant, calculé sur la durée totale du contrat, est supérieur à 2 000 000 euros HT ;

- Pour chaque opération immobilière d'un montant supérieur à 2 000 000 euros HT :
 - o des projets de marché ou d'accord-cadre de travaux intégrés à une consultation dont le montant global est supérieur ou égal au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ;
 - o des projets de marché et accord-cadre de services, dont le montant est supérieur ou égal au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique.
- Pour les prestations de fournitures et de services : des projets de marché ou d'accord-cadre passés par le CNRS dans le cadre de sa mission de centrale d'achat telle que prévue à l'article 2 du décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du CNRS ;
- Les projets de marchés publics visés par le Livre V de la Deuxième partie du code de la commande publique (articles L. 2500-1 et suivants).

La CPA peut également être saisie par les PRM pour les projets de marchés ou accords-cadres d'un montant inférieur au seuil de 2 000 000 euros HT susvisé, dès lors que le projet présente un enjeu stratégique, scientifique, économique, juridique, environnemental et social.

II. Modalités de saisine

La CPA est saisie préalablement, par les PRM compétentes, des projets de marchés ou accords-cadres :

- avant la publication de l'avis d'appel à la concurrence pour les marchés et accords-cadres donnant lieu à la publication d'un tel avis ;
- avant l'engagement de la négociation pour les marchés et accords-cadres conclus selon la procédure négociée sans publicité et sans mise en concurrence.

A l'initiative de son président, la CPA peut également se saisir ou être amenée à se prononcer sur tout dossier de marché ou d'accord-cadre présentant un enjeu stratégique, scientifique, économique, juridique, environnemental ou social.

Elle est amenée également à se prononcer sur tout autre sujet en rapport avec la politique d'achat de l'établissement.

III. Avis de la CPA

Pour tout projet de marché ou d'accord-cadre qui lui est soumis, la CPA émet un avis, celui-ci lie la PRM compétente et conditionne le lancement de la procédure de passation de ce projet.

- Avis favorable :

En cas d'avis favorable de la CPA assorti le cas échéant de recommandations, la PRM ne peut lancer régulièrement la procédure de passation du projet soumis que si le projet de marché ou d'accord-cadre final est conforme à l'avis de la CPA, et intègre, le cas échéant, les recommandations de la CPA.

La PRM ne peut régulièrement lancer la procédure de passation du projet soumis sans intégrer les recommandations de la CPA qu'en cas d'instruction du président du CNRS ou du directeur général délégué aux ressources (DGDR),

Ces recommandations visent à préserver et garantir les intérêts stratégiques, économiques et juridiques du CNRS au titre du projet de marché ou d'accord-cadre soumis à la CPA.

La CPA peut également, au titre des recommandations, assortir son avis de l'obligation pour la PRM de saisir à nouveau la CPA du projet de rapport d'analyse des réponses avant toute décision d'attribution du marché ou de l'accord-cadre concerné.

- Avis défavorable :

En cas d'avis défavorable, la PRM ne peut procéder au lancement de la procédure de passation du projet de marché ou accord-cadre, sauf autorisation du président du CNRS ou du DGDR.

Art. 3 - Composition

La CPA comprend les membres suivants :

- Le directeur de la stratégie financière, de l'immobilier et de la modernisation de la gestion, ou son représentant, président ;
- Un délégué régional, ou son représentant ;
- Le directeur des affaires juridiques, ou son représentant ;
- Le directeur de la direction déléguée aux achats et à l'innovation, ou son représentant ;
- Le responsable du service de la politique immobilière de la DSFIM, ou son représentant.

A titre consultatif, un rapporteur extérieur au CNRS est chargé d'examiner les dossiers soumis à la CPA.

Des personnalités extérieures ou non au CNRS, peuvent également être invitées à participer aux travaux et aux réunions de la CPA en raison de leurs expertises et compétences juridiques, financières ou techniques.

Art. 4 – Fonctionnement

La Direction déléguée aux achats et à l'innovation est chargée de l'organisation des travaux et des réunions de la CPA ainsi que de son secrétariat.

Sur décision de son président, les dossiers ne présentant pas d'enjeu particulier, ou ne soulevant pas de remarques majeures peuvent faire l'objet d'un avis écrit de la CPA sans examen en séance.

Art. 5 – Dispositions finales

I. Entrée en vigueur

La présente décision entre en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2016. A compter de cette même date, la décision DEC090091DFI du 19 mai 2009 portant création de la commission permanente des achats est abrogée.

II. Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 21 décembre 2015

Alain Fuchs

DEC190902DAJ

Décision portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision n°159/87 du 2 décembre 1987 modifiée portant organisation et fonctionnement des structures opérationnelles de service ;

Vu la décision DEC920520SOSI du 24 juillet 1992 modifiée portant organisation et fonctionnement des structures opérationnelles de recherche ;

Vu la décision DEC040004DAJ du 20 janvier 2004 portant adoption du référentiel déterminant le caractère homogène des achats du CNRS ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC133319DAJ du 31 décembre 2013 portant adoption de la Nomenclature Achat de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur (NACRES) ;

Vu la décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

DECIDE :

Article 1^{er} - Niveaux d'évaluation des besoins

Les besoins de chaque structure opérationnelle de recherche ou de service, unité opérationnelle distincte au sens de l'article R. 2121-2 du code de la commande publique, sont évalués au niveau de la structure opérationnelle de recherche ou de service concernée.

Les besoins des services de chaque Délégation, unité opérationnelle distincte au sens de l'article R. 2121-2 du code de la commande publique, ou des services centraux dont celle-ci assure la gestion, sont évalués au niveau de la Délégation concernée.

Article 2 - Personnes responsables des marchés de fournitures, de services et de travaux

Les personnes chargées au nom du pouvoir adjudicateur de mettre en œuvre les procédures de passation et d'exécution des marchés ou des accords-cadres au CNRS sont dénommées : « *personnes responsables des marchés* ».

I. - Structures opérationnelles de recherche ou de service



Les directeurs de structures opérationnelles de recherche ou de service sont désignés personnes responsables des marchés :

- a) pour les marchés et accords-cadres de fournitures et de services d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique, destinés à assurer la couverture des besoins de la structure opérationnelle de recherche ou de service dont ils assurent la direction, dans la limite des crédits notifiés, sous réserve de l'article 2.II.A.f) et 2.III, et sous réserve, pour les marchés et accords-cadres de travaux et les services associés, dans la limite des crédits notifiés de l'accord préalable écrit du délégué régional concerné ;
- b) pour les marchés subséquents aux accords-cadres passés par la direction déléguée aux achats et à l'innovation ou les Délégations dont ils dépendent, d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique, destinés à assurer la couverture des besoins de la structure opérationnelle de recherche ou de service dont ils assurent la direction, dans la limite des crédits notifiés ;
- c) pour déterminer l'attributaire des bons de commande, dans le cadre des accords-cadres multi-attribués exécutés au moyen de bons de commande et passés par la direction déléguée aux achats et à l'innovation ou la Délégation dont ils dépendent, d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique, destinés à assurer la couverture des besoins de la structure opérationnelle de recherche ou de service dont ils assurent la direction, dans la limite des crédits notifiés.

II. - Délégations régionales

II.A - Dispositions générales

Les délégués régionaux sont désignés personnes responsables des marchés :

- a) pour les marchés et accords-cadres de fournitures et de services, d'un montant égal ou supérieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique, destinés à assurer la couverture des besoins de chaque structure opérationnelle de recherche ou de service, qui leur est rattachée, dans la limite des crédits notifiés et sous réserve de l'article 2.III ;
- b) pour les marchés et accords-cadres de travaux et les services associés, destinés à assurer la couverture des besoins de chaque structure opérationnelle de recherche ou de service, qui leur est rattachée, dans la limite des crédits notifiés ;
- c) pour les marchés et accords-cadres de fournitures, de services et de travaux destinés à assurer la couverture des besoins des services des Délégations ou des services centraux dont elles assurent la gestion, dans la limite des crédits notifiés et sous réserve de l'article 2.III ;
- d) pour les marchés subséquents aux accords-cadres passés par la direction déléguée aux achats et à l'innovation, destinés à assurer la couverture des besoins des services des Délégations ou des services centraux dont elles assurent la gestion, dans la limite des crédits notifiés ;
- e) pour les marchés subséquents aux accords-cadres passés par la direction déléguée aux achats et à l'innovation ou la Délégation, dont le montant est égal ou supérieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique, destinés à assurer la couverture des besoins de chaque structure opérationnelle de recherche ou de service qui leur est rattachée, dans la limite des crédits notifiés ;
- f) pour déterminer l'attributaire des bons de commande, dans le cadre des accords-cadres multi-attribués exécutés au moyen de bons de commande passés par la direction déléguée aux achats et à l'innovation, destinés à assurer la couverture des besoins des services des Délégations ou des services centraux dont elles assurent la gestion, dans la limite des crédits notifiés ;
- g) pour déterminer l'attributaire des bons de commande, dans le cadre des accords-cadres multi-attribués exécutés au moyen de bons de commande passés par la direction déléguée aux achats et à l'innovation ou la Délégation, d'un montant égal ou supérieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités

publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique, destinés à assurer la couverture des besoins de la structure opérationnelle de recherche ou de service qui leur est rattachée, dans la limite des crédits notifiés ;

- h) pour les marchés et accords-cadres de fournitures, de services et de travaux destinés à assurer la couverture de besoins mutualisés de structures opérationnelles de recherche ou de service qui leur sont rattachées, dans la limite des crédits notifiés, sous réserve de l'article 2.III.

En qualité de personne responsable des marchés, les délégués régionaux sont compétents pour conclure les conventions de groupement de commandes ayant pour objet des achats relevant du périmètre de leurs circonscriptions.

II.B - Dispositions particulières

Le délégué régional pour la circonscription « Occitanie-Ouest » est désigné personne responsable des marchés pour les marchés et accords-cadres de fournitures et de services, d'un montant égal ou supérieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique, entrant dans le champ de compétence de la direction des systèmes d'information.

III. – Direction déléguée aux achats et à l'innovation (DDAI)

Le directeur délégué aux achats et à l'innovation est désigné personne responsable des marchés pour les marchés et accords-cadres de fournitures et de services destinés à couvrir :

- les besoins de l'IN2P3 et de l'INSU pour les projets scientifiques nationaux désignés par l'IN2P3 et par l'INSU d'un montant supérieur à 1 000 000 euros hors taxe. Pour ces achats, par dérogation au 1^{er} alinéa de l'article 2, le directeur délégué aux achats et à l'innovation est compétent pour préparer et instruire la procédure d'achat des marchés et accords-cadres de fournitures et prestations de services, qu'il soumet à la signature de l'ordonnateur compétent ;
- les besoins communs concernant les structures opérationnelles de recherche ou de service et/ou les Délégations.

En qualité de personne responsable des marchés, le directeur délégué aux achats et à l'innovation est compétent pour conclure les conventions de groupement de commandes ayant pour objet les achats relevant du périmètre d'intervention de la DDAI, la convention permanente conclue avec la Direction des Achats de l'Etat.

Au titre de l'activité et du fonctionnement de la centrale d'achat du CNRS, le directeur délégué aux achats et à l'innovation est compétent pour conclure les actes et conventions avec les établissements bénéficiaires de la Centrale d'achat du CNRS.

IV. – Direction des systèmes d'information

Le directeur des systèmes d'information est désigné personne responsable des marchés pour les marchés et accords-cadres de fournitures et de services, d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique, entrant dans le champ de compétence de la direction des systèmes d'information, dans la limite des crédits qui lui sont notifiés.

Article 3 - Délégation de signature

Les personnes responsables des marchés désignés à l'article 2 peuvent, dans la limite de leurs attributions, déléguer leur signature à un agent placé sous leur autorité.

A l'exception du Directeur délégué aux achats et à l'innovation, les personnes responsables des marchés désignés à l'article 2.I. ne peuvent déléguer leur signature qu'à des agents placés sous leur autorité bénéficiant par ailleurs d'une délégation de signature de l'ordonnateur secondaire.

Article 4 - Dispositions particulières

En tant que de besoin, le président du CNRS peut, par décision particulière, déroger aux présentes dispositions et attribuer la qualité de personne responsable des marchés à une autorité différente, notamment pour procéder à la mutualisation d'achat entre plusieurs délégations régionales.

Article 5 - Abrogation

Dans toutes les décisions en vigueur portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés, les termes « décision *DEC153351DAJ susvisée* » sont remplacés par les termes « décision *DEC190902DAJ susvisée* ».

La décision DEC153351DAJ du 19 janvier 2015 modifiée portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS est abrogée par la présente décision.

Article 6 - Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 16 janvier 2020

Le président-directeur général

Antoine Petit

DEC200856DR01

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'UMR8049 « Laboratoire d'Informatique Gaspard-Monge » (LIGM)**LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,**

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC180328DAJ du 25 janvier 2018 modifiée donnant délégation de signature à Madame Clarisse Lefort, déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France-Villejuif ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 portant renouvellement de l'UMR8049 « Laboratoire d'Informatique Gaspard-Monge » (LIGM) ;

DECIDE :**Article 1er : Création**

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'UMR8049 « Laboratoire d'Informatique Gaspard-Monge » (LIGM).

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 15 membres :

- le directeur d'unité et le directeur adjoint ;
- 8 membres élus : - 7 membres parmi le Collège « Chercheurs et enseignants-chercheurs » :
 - Sous-Collège des chercheurs, enseignants-chercheurs - permanents : 6 ;
 - Sous-Collège des doctorants – non permanents : 1 ;
- 1 membre parmi le Collège « IT – BIATSS » ;
- 5 membres nommés.

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Villejuif, le 24 février 2020

Pour le Président - directeur général et par délégation,
La déléguée régionale
Clarisse Lefort



DEC200855DR01

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'UMR9018 « Aspects métaboliques et systémiques de l'oncogénèse pour de nouvelles approches thérapeutiques » (METSU)**LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,**

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC180328DAJ du 25 janvier 2018 modifiée donnant délégation de signature à Madame Clarisse Lefort, déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Villejuif ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 portant création de l'UMR9018 « Aspects métaboliques et systémiques de l'oncogénèse pour de nouvelles approches thérapeutiques » (METSU) ;

DECIDE :**Article 1er : Création**

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'UMR9018 « Aspects métaboliques et systémiques de l'oncogénèse pour de nouvelles approches thérapeutiques » (METSU).

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 8 membres :

- la directrice d'unité, le directeur d'unité adjoint ;
- 4 membres élus :
 - 3 membres parmi le collège « Chercheurs et enseignants-chercheurs » :
 - sous-collège des « Chercheurs et enseignants-chercheurs » : 2 ;
 - sous-collège des « Doctorants » : 1 ;
 - 1 membre parmi le collège « Personnels administratifs et techniques d'appui ou de soutien à la recherche – ITA » ;
- 2 membres nommés.

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Villejuif, le 30 janvier 2020

Pour le Président - directeur général et par délégation,
La déléguée régionale
Clarisse Lefort



DEC200844DR01

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'UMR9007 « Laboratoire Electronique, Systèmes de communications et Microsystèmes » (Esycom)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC180328DAJ du 25 janvier 2018 modifiée donnant délégation de signature à Madame Clarisse Lefort, déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Villejuif ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 portant création de l'UMR9007 « Laboratoire Electronique, Systèmes de communications et Microsystèmes » (Esycom) ;

DECIDE :

Article 1er : Création

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'UMR9007 « Laboratoire Electronique, Systèmes de communications et Microsystèmes » (Esycom).

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 11 membres :

- le directeur d'unité ;
- 6 membres élus :
 - 5 membres parmi le collège « Chercheurs et enseignants-chercheurs » :
 - sous-collège des « Enseignants chercheurs et chercheurs permanents » : 4 ;
 - sous-collège des « Chercheurs non permanents » : 1 ;
 - 1 membre parmi le collège « Personnels administratifs et techniques d'appui ou de soutien à la recherche » ;
- 4 membres nommés :
 - « Enseignants chercheurs et chercheurs permanents » : 3 ;
 - « Personnel administratif et technique d'appui ou de soutien à la recherche » : 1.

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Villejuif, le 28 janvier 2020

Pour le Président - directeur général et par délégation,
La déléguée régionale
Clarisse Lefort



DEC200442DR01

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'UMR7538 « Laboratoire de physique des lasers » (LPL)**LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,**

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC180328DAJ du 25 janvier 2018 modifiée donnant délégation de signature à Madame Clarisse Lefort, déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Villejuif ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'UMR7538 « Laboratoire de physique des lasers » (LPL) ;

DECIDE :**Article 1er : Création**

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'UMR7538 « Laboratoire de physique des lasers » (LPL)

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 14 membres :

- la directrice d'unité et la directrice adjointe ;
- 8 membres élus :
 - 6 membres parmi le collège « Chercheurs et enseignants-chercheurs » :
 - sous-collège des « chercheurs, enseignants-chercheurs permanents » : 4 ;
 - sous-collège des « doctorants, post-doctorants » : 2 ;
 - 2 membres parmi le collège 2 « Personnels administratifs et techniques d'appui ou de soutien à la recherche » : 2 ;
- 4 membres nommés.

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Villejuif, le 1^{er} janvier 2019

Pour le Président - directeur général et par délégation,
La déléguée régionale
Clarisse Lefort



DEC193261DR01

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'UMR7182 « Institut de Chimie et des Matériaux Paris-Est » (ICMPE)**LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,**

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC180328DAJ du 25 janvier 2018 modifiée donnant délégation de signature à Madame Clarisse Lefort, déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Villejuif ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 portant renouvellement de l'UMR7182 Institut de Chimie et des Matériaux Paris-Est (ICMPE) ;

DECIDE :**Article 1er : Création**

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'UMR7182 Institut de Chimie et des Matériaux Paris-Est (ICMPE)

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 17 membres :

- le directeur d'unité et le directeur adjoint ;
- 10 membres élus :
 - 7 membres parmi le collège « Chercheurs et enseignants-chercheurs » ;
 - sous-collège des « A1-DR » : 1 ;
 - sous-collège des « A2-PR » : 1 ;
 - sous-collège des « B1-CR » : 1 ;
 - sous-collège des « B2-MC » : 3 ;
 - sous-collège des « non permanents » : 1 ;
 - 3 membres parmi le collège « ITA/BIATSS » ;
- 5 membres nommés.

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Villejuif, le 20 janvier 2020

Pour le Président - directeur général et par délégation,
La déléguée régionale
Clarisse Lefort

DEC200765DR02

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR7225 intitulée Institut du Cerveau et de la Moelle épinière - ICM

LE PRESIDENT- DIRECTEUR GÉNÉRAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC180329DAJ du 25 janvier 2018 donnant délégation de signature à Mme Véronique DEBISSCHOP, déléguée régionale pour la circonscription Paris B (DR02), devenue circonscription Paris-Centre par décision DEC181599DAJ du 7 novembre 2018 ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UMR7225 intitulée Institut du Cerveau et de la Moelle épinière - ICM, dont le directeur est M. Alexis BRICE;

DECIDE :

Article 1er : Création

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR7225.

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 20 membres :

- 1 membre de droit : le directeur de l'unité
- 15 membres élu.e.s dont :
 - 5 élu.e.s dans le collège C/EC, sous-collège permanent (collège 1A)
 - 2 élu.e.s dans le collège C/EC, sous-collège non permanent (collège 1B)
 - 4 élu.e.s dans le collège ITA, sous-collège permanent (collège 2A)
 - 2 élu.e.s dans le collège ITA, sous-collège non permanent (collège 2B)
 - 2 élu.e.s dans le collège des doctorant.e.s (collège 3)
- 4 membres nommé.e.s dont le sous-directeur

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Paris, le

Pour le président - directeur général et par délégation,

La déléguée régionale

Véronique DEBISSCHOP

DEC200792DR02

Décision portant modification de la composition du conseil de laboratoire de l'unité UMR7371 intitulée Laboratoire d'Imagerie Biomédicale - LIB

LE PRESIDENT- DIRECTEUR GÉNÉRAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC180329DAJ du 25 janvier 2018 donnant délégation de signature à Mme Véronique DEBISSCHOP, déléguée régionale pour la circonscription Paris B (DR02), devenue circonscription Paris-Centre par décision DEC181599DAJ du 7 novembre 2018 ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UMR7371 intitulée Laboratoire d'Imagerie Biomédicale - LIB, dont la directrice est Mme Sharon BRIDAL ;

Vu la décision DEC190960DR02 du 14 mars 2019 portant création du conseil de laboratoire de l'unité UMR7371 ;

DECIDE :

Article 1er :

L'article 2 de la décision DEC190960DR02 sus-visée est modifié comme suit :

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 20 membres :

- 1 membre de droit : la directrice de l'unité
- 11 membres élu.e.s dont :
 - 3 élu.e.s dans le collège ITA/BIATSS /CATI
 - 3 élu.e.s dans le collège C/EC, sous-collège permanent,
 - 1 élu.e dans le collège C/EC, sous-collège EC hospitaliers et autres personnels hospitaliers
 - 4 élu.e.s dans le collège C/EC, sous collège non permanent (post-doctorant.e.s, doctorant.e.s, CDD RECHERCHE)
- 8 membres nommé.e.s

Article 3 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Paris, le

Pour le président - directeur général et par délégation,

La déléguée régionale

Véronique DEBISSCHOP

DEC200768DR02

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR7588 intitulée Institut des NanoSciences de Paris - INSP

LE PRESIDENT- DIRECTEUR GÉNÉRAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC180329DAJ du 25 janvier 2018 donnant délégation de signature à Mme Véronique DEBISSCHOP, déléguée régionale pour la circonscription Paris B (DR02), devenue circonscription Paris-Centre par décision DEC181599DAJ du 7 novembre 2018 ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UMR7588 intitulée Institut des NanoSciences de Paris - INSP, dont le directeur est M. Christophe TESTELIN ;

Vu la décision DEC193093INP du 20 décembre 2019 portant nomination de M. Massimiliano MARANGOLO aux fonctions de directeur de l'UMR7588 au 1er janvier 2020 ;

DECIDE :

Article 1er : Création

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR7588.

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 20 membres :

- 2 membres de droit : le directeur de l'unité et le directeur-adjoint
- 13 membres élu.e.s dont :
 - 5 élu.e.s dans le collège ITA,
 - 8 élu.e.s dans le collège C/EC,
- 5 membres nommé.e.s

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Paris, le

Pour le président - directeur général et par délégation,

La déléguée régionale

Véronique DEBISSCHOP

DEC200781DR02

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR3348 intitulée Intégrité du génome, ARN et cancer

LE PRESIDENT- DIRECTEUR GÉNÉRAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC180329DAJ du 25 janvier 2018 donnant délégation de signature à Mme Véronique DEBISSCHOP, déléguée régionale pour la circonscription Paris B (DR02), devenue circonscription Paris-Centre par décision DEC181599DAJ du 7 novembre 2018 ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 portant renouvellement de l'unité UMR3348, dont le directeur est M. Stephan VAGNER;

DECIDE :

Article 1er : Création

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR3348.

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 12 membres :

- 2 membres de droit : le directeur de l'unité et la directrice-adjointe
- 7 membres élu.e.s dont :
 - 3 élu.e.s dans le collège ITA,
 - 2 élu.e.s dans le collège C/EC, sous-collège permanent
 - 1 élu.e dans le collège C/EC, sous-collège / post-doctorant.e.s
 - 1 élu.e dans le collège C/EC, sous-collège doctorant.e.s
- 3 membres nommé.e.s

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Paris, le

Pour le président - directeur général et par délégation,

La déléguée régionale

Véronique DEBISSCHOP

DEC200671DR04

Décision portant règlement de l'indemnité de responsabilité au mandataire suppléant de la régie de recettes de l'Institut de Physique Nucléaire d'Orsay (IPNO UMR8608)

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu, le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS),

Vu, le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu, le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment ses articles 22 et 190,

Vu, le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu, le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique,

Vu, le décret n° 2019-798 du 26 juillet 2019 relatif aux régies de recettes et d'avances des organismes publics,

Vu, l'arrêté du 28 mai 1993 modifié, relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,

Vu, l'arrêté du 27 décembre 2001 modifié relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes,

Vu, la décision Dec040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS,

Vu, la décision Dec100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir du président conférant la qualité d'ordonnateur secondaire aux délégués régionaux,

Vu, la décision Dec171917DAJ du 07 juillet 2017 portant nomination de Madame Marie-Hélène PAPILLON aux fonctions de Déléguée régionale pour la circonscription d'Ile-de-France Gif-sur-Yvette.

Vu, la décision Dec105313DR04 en date du 3 janvier 2011 instituant une régie de recette à l'Institut de Physique Nucléaire d'Orsay



Vu, la décision Dec161140DR04 en date du 15 mai 2016 portant nomination du mandataire suppléant auprès de la régie de recette de l'Institut de Physique Nucléaire d'Orsay,

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Mohamed ADNANE, mandataire suppléant de la régie de recette de l'Institut de Physique Nucléaire d'Orsay, percevra un règlement de dix Euros et soixante-neuf centimes (10.69 €) au titre de l'indemnité de responsabilité pour l'exercice 2019.

Article 2

Le montant de cette dépense sera imputé sur le compte 64145130 « Indemnité de responsabilité » et financé par le budget des dépenses de personnel.

Fait à Gif-Sur-Yvette, le 20 Février 2020

La Déléguée régionale
Marie-Hélène PAPILLON



DEC200672DR04

Décision portant règlement de l'indemnité de responsabilité au régisseur de la régie de recettes de l'Institut de Physique Nucléaire d'Orsay (IPNO UMR8608)

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu, le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS),

Vu, le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu, le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment ses articles 22 et 190,

Vu, le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu, le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique,

Vu, le décret n° 2019-798 du 26 juillet 2019 relatif aux régies de recettes et d'avances des organismes publics,

Vu, l'arrêté du 28 mai 1993 modifié, relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,

Vu, l'arrêté du 27 décembre 2001 modifié relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes,

Vu, la décision Dec040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS,

Vu, la décision Dec100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir du président conférant la qualité d'ordonnateur secondaire aux délégués régionaux,

Vu, la décision Dec171917DAJ du 07 juillet 2017 portant nomination de Madame Marie-Hélène PAPILLON aux fonctions de Déléguée régionale pour la circonscription d'Ile-de-France Gif-sur-Yvette.

Vu, la décision Dec105313DR04 en date du 3 janvier 2011 instituant une régie de recette à l'Institut de Physique Nucléaire d'Orsay



Vu, la décision Dec105381DR04 en date du 3 janvier 2011 portant nomination du régisseur auprès de la régie de recette de l'Institut de Physique Nucléaire d'Orsay,

DECIDE :

Article 1^{er}

Mme Betty SAINT-JUST, régisseur de la régie de recette de l'Institut de Physique Nucléaire d'Orsay, percevra un règlement de cent dix Euros (110,00€) au titre de l'indemnité de responsabilité pour l'exercice 2019.

Article 2

Le montant de cette dépense sera imputé sur le compte 64145130 « Indemnité de responsabilité » et financé par le budget des dépenses de personnel.

Fait à Gif-Sur-Yvette, le 20 Février 2020

La Déléguée régionale
Marie-Hélène PAPILLON



DEC200725DR04

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité FRE2038 intitulée Laboratoire Aimé Cotton

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC180330DAJ du 25 janvier 2018 modifiée donnant délégation de signature à Mme Marie-Hélène PAPILLON, déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette ;

Vu la décision DEC191240DGDS portant création de l'unité FRE2038 à compter du 01/01/2020 ;

DECIDE :

Article 1er : Création

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité FRE2038.

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 11 membres :

- le directeur de l'unité ;
- 8 membres élus ;
- 2 membres nommés.

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 2 mars 2020

Pour le président - directeur général et par délégation,
La déléguée régionale
Marie-Hélène PAPILLON



DEC200670DR04

Décision portant règlement de l'indemnité de responsabilité au régisseur de la régie de recettes de l'Institut de Physique Nucléaire d'Orsay (IPNO UMR8608)

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu, le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS),

Vu, le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu, le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment ses articles 22 et 190,

Vu, le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu, le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique,

Vu, le décret n° 2019-798 du 26 juillet 2019 relatif aux régies de recettes et d'avances des organismes publics,

Vu, l'arrêté du 28 mai 1993 modifié, relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,

Vu, l'arrêté du 27 décembre 2001 modifié relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes,

Vu, la décision Dec040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS,

Vu, la décision Dec100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir du président conférant la qualité d'ordonnateur secondaire aux délégués régionaux,

Vu, la décision Dec171917DAJ du 07 juillet 2017 portant nomination de Madame Marie-Hélène PAPILLON aux fonctions de Déléguée régionale pour la circonscription d'Ile-de-France Gif-sur-Yvette.

Vu, la décision Dec105313DR04 en date du 3 janvier 2011 instituant une régie de recette à l'Institut de Physique Nucléaire d'Orsay



Vu, la décision Dec105381DR04 en date du 3 janvier 2011 portant nomination du régisseur auprès de la régie de recette de l'Institut de Physique Nucléaire d'Orsay,

DECIDE :

Article 1^{er}

Mme Betty SAINT-JUST, régisseur de la régie de recette de l'Institut de Physique Nucléaire d'Orsay, percevra un règlement de cent dix Euros (110,00€) au titre de l'indemnité de responsabilité pour l'exercice 2018.

Article 2

Le montant de cette dépense sera imputé sur le compte 64145130 « Indemnité de responsabilité » et financé par le budget des dépenses de personnel.

Fait à Gif-Sur-Yvette, le 20 Février 2020

La Déléguée régionale
Marie-Hélène PAPILLON



DEC200654DR04

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR9198 intitulée Institut de biologie intégrative de la cellule

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC180330DAJ du 25 janvier 2018 modifiée donnant délégation de signature à Mme Marie-Hélène PAPILLON, déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette ;

Vu la décision DEC191237DGDS portant renouvellement de l'unité UMR9198 à compter du 01/01/2020 ;

DECIDE :

Article 1er : Création

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR9198.

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 18 membres :

- le directeur d'unité ;
- Le directeur adjoint ;
- 11 membres élus ;
- 05 membres nommés.

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 25/02/2020

Pour le président - directeur général et par délégation,
La déléguée régionale
Marie-Hélène PAPILLON



DEC200651DR04

Décision portant suppression de la régie de recettes instituée auprès de l'Institut de Physique Nucléaire (IPN – UMR8608) et cessation des fonctions du régisseur

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu, le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS),

Vu, le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu, le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment ses articles 22 et 190,

Vu, le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Vu, le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique,

Vu, le décret n° 2019-798 du 26 juillet 2019 relatif aux régies de recettes et d'avances des organismes publics,

Vu, l'arrêté du 28 mai 1993 modifié, relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,

Vu, l'arrêté du 27 décembre 2001 modifié relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes,

Vu, l'arrêté du 24 décembre 2012 portant application des articles 25, 26, 32, 34, 35, 39 et 43 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et énumérant les moyens de règlement des dépenses publiques et les moyens d'encaissement des recettes publiques,

Vu, l'arrêté du 3 décembre 2019 relatif aux conditions dans lesquelles les ordonnateurs d'organismes publics nationaux peuvent instituer des régies d'avances et de recettes,

Vu, la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS,

Vu, la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir du président conférant la qualité d'ordonnateur secondaire aux délégués régionaux,

Vu, la décision DEC171917 DAJ du 7 juillet 2017 portant nomination de Mme Marie-Hélène PAPILLON aux fonctions de Déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette,



Vu, la décision DEC105313DDR04 du 3 janvier 2011 portant création de la régie de recettes de l'Institut de Physique Nucléaire,

Vu, la décision DEC161140DR04 du 15 mai 2016 portant nomination du régisseur de la régie de recettes instituée auprès de l'Institut de Physique Nucléaire,

DECIDE :

Article 1^{er} – Suppression de la régie

- I. Il est décidé la suppression de la régie de recettes instituée par décision DEC105313DR04 pour l'encaissement de la location des chambres d'hôtes et des recettes de la cafeteria.
- II. La suppression de cette régie prend effet le 1^{er} janvier 2020.

Article 2 – Cessation des fonctions de régisseur

- I. Il est décidé de mettre fin aux fonctions du régisseur nommé par décision DEC161140DR04.
- II. La cessation des fonctions prend effet le 1^{er} janvier 2020.

Article 3 – Dispositions finales

- I. La Déléguée régionale et l'Agent Comptable Secondaire de la Délégation Ile-de-France Gif-sur-Yvette sont chargés de l'exécution de la présente décision.
- II. La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS et notifiée au régisseur.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 01/01/2020

La Déléguée régionale,

Avis conforme de l'Agent comptable secondaire



DEC200157DR04

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR8506 intitulée Laboratoire des signaux et systèmes

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC180330DAJ du 25 janvier 2018 modifiée donnant délégation de signature à Mme Marie-Hélène PAPILLON, déléguée régionale pour la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette ;

Vu la décision DEC191237DGDS portant renouvellement de l'unité UMR8506 à compter du 01/01/2020 ;

DECIDE :

Article 1er : Création

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR8506.

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 20 membres :

- le directeur de l'unité ;
- 13 membres élus ;
- 6 membres nommés.

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 27/01/2020

Pour le président - directeur général et par délégation,
La déléguée régionale
Marie-Hélène PAPILLON



DEC200669DR04

Décision portant règlement de l'indemnité de responsabilité au mandataire suppléant de la régie de recettes de l'Institut de Physique Nucléaire d'Orsay (IPNO UMR8608)

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu, le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS),

Vu, le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu, le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment ses articles 22 et 190,

Vu, le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,

Vu, le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique,

Vu, le décret n° 2019-798 du 26 juillet 2019 relatif aux régies de recettes et d'avances des organismes publics,

Vu, l'arrêté du 28 mai 1993 modifié, relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,

Vu, l'arrêté du 27 décembre 2001 modifié relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes,

Vu, la décision Dec040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS,

Vu, la décision Dec100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir du président conférant la qualité d'ordonnateur secondaire aux délégués régionaux,

Vu, la décision Dec171917DAJ du 07 juillet 2017 portant nomination de Madame Marie-Hélène PAPILLON aux fonctions de Déléguée régionale pour la circonscription d'Ile-de-France Gif-sur-Yvette.

Vu, la décision Dec105313DR04 en date du 3 janvier 2011 instituant une régie de recette à l'Institut de Physique Nucléaire d'Orsay



Vu, la décision Dec161140DR04 en date du 15 mai 2016 portant nomination du mandataire suppléant auprès de la régie de recette de l'Institut de Physique Nucléaire d'Orsay,

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Mohamed ADNANE, mandataire suppléant de la régie de recette de l'Institut de Physique Nucléaire d'Orsay, percevra un règlement de treize Euros et soixante-quinze centimes (13.75 €) au titre de l'indemnité de responsabilité pour l'exercice 2018.

Article 2

Le montant de cette dépense sera imputé sur le compte 64145130 « Indemnité de responsabilité » et financé par le budget des dépenses de personnel.

Fait à Gif-Sur-Yvette, le 20 Février 2020

La Déléguée régionale
Marie-Hélène PAPILLON



DEC190148DR05

Décision fixant le nombre de sièges auxquels ont droit les organisations syndicales au sein du comité régional d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de la délégation régionale Ile-de-France Meudon

LE DÉLÉGUÉ RÉGIONAL,

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2011-184 du 15 février 2011 modifié relatif aux comités techniques dans les administrations et les établissements publics de l'Etat ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu l'arrêté du 18 juillet 2011 portant création du comité technique du CNRS ;

Vu l'arrêté du 29 mai 2012 portant création du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail d'établissement public du CNRS ;

Vu la décision n° DEC121279DRH du 18 juin 2012 portant création des comités régionaux d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail au CNRS ;

Vu la décision n° DEC180147DAJ du 18 janvier 2018 donnant délégation de signature à M. Philippe Cavalier, délégué régional pour la circonscription Ile-de-France Meudon ;

Vu le procès-verbal du dépouillement du 6 décembre 2018 de l'élection des représentants du personnel au comité technique du CNRS et aux instances constituées par le dépouillement des suffrages exprimés lors de ce scrutin ;

Vu la décision n° DEC183186DRH du 19 décembre 2018 fixant la répartition des sièges au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail du CNRS,

DECIDE :

Article 1^{er}

Pendant la durée du mandat, la répartition des sept sièges des représentants du personnel au CRHSCT de la délégation régionale Ile-de-France Meudon s'établit comme suit :

- Sgen-CFDT Recherche EPST: 2 représentants titulaires – 2 représentants suppléants
- SNCS-FSU : 2 représentants titulaires – 2 représentants suppléants
- SNPTES : 1 représentant titulaire – 1 représentant suppléant
- SNTRS-CGT : 1 représentant titulaire – 1 représentant suppléant
- SUD Recherche EPST : 1 représentant titulaire – 1 représentant suppléant

Article 2

La décision sera publiée au *Bulletin Officiel* du CNRS.

Fait à Meudon, le 09 janvier 2019

Le délégué régional
Philippe Cavalier

DEC200785DR05

Décision portant création d'un conseil de laboratoire au sein de l'unité UMR8051 intitulée Equipes traitement de l'information et systèmes (ETIS)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC132119DAJ du 2 septembre 2013 nommant Philippe Cavalier délégué régional pour la circonscription Ile-de-France Meudon à compter du 2 septembre 2013 ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 approuvant renouvellement de l'unité UMR8051 intitulée Equipes traitement de l'information et systèmes (ETIS)

DECIDE :

Article 1er : Création

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de laboratoire au sein de l'unité Equipes traitement de l'information et systèmes (ETIS).

Article 2 : Composition

Le conseil de laboratoire comprend 15 membres :

- le directeur de l'unité ;
- les 2 directeurs adjoints ;
- 8 membres élus ;
- 4 membres nommés.

Article 3 : Compétences

Ce conseil de laboratoire exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Meudon, le 4 mars 2020

Pour le Président - directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Philippe Cavalier



DEC200562DR07¹

Décision portant institution d'une régie d'avance auprès de l'UMR 5824 GATE Groupe d'analyse et de Théorie économique Lyon St Etienne

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu, le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS),

Vu, le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu, le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment ses articles 22 et 190,

Vu, le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Vu, le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique,

Vu, le décret n° 2019-798 du 26 juillet 2019 relatif aux régies de recettes et d'avances des organismes publics,

Vu, l'arrêté du 28 mai 1993 modifié, relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,

Vu, l'arrêté du 27 décembre 2001 modifié relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes,

Vu, l'arrêté du 24 décembre 2012 portant application des articles 25, 26, 32, 34, 35, 39 et 43 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et énumérant les moyens de règlement des dépenses publiques et les moyens d'encaissement des recettes publiques,

Vu, l'arrêté du 3 décembre 2019 relatif aux conditions dans lesquelles les ordonnateurs d'organismes publics nationaux peuvent instituer des régies d'avances et de recettes,

Vu, la décision n° 040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS,

Vu, la décision n° 100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir du président conférant la qualité d'ordonnateur secondaire aux délégués régionaux,

¹ Supprimer les notes de bas de page après rédaction de la décision. Reprendre le « numéro du document » attribué automatiquement par Doc'Utiles après création et sauvegarde de la fiche de la décision (le champ « type de n° » de cette fiche doit obligatoirement indiquer « BO »).

Vu, la décision n° DEC123054DAJ du 21/12/2012 portant nomination de M. Frédéric FAURE aux fonctions de Délégué régional pour la circonscription de Rhône-Auvergne,

Vu, la décision n° DEC170787DR07 du 24/02/2017 modifiée portant institution d'une régie d'avance auprès de l'UMR 5824 GATE et nomination du régisseur titulaire et du régisseur suppléant,

Vu la décision n°DEC182421DR07 du 28/08/2018 modifiée portant modification d'une régie d'avances auprès de l'UMR5824 GATE Groupe d'analyse et de théorie économique Lyon - St-Etienne et nomination du régisseur titulaire et du régisseur suppléant »,

VU la décision n°DEC182842DR07 du 26/10/2018 portant rectification d'une erreur de transcription dans les décisions n°DEC170787DR07 du 24/02/2017 et DEC182421DR07 du 20/08/2018 relatives à la régie d'avance auprès de l'UMR 5824 GATE et nomination du régisseur titulaire et du régisseur suppléant,

DECIDE :

Article 1^{er} – Institution de la régie

- I. Il est institué **auprès de l'UMR 5824 GATE Groupe d'analyse et de Théorie économique Lyon St Etienne** une régie d'avance permanente à compter du 28/02/2020 .
- II. Cette régie est installée 93 Chemin des Mouilles 69131 ECULLY Cedex
- III. Le régisseur doit tenir une comptabilité générale qui fait apparaître et permet de justifier à tout moment de la situation de l'avance reçue, des dépenses réalisées et des disponibilités².

Article 2 – Dépenses réglées par l'intermédiaire de la régie

- I. Le régisseur est habilité à payer les dépenses suivantes³ : Indemnités de participation à des expérimentations
- II. Le montant maximal des dépenses susceptibles d'être payées par l'intermédiaire de cette régie est fixé à 300 € par opération ⁴.

Article 3 – Modes de paiement

- I. Le régisseur ouvre un compte de dépôt de fonds au Trésor⁵.
- II. Le régisseur effectue le paiement des dépenses en numéraire

² Cf. article 15 du décret n° 2019-798 du 26/07/2019.

³ Cf. article 10 du décret n° 2019-798 du 26/07/2019 : la liste des dépenses payables par une régie est limitative.

⁴ Cf. arrêté du 03/12/2019 article 1^{er}.

⁵ Obligatoire en application de l'article 14 du décret n° 2019-798 du 26/07/2019.

Article 4 – Montant de l'avance

Le montant de l'avance⁶ au régisseur s'élève à 7.000 €.

Article 5 – Pièces justificatives

Les pièces justificatives des dépenses payées par le régisseur sont remises à l'agent comptable secondaire⁷ tous les mois, et au maximum dans un délai d'un mois à compter de la date de paiement⁸.

Article 6 – Cautionnement et indemnité de responsabilité⁹

- I. Le régisseur est assujéti à un cautionnement.
- II. Il peut percevoir une indemnité de responsabilité dans les conditions fixées par l'article 4 du décret n° 2019-798 du 26/07/2019¹⁰.

Article 7 - Responsabilité

Le régisseur engage sa responsabilité personnelle et pécuniaire pour les opérations effectuées dans le cadre de la régie.

Article 8 – Désignation du régisseur et des mandataires

Le régisseur et un mandataire suppléant¹¹ sont désignés par le délégué régional après agrément de l'agent comptable secondaire assignataire.

Le régisseur peut être assisté d'autres mandataires lorsque le fonctionnement de la régie l'impose¹². Les mandataires sont désignés par le régisseur après autorisation de l'ordonnateur.

Article 9 – Abrogation

La décision n° DEC170787DR07 du 24/02/2017 modifiée portant institution d'une régie d'avance auprès de l'UMR 5824 GATE et nomination du régisseur titulaire et du régisseur suppléant est abrogée à compter du 28 février 2020.

⁶ Cf. Montant au maximum égal au quart du montant prévisible des dépenses annuelles à payer par le régisseur (cf. article 11 du décret n° 2019-798 du 26/07/2019 et article 3 de l'arrêté du 03/12/2019).

⁷ Cf. art. 4 de l'arrêté du 03/12/2019.

⁸ Cf. article 13 du décret n° 2019-798 du 26/07/2019 et art. 4 de l'arrêté du 03/12/2019

⁹ Cf. article 4 du décret n° 2019-798 du 26/07/2019, arrêté du 28/05/1993 modifié et, pour les seuils de dispense de cautionnement, arrêté du 27/12/2001. Par ailleurs, le régisseur d'une régie temporaire peut être dispensé de constituer un cautionnement par l'ordonnateur, sur avis conforme du comptable public assignataire (agent comptable secondaire).

¹⁰ Non cumulable avec l'IFSE.

¹¹ Cf. article 6 du décret n° 2019-798 du 26/07/2019 : « Sauf dérogation du ministre chargé du budget, le régisseur est assisté d'un mandataire suppléant [...] »

¹² Le recours à ces mandataires doit être prévu dans l'acte constitutif de la régie (cf. article 6 du décret n° 2019-798 du 26/07/2019).

Article 10 – Dispositions finales

I. Le Délégué régional et l'Agent comptable secondaire de la Délégation de Rhône-Auvergne sont chargés de l'exécution de la présente décision.

II. La présente décision est publiée au Bulletin officiel du CNRS¹³.

Fait à Villeurbanne, le 17/02/2020

Le Délégué régional,

Avis conforme de l'Agent comptable secondaire¹⁷

Vu, l'Agent comptable principal¹⁷

¹³ En application de la décision n° DEC100220DAJ du 04/11/2010 (à consulter sur Doc'Utiles), cette décision est publiée au Bulletin Officiel du CNRS. Pour plus d'information, se reporter à l'aide en ligne, dans le menu de droite > aide producteurs.

DEC200664DR11

Décision portant création d'un conseil de service au sein de la délégation régionale Alpes

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions du CNRS ;

Vu la décision DEC180336DAJ du 28 mars 2017 donnant délégation de signature à M. Jérôme PARET, délégué régional pour la circonscription Alpes,

DECIDE :

Article 1er : Création

En application de la décision du 28 octobre 1992 susvisée, il est créé un conseil de service au sein de la délégation régionale Alpes.

Article 2 : Composition

Le conseil de service comprend 12 membres :

- le délégué régional ;
- l'adjointe au délégué régional ;
- 6 membres élus ;
- 4 membres nommés.

La durée du mandat des membres du conseil de service est fixée à cinq ans à compter du 1^{er} février 2020.

Article 3 : Compétences

Ce conseil de service exerce les compétences fixées au Titre III de la décision du 28 octobre 1992 susvisée.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.



Fait à Grenoble, le 24 février 2020

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Jérôme Paret



DEC200779INSMI

Décision portant modification du dispositif partenarial de la fédération de recherche FR2291 intitulée « Fédération de recherche des unités de mathématiques de Marseille » (FRUMAM).

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920520SOSI du 24 juillet 1992 modifiée portant organisation et fonctionnement des structures opérationnelles de recherche ;

Vu la décision DEC171283DGDS du 21 décembre 2017 portant renouvellement de la fédération de recherche 2291 intitulée « Fédération de recherche des unités de mathématiques de Marseille » (FRUMAM).

Vu l'avis émis par les instances compétentes du Comité national de la recherche scientifique ;

Vu l'accord des cotutelles ;

DECIDE :

Article 1^{er} :


A compter du 1^{er} janvier 2020, le dispositif partenarial de la fédération de recherche 2291 intitulée « Fédération de recherche des unités de mathématiques de Marseille » (FRUMAM) est le suivant :

- Tutelles principales : CNRS, AIX-MARSEILLE UNIVERSITE, AVIGNON UNIVERSITE, UNIVERSITE DE TOULON, ECOLE CENTRALE DE MARSEILLE, INRAE.

Article 2 :

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le **12 MARS 2020**


Le président - directeur général
Antoine Petit

DEC200556SGCN

Décision relative à la nomination des experts des jurys d'admissibilité des concours de recrutement de chercheurs ouverts au titre de l'année 2020**LE PRESIDENT DU CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS);

Vu le décret n°83-1260 du 30 décembre 1983 modifié fixant les dispositions statutaires communes aux corps de fonctionnaires des établissements publics scientifiques et technologiques ;

Vu le décret n°84-1185 du 27 décembre 1984 modifié relatif aux statuts particuliers des corps de fonctionnaires du CNRS ;

Vu l'arrêté du 26 novembre 2019 autorisant au titre de l'année 2020 l'ouverture de concours sur titres et travaux pour le recrutement de directeurs de recherche de 2^{ème} classe du CNRS;

Vu l'arrêté du 26 novembre 2019 autorisant au titre de l'année 2020 l'ouverture de concours sur titres et travaux pour le recrutement de chargés de recherche de classe normale du CNRS;

Vu l'arrêté du 17 janvier 2018 portant attribution de fonctions au CNRS;

Vu l'avis du conseil scientifique du 27 janvier 2020.

DECIDE**Article 1**

Sont nommés experts des jurys d'admissibilité des concours de recrutement de chercheurs ci-dessous désignés, ouverts au titre de l'année 2020, les personnes dont les noms suivent :

Prénom Nom	Section	Grade N° Concours
François OZANAM	Section 14	Concours DR2 13/01
Chantal CRENN	Section 38	Concours CRCN 52/02
Frédéric DRUON	Section 08	Concours CRCN 54/02 Concours DR2 54/01

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du Centre national de la recherche scientifique.

Fait à Paris, le



DEC200849SGCN

Décision relative à la vacance d'un siège au sein d'une section du Comité national de la recherche scientifique.

LE PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret n° 91-179 du 18 février 1991 modifié relatif au fonctionnement des sections du Comité national de la recherche scientifique ;

Vu l'arrêté du 2 décembre 2011 modifié fixant la liste des sections du Comité national de la recherche scientifique ;

Vu l'arrêté du 3 décembre 2015 relatif aux sections du Comité national de la recherche scientifique ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président-directeur général du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC183103DAJ du 21 décembre 2018 portant nomination de M. Alain Schuhl aux fonctions de directeur général délégué à la science (DGD-S) ;

Vu la décision DEC183105DAJ du 21 décembre 2018 portant délégation de signature à M. Alain Schuhl, directeur général délégué à la science (DGD-S) ;

DECIDE

Article 1er

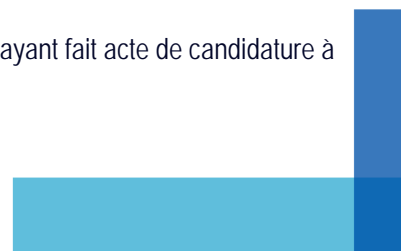
Le siège suivant est à pourvoir, pour la section du Comité national mentionnée ci-dessous :

Section 33 : « Mondes modernes et contemporains »

1 - Siège - Collège B1

Article 2

La section concernée élira un membre pour le siège vacant parmi les personnes ayant fait acte de candidature à cette fin.



Article 3

Les candidatures doivent être établies suivant le formulaire de déclaration de candidatures annexé à la présente, avec signature manuscrite, accompagnées d'un curriculum vitae et le cas échéant, de la liste des travaux, des productions scientifiques les plus récentes. Il est recommandé de joindre également une lettre de motivation. L'ensemble du dossier ne devant pas excéder 10 pages.

Elles doivent obligatoirement parvenir au Secrétariat général du Comité national, soit par courriel (sgcn.secretariat@cnrs.fr), soit par courrier postal (CNRS-SGCN, 3 rue Michel Ange - 75016 PARIS), avant le **07 MAI 2020 à 18h00**.

Le formulaire de déclaration de candidature est téléchargeable à l'adresse ci-dessous :

- pour les sections : http://www.cnrs.fr/comitenational/sieges_vacants/sections/Annexe_Section.pdf

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS. Une mention de cette décision sera faite au *Bulletin officiel* du Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et l'Innovation.

Fait à Paris, le

Alain SCHUHL

DEC200612SGCN

Décision relative à la vacance de sièges au sein de sections et commissions interdisciplinaires du Comité national de la recherche scientifique.

LE PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret n° 91-179 du 18 février 1991 modifié relatif au fonctionnement des sections du Comité national de la recherche scientifique ;

Vu l'arrêté du 2 décembre 2011 modifié fixant la liste des sections du Comité national de la recherche scientifique ;

Vu l'arrêté du 3 décembre 2015 relatif aux sections du Comité national de la recherche scientifique ;

Vu l'arrêté du 13 juillet 2016 portant création de commissions interdisciplinaires au Comité national de la recherche scientifique ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président-directeur général du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC100003SGCN du 22 février 2010 modifiée fixant la composition, le mode d'élection et le fonctionnement des conseils scientifiques d'institut ;

Vu la décision DEC132220DAJ du 15 juillet 2013 portant nomination de Mme Marie-Claude Labastie aux fonctions de secrétaire générale du Comité national de la recherche scientifique (CoNRS) ;

Vu la décision DEC180354DAJ du 25 janvier 2018 portant délégation de signature à Mme Marie-Claude Labastie, secrétaire générale du Comité national de la recherche scientifique (CoNRS)

DECIDE**Article 1er**

Les sièges suivants sont à pourvoir, pour les sections et commissions interdisciplinaires du Comité national mentionnées ci-dessous :

Section 4 : « Atomes et molécules, optique et lasers, plasmas chauds »

1 - Sièges - Collège C

Section 23 : « Biologie végétale intégrative »

1 - Sièges - Collège C

Section 27 : « Relations hôte-pathogène, immunologie, inflammation »

1 - Sièges - Collège B1

Section 28 : « Pharmacologie ingénierie et technologies pour la santé imagerie biomédicale »

1 - Sièges - Collège A2



Section 29 : « Biodiversité, évolution et adaptations biologiques : des macromolécules aux communautés »

1 - Siège - Collège C

Section 32 : « Mondes anciens et médiévaux »

1 - Siège - Collège C

Commission interdisciplinaire 53 : « Méthodes, pratiques et communications des sciences et des techniques »

2 - Sièges - Collège A

1 - Siège - Collège B

Commission interdisciplinaire 54 : « Méthodes expérimentales, concepts et instrumentation en sciences de la matière et en ingénierie pour le vivant »

1 - Siège - Collège A

2 - Sièges - Collège B

Article 2

Les sections et les commissions interdisciplinaires concernées éliront un membre pour chaque siège vacant parmi les personnes ayant fait acte de candidature à cette fin.

Pour le remplacement des membres élus des commissions interdisciplinaires, les candidats doivent appartenir aux instances du Comité national de la recherche scientifique.

Article 3

Les candidatures doivent être établies suivant le formulaire de déclaration de candidatures annexé à la présente, avec signature manuscrite, accompagnées d'un curriculum vitae et le cas échéant, de la liste des travaux, des productions scientifiques les plus récentes. Il est recommandé de joindre également une lettre de motivation. L'ensemble du dossier ne devant pas excéder 10 pages.

Elles doivent obligatoirement parvenir au Secrétariat général du Comité national, soit par courriel (sgcn.secretariat@cns.fr), soit par courrier postal (CNRS-SGCN, 3 rue Michel Ange - 75016 PARIS), avant le **20 AVRIL 2020 à 18h00**.

Le formulaire de déclaration de candidature est téléchargeable à l'adresse ci-dessous :

n pour les sections : http://www.cns.fr/comitenational/sieges_vacants/sections/Annexe_Section.pdf

n pour les commissions interdisciplinaires : http://www.cns.fr/comitenational/sieges_vacants/cid/Annexe_CID.pdf

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS. Une mention de cette décision sera faite au *Bulletin officiel* du Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et l'Innovation.

Fait à Paris, le

*Pour le président-directeur général et par délégation,
la Secrétaire générale du Comité national*

Marie-Claude LABASTIE

DEC200870INSB

Décision fixant les situations d'emplois et/ou activités pouvant ouvrir droit à l'indemnisation et/ou à la compensation des sujétions et astreintes au titre de l'année 2020 dans les unités de l'Institut des sciences biologiques (INSB).

LE DIRECTEUR,

Vu la circulaire n° CIR030001DRH du 13 février 2003 relative à l'indemnisation et à la compensation des sujétions et astreintes ;

Vu la décision n° DEC152383DRH du 17 novembre 2015 déterminant les situations d'emplois pouvant ouvrir droit à l'indemnisation et à la compensation des sujétions et astreintes ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Au titre de l'année 2020, les situations d'emplois et/ou activités pouvant ouvrir droit à indemnisation financière et/ou à compensation en temps de repos au titre des sujétions et astreintes qui sont susceptibles de se présenter dans les unités relevant de l'Institut des sciences biologiques (INSB) sont définies dans l'annexe 1.

Les unités relevant de l'Institut des sciences biologiques (INSB) susceptibles d'être concernées par ces situations d'emplois et/ou d'activités au titre de l'année 2020 sont listées dans l'annexe 2.

Article 2

Sont susceptibles d'émarger au bénéfice des indemnités et/ou à la compensation en temps des sujétions et astreintes les agents placés dans les situations d'emplois et/ou activités définies dans l'annexe 1 et affectés aux unités de recherche et de service listées dans l'annexe 2.

Article 3

La présente décision abroge et remplace, à compter du 1^{er} janvier 2020, la décision n° DEC190726INSB du 19 février 2019 fixant les situations d'emplois et/ou activités pouvant ouvrir droit à l'indemnisation et/ou la compensation des sujétions et astreintes au titre de l'année 2019 dans les unités de l'Institut des sciences biologiques (INSB).

Article 4

La présente décision et ses annexes seront publiées au *Bulletin officiel* du CNRS. Elles seront diffusées à l'ensemble des unités relevant de l'Institut des sciences biologiques listées dans l'annexe 2.

Fait à Paris, 12/03/2020

André LE BIVIC
Directeur de l'Institut des sciences biologiques



Année 2020 - Définition des situations d'emplois et/ou activités ouvrant droit à indemnisation financière et/ou compensation en temps de repos au titre des sujétions ou astreintes qui sont susceptibles de se présenter dans les unités relevant de l'INSB

Situations d'emplois / Activités	Définitions
Interventions spécifiques sur animaux	<u>Au titre de sujétions particulières</u> Agents susceptibles d'intervenir pour assurer le suivi des animaux en élevage : alimentation, biberonage, change et contrôle des paramètres physiques des animaleries (température, humidité, ventilation...) ; et pour effectuer des accouplements et/ou tri des géniteurs.
	<u>Au titre de sujétions particulières</u> Agents susceptibles d'effectuer des plongées (entretien et/ou collecte d'animaux marins).
Interventions spécifiques sur cultures de cellules	<u>Au titre d'astreintes et/ou sujétions particulières</u> Agents susceptibles d'effectuer une surveillance et une maintenance (repiquage) des cultures cellulaires.
Missions embarquées de moyenne et longue durées sur navires côtiers ou hauturiers ne faisant pas l'objet d'une indemnisation au titre de l'indemnité pour service à la mer	<u>Au titre de sujétions particulières</u> Agents susceptibles d'apporter une aide technique pour les expérimentations scientifiques à bord de navires hauturiers ou côtiers.
Gardiennage et sécurité d'unité, d'installations, de sites et de biens	<u>Au titre d'astreintes et/ou sujétions particulières</u> Agents susceptibles d'intervenir pour le dépannage des installations techniques (congélateurs à -80°, réseaux de fluides alimentés par des pompes).
	<u>Au titre de sujétions particulières</u> Agents susceptibles d'intervenir pour le fonctionnement des autoclaves.
Equipements scientifiques collectifs nécessitant un fonctionnement continu	<u>Au titre de sujétions particulières</u> Agents susceptibles d'intervenir dans le cadre de leurs fonctions en dehors des heures normales de service ou en horaires décalés. Agents susceptibles d'intervenir de façon ponctuelle pour le fonctionnement et la sécurité d'installations.

Unités relevant de l'Institut des Sciences Biologiques susceptibles d'être concernées par les situations d'emplois et/ou activités ouvrant droit à indemnisation financière et/ou compensation en temps de repos au titre des sujétions ou astreintes de l'année 2020 BO Avr. 2020 / p.417

Situations d'emplois et/ou activités	DR	Unités	Intitulé	Directeur
Interventions spécifiques sur animaux	1	UMR7592	Institut Jacques Monod (UM)	WERNER Michel
	1	UMS2009	BIOMEDTECH Facilities	BENDIRDJIAN Evelyne
	1	UMS3655	Analyse moléculaire, modélisation et imagerie de la maladie cancéreuse	SCOAZEC Jean-Yves
	2	FR3631	Institut de biologie Paris-Seine	LABOUESSE Michel
	2	UMR3347	Signalisation, radiobiologie et cancer	SAULE Simon
	2	UMR7221	Physiologie moléculaire et adaptation	SACHS Laurent
	4	UMR9197	Institut des Neurosciences Paris Saclay (Neuro-PSI)	ROUYER François
	4	UMS2010	TEFOR Paris-Saclay	JOLY Jean Stéphane
	6	UMR6265	Centre des sciences du goût et de l'alimentation	BRETILLON Lionel
	6	UMR7369	Matrice extracellulaire et dynamique cellulaire (MEDyC)	MARTINY Laurent
	7	UMR5229	Institut des sciences cognitives Marc Jeannerod	SIRIGU Angela
	7	UMR5242	Institut de génomique fonctionnelle de Lyon (IGFL)	RUGGIERO ALLARD Florence
	7	UMR5286	Centre de recherche en cancérologie de Lyon	MEHLEN Patrick
	7	UMR5292	Centre de recherche en neurosciences de Lyon (CRNL)	BERTRAND Olivier
	7	UMR5305	Biologie Tissulaire et Ingénierie Thérapeutique	VERRIER Bernard
	7	UMS3444	Biosciences	MARVEL Jacqueline
	8	UMR7247	Physiologie de la reproduction et des comportements (PRC)	GUILLOU Florian
	8	UMR7355	Immunologie et Neurogénétique Expérimentales et Moléculaires	QUESNIAUX Valérie
	8	UPS44	Transgénèse et archivage d'Animaux modèles (TAAM)	FREMOND Cécile
	10	FR1589	Institut de Biologie Moléculaire et Cellulaire (IBMC)	IMLER Jean-Luc
	10	UMR7104	Institut de génétique et biologie moléculaire et cellulaire (IGBMC)	BERETZ Alain
	10	UMR7021	Laboratoire de Bioimagerie et Pathologies	MELY Yves
	10	UMR7242	Biotechnologie et signalisation cellulaire	GALZI Jean-Luc
	10	UMR7364	Laboratoire de Neurosciences Cognitives et Adaptatives (LNCA)	CASSEL Jean-Christophe
	10	UMS3415	Chronobiotron	REIBEL Sophie
	10	UPR3572	Immunologie, Immunopathologie et Chimie Thérapeutique	DUMORTIER Hélène
	10	UPR9002	Architecture et Réactivité de l'ARN	ROMBY Pascale
	12	FR3512	Fédération de Recherche Comportement, Cerveau, Cognition - Fédération 3C	SAVE Etienne
	12	UMR7051	Institut de neurophysiopathologie	KHRESTCHATISKY Michel
	12	UMR7280	Centre d'immunologie de Marseille-Luminy (CIML)	PIERRE Philippe
	12	UMR7288	Institut de Biologie du Développement de Marseille (IBDM)	KODJABACHIAN Laurent
	12	UMR7289	Institut des neurosciences de la Timone (INT)	MASSON Guillaume
	12	UMS3367	Centre d'immunophénomique (CIPHE)	MALISSEN Bernard
	12	UMS3537	Centre d'Exploration Fonctionnelle et de Formation (CE2F-PRIM)	MASSON Guillaume
	12	UPS846	Station de primatologie	LACOSTE Romain
	13	UMR5203	Institut de génomique fonctionnelle	PIN Jean-Philippe
	13	UMR5235	Dynamique des interactions membranaires normales et pathologiques (DIMNP)	LUTFALLA Georges
	13	UMR5237	Centre de Recherche en biologie cellulaire de Montpellier	DEBANT Anne
	13	UMR5535	Institut de génétique moléculaire de Montpellier	SCHWOB Etienne
	13	UMR7232	Biologie intégrative des organismes marins (BIOM)	ESCRIVA-GARCIA Hector
	13	UMR9004	Institut de recherche en infectiologie de Montpellier (IRIM)	MESNARD Jean-Michel
	13	UMS3426	BioCampus Montpellier	JOURNOT Laurent
	14	ERL5311	Cellules Stromales, Homeostasie, Plasticité et Réparation Tissulaire (STROMALab)	CASTEILLA Louis
	14	UMR5089	Institut de Pharmacologie et de Biologie structurale (IPBS)	GIRARD Jean-Philippe
	14	UMR5169	Centre de recherches sur la cognition animale (CRCA)	RAMPON Claire
	14	UMR5547	Centre de Biologie du Développement (CBD)	PITUELLO-BERNIERE Fabienne
	14	UMR5549	Centre de recherche cerveau et cognition (CerCo)	THORPE Simon

Unités relevant de l'Institut des Sciences Biologiques susceptibles d'être concernées par les situations d'emplois et/ou activités ouvrant droit à indemnisation financière et/ou compensation en temps de repos au titre des sujétions ou astreintes de l'année 2020 BO Avr. 2020 / p.418

Situations d'emplois	DR	Unités	Intitulé	Directeur
Interventions spécifiques sur animaux	15	UMR5287	Institut de Neurosciences Cognitives et Intégratives d'Aquitaine (INICIA)	CAZALET Jean-René
	15	UMR5293	Institut des Maladies Neurodégénératives (IMN)	BEZARD Erwan
	15	UMR5297	Institut Interdisciplinaire de Neurosciences (IINS)	CHOQUET Daniel
	15	UMR5536	Centre de Résonance Magnétique des Systèmes Biologiques (CRMSB)	MIRAUX Sylvain
	17	UMR6015	Biologie Mitochondriale et Cardiovasculaire	HENRION Daniel
	17	UMR6290	Institut de génétique et développement de Rennes	GILLET Reynald
	17	UMR6291	Institut du thorax	REDON Richard
	17	UMR6552	Ethologie animale et humaine (EthoS)	LEMASSON Alban
	17	UMS3556	Santé François Bonamy	LEMARCHAND Patricia
	17	UMS3480	Biologie Santé et Innovation technologique	GUILLAUMEUX Thierry
	18	UMR9020	Hétérogénéité, plasticité et résistance aux thérapies des cancers	VAN SEUNINGEN Isabelle
	18	UMS3702	Institut de biologie de Lille	BOUTIN Philippe
	19	UMS3408	Unité Support Cytéron	HAELEWYN Benoît
	20	UMR7009	Laboratoire de Biologie du développement de Villefranche-sur-Mer	MC DOUGALL Alexander
	20	UMR7275	Institut de Pharmacologie Moléculaire et Cellulaire (IPMC)	NAHON Jean-Louis
	20	UMR7277	Institut de Biologie de Valrose (IBV)	NOSELLI Stéphane
	20	UMR7284	Centre Cancer et vieillissement	GILSON Eric

Interventions spécifiques sur cultures de cellules	1	UMR8030	Génomique métabolique	WINCKER Patrick
	1	UMR8104	Insitut Cochin	COURAUD Pierre-Olivier
	2	UMR8261	Expression génétique microbienne	CONDON Claran
	4	UMR9198	Institut de Biologie Intégrative de la Cellule (i2BC)	BOCCARD Frédéric
	7	UMR5086	Microbiologie Moléculaire et Biochimie Structurale (MMSB)	JAULT Jean-Michel
	7	UMR5242	Institut de Génomique Fonctionnelle de Lyon (IGFL)	RUGGIERO ALLARD Florence
	7	UMR5292	Centre de Recherche en Neurosciences de Lyon	BERTRAND Olivier
	7	UMR5305	Biologie Tissulaire et Ingénierie Thérapeutique	VERRIER Bernard
	7	UMR5667	Reproduction et développement des plantes (RDP)	VERNOUX Teva
	7	UMS3444	SFR Biosciences	MARVEL Jacqueline
	10	FR1589	Institut de Biologie Moléculaire et Cellulaire (IBMC)	IMLER Jean-Luc
	10	UMR7104	Institut de Génétique et Biologie Moléculaire et Cellulaire (IGBMC)	BERETZ Alain
	10	UMR7242	Biotechnologie et signalisation cellulaire	GALZI Jean-Luc
	10	UPR2357	Institut de biologie moléculaire des plantes (IBMP)	DROUARD Laurence
	10	UPR9002	Architecture et Réactivité de l'ARN	ROMBY Pascale
	11	UMR5075	Institut de Biologie Structurale (IBS)	WEISSENHORN Winfried
	12	FR3479	Institut de Microbiologie de la Méditerranée (IUM)	GIUDICI-ORTICONI Marie-Thérèse
	12	UMR7258	Centre de Recherche en Cancérologie de Marseille (CRCM)	BORG Jean-Paul
	13	UMR5203	Institut de génomique fonctionnelle	PIN Jean-Philippe
	13	UMR7232	Biologie intégrative des organismes marins	ESCRIVA-GARCIA Hector
	14	UMR2594	Laboratoire des Interactions Plantes-Microorganismes (LIPM)	BRUAND Claude
	17	UMS3556	Santé François Bonamy	LEMARCHAND Patricia

Missions embarquées de moyenne et longue durées sur navires côtiers ou hauturiers ne faisant pas l'objet d'une indemnisation au titre de l'indemnité pour service à la mer	13	FR3724	Observatoire Océanologique de Banyuls sur Mer	DESDEVISES Yves
	20	UMR7009	Laboratoire de Biologie du développement de Villefranche-sur-Mer	MC DOUGALL Alexander

Situations d'emplois	DR	Unités	Intitulé	Directeur
Gardiennage et sécurité d'unité, d'installations, de sites et de biens	4	UMR9198	Institut de Biologie Intégrative de la Cellule (I2BC)	BOCCARD Frédéric
	7	UMR5229	Institut des sciences cognitives Marc Jeannerod	SIRIGU Angela
	7	UMR5305	Biologie Tissulaire et Ingénierie Thérapeutique	VERRIER Bernard
	7	UMS3760	Institut de Biologie et Chimie des Protéines (IBCP)	GEOURJON Christophe
	8	UPS44	Transgénèse et archivage d'Animaux modèles (TAAM)	FREMOND Cécile
	10	FR1589	Institut de Biologie Moléculaire et Cellulaire (IBMC)	IMLER Jean-Luc
	10	UPR3572	Immunologie, Immunopathologie et Chimie Thérapeutique	DUMORTIER Hélène
	10	UPR9002	Architecture et Réactivité de l'ARN	ROMBY Pascale
	10	UPS3156	Centre de neurochimie	BADER Marie-France
	12	FR3479	Institut de Microbiologie de la Méditerranée (IMM)	GIUDICI-ORTICONI Marie-Thérèse
	12	UMR7257	Architecture et Fonction des Macromolécules Biologiques (AFMB)	BOURNE Yves
	12	UMR7288	Institut de Biologie du Développement de Marseille (IBDM)	KODJABACHIAN Laurent
	12	UPS846	Station de primatologie	LACOSTE Romain
	13	FR3724	Observatoire Océanologique de Banyuls sur Mer	LAUDET Vincent
	13	UMR5203	Institut de génomique fonctionnelle	PIN Jean-Philippe
	13	UMR5535	Institut de génétique moléculaire de Montpellier	SCHWOB Etienne
	13	UMS3725	Centre d'Etudes des Maladies Infectieuses et Pharmacologie Anti-Infectieuse	MURIAUX Delphine
	14	UMR5099	Laboratoire de Biologie Moléculaire Euraryote (LBME)	GLEIZES Pierre-Emmanuel
	14	UMR5100	Laboratoire de Microbiologie et Génétique Moléculaires (LMGM)	POLARD Patrice
	18	UMR8576	Unité de glycobiologie structurale et fonctionnelle	GUERARDEL Yann
	18	UMS3702	Institut de biologie de Lille	BOUTIN Philippe
	20	UMR7275	Institut de pharmacologie moléculaire et cellulaire (IPMC)	NAHON Jean-Louis

Equipements scientifiques collectifs nécessitant un fonctionnement continu	2	UMR3215	Génétique et biologie du développement	LEOPOLD Pierre
	4	UMR9198	Institut de Biologie Intégrative de la Cellule (I2BC)	BOCCARD Frédéric
	7	UMR6293	Génétique, Reproduction et Développement (GRd)	VAURY ZWILLER Chantal
	11	UMR5075	Institut de Biologie Structurale (IBS)	WEISSENHORN Winfried
	12	FR3512	Fédération de Recherche Comportement, Cerveau, Cognition - Fédération 3C	SAVE Etienne
	13	FR3724	Observatoire Océanologique de Banyuls sur Mer	LAUDET Vincent
	13	UMR5096	Laboratoire Génome et développement des plantes	PANAUD Olivier
	13	UMR5203	Institut de génomique fonctionnelle	PIN Jean-Philippe
	13	UMR5237	Centre de Recherche en biologie cellulaire de Montpellier	DEBANT Anne
	13	UMR5535	Institut de génétique moléculaire de Montpellier	SCHWOB Etienne
	13	UMS3725	Centre d'Etudes des Maladies Infectieuses et Pharmacologie Anti-Infectieuse	MURIAUX Delphine
	15	UMS3420	Bordeaux Imaging Center	CHOQUET Daniel

BULLETIN OFFICIEL DU CNRS

CNRS
3, rue Michel-Ange
75794 Paris Cedex 16

Directeur de la publication
Christophe Coudroy

Pour consulter le BO et ses archives
<http://www.dgdr.cnrs.fr/bo/>

Dépôt légal à parution
Mars 2020

ISSN 1148-4853

Établissement public
à caractère scientifique
et technologique Recherche

et techniques
et techniques
Textes fondateurs
Publication légale
Règlementaire
Organisation générale du CNRS
Actes administratifs
des activités de recherche
Nul n'est censé ignorer la loi...
Article unique

Présidence du CNRS
Direction générale déléguée
Instituts : domaines scientifiques, technologiques, humanités
Services : UPR, UPS, UFR, GDR, Article unique
Article 1. -
Article 2. -
Article 3. -

signature

Enseignants-chercheurs et personnels de l'Etat

[illegible]

102
 103
 104
 105
 106
 107
 108
 109
 110
 111
 112
 113
 114
 115
 116
 117
 118
 119
 120
 121
 122
 123
 124
 125
 126
 127
 128
 129
 130
 131
 132
 133
 134
 135
 136
 137
 138
 139
 140
 141
 142
 143
 144
 145
 146
 147
 148
 149
 150
 151
 152
 153
 154
 155
 156
 157
 158
 159
 160
 161
 162
 163
 164
 165
 166
 167
 168
 169
 170
 171
 172
 173
 174
 175
 176
 177
 178
 179
 180
 181
 182
 183
 184
 185
 186
 187
 188
 189
 190
 191
 192
 193
 194
 195
 196
 197
 198
 199
 200
 201
 202
 203
 204
 205
 206
 207
 208
 209
 210
 211
 212
 213
 214
 215
 216
 217
 218
 219
 220
 221
 222
 223
 224
 225
 226
 227
 228
 229
 230
 231
 232
 233
 234
 235
 236
 237
 238
 239
 240
 241
 242
 243
 244
 245
 246
 247
 248
 249
 250
 251
 252
 253
 254
 255
 256
 257
 258
 259
 260
 261
 262
 263
 264
 265
 266
 267
 268
 269
 270
 271
 272
 273
 274
 275
 276
 277
 278
 279
 280
 281
 282
 283
 284
 285
 286
 287
 288
 289
 290
 291
 292
 293
 294
 295
 296
 297
 298
 299
 300
 301
 302
 303
 304
 305
 306
 307
 308
 309
 310
 311
 312
 313
 314
 315
 316
 317
 318
 319
 320
 321
 322
 323
 324
 325
 326
 327
 328
 329
 330
 331
 332
 333
 334
 335
 336
 337
 338
 339
 340
 341
 342
 343
 344
 345
 346
 347
 348
 349
 350
 351
 352
 353
 354
 355
 356
 357
 358
 359
 360
 361
 362
 363
 364
 365
 366
 367
 368
 369
 370
 371
 372
 373
 374
 375
 376
 377
 378
 379
 380
 381
 382
 383
 384
 385
 386
 387
 388
 389
 390
 391
 392
 393
 394
 395
 396
 397
 398
 399
 400
 401
 402
 403
 404
 405
 406
 407
 408
 409
 410
 411
 412
 413
 414
 415
 416
 417
 418
 419
 420
 421
 422
 423
 424
 425
 426
 427
 428
 429
 430
 431
 432
 433
 434
 435
 436
 437
 438
 439
 440
 441
 442
 443
 444
 445
 446
 447
 448
 449
 450
 451
 452
 453
 454
 455
 456
 457
 458
 459
 460
 461
 462
 463
 464
 465
 466
 467
 468
 469
 470
 471
 472
 473
 474
 475
 476
 477
 478
 479
 480
 481
 482
 483
 484
 485
 486
 487
 488
 489
 490
 491
 492
 493
 494
 495
 496
 497
 498
 499
 500
 501
 502
 503
 504
 505
 506
 507
 508
 509
 510
 511
 512
 513
 514
 515
 516
 517
 518
 519
 520
 521
 522
 523
 524
 525
 526
 527
 528
 529
 530
 531
 532
 533
 534
 535
 536
 537
 538
 539
 540
 541
 542
 543
 544
 545
 546
 547
 548
 549
 550
 551
 552
 553
 554
 555
 556
 557
 558
 559
 560
 561
 562
 563
 564
 565
 566
 567
 568
 569
 570
 571
 572
 573
 574
 575
 576
 577
 578
 579
 580
 581
 582
 583
 584
 585
 586
 587
 588
 589
 590
 591
 592
 593
 594
 595
 596
 597
 598
 599
 600
 601
 602
 603
 604
 605
 606
 607
 608
 609
 610
 611
 612
 613

Don et legs consentis au CNRS

... d'entretien des locaux ...



www.cnrs.fr